

FACULTÉ DE DROIT DE CAEN

DROITS DES CRÉANCIERS

SUR

LES SALAIRES ET PETITS TRAITEMENTS
DE LEURS DÉBITEURS



THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA GRANDE SALLE DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le Vendredi 2 Juillet 1897, à 3 heures 1/2 de l'après-midi

PAR

MAURICE QUÉNAULT

ROUEN

IMPRIMERIE MÉGARD ET C^{ie}

Rue Saint-Hilaire, 136

1897

FACULTÉ DE DROIT DE CAEN

DROITS DES CRÉANCIERS

SUR

LES SALAIRES ET PETITS TRAITEMENTS
DE LEURS DÉBITEURS



THÈSE POUR LE DOCTORAT

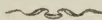
SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA GRANDE SALLE DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le Vendredi 2 Juillet 1897, à 3 heures 1/2 de l'après-midi

PAR

MAURICE QUÉNAULT



ROUEN

IMPRIMERIE MÉGARD ET C^{ie}

Rue Saint-Hilaire, 136

—
1897



Digitized by the Internet Archive
in 2026

JURY D'EXAMEN :

MM. J. MARIE, *professeur*, PRÉSIDENT DE LA THÈSE.

J. LAISNÉ DES HAYES, *professeur*.

E. BOUVIER, *agrégé*.

FACULTÉ DE DROIT DE CAEN

Année scolaire 1896 - 1897

DOYEN :

M. Edmond VILLEY (✱, I. ☉), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM. TOUTAIN (✱, I. ☉), professeur de *Droit administratif*.
DANJON (I. ☉), professeur de *Droit commercial* et de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (✱, I. ☉), professeur d'*Économie politique* et d'*Histoire des doctrines économiques*.

LAISNÉ DES HAYES (☉, A. ☉), professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours de *Code civil*.

GUILLOUARD (I. ☉, C. ✱), professeur de *Code civil*.

LEBRET (I. ☉), professeur de *Code civil* (élu député du Calvados).

CABOUAT (I. ☉), professeur de *Droit international public et privé*, et de *Législation industrielle*.

GAUCKLER (I. ☉), professeur de *Droit romain*, chargé des cours de *Pandectes* et d'*Histoire du Droit public français* (DOCTORAT).

MARIE (I. ☉), assesseur du doyen, professeur de *Droit criminel*, et chargé du cours d'*Histoire du Droit français* (DOCTORAT).

MM. Ambroise COLIN (A. ☉), professeur de *Code civil*, et chargé du cours d'*Éléments du Droit constitutionnel*.

BIVILLE (A. ☉), professeur de *Procédure civile*, et chargé du cours d'*Histoire générale du Droit français* (LICENCE).

AGRÉGÉS :

MM. BOUVIER, chargé des cours de *Législation financière* et de *Droit constitutionnel comparé*.

DEBRAY, chargé d'un cours de *Droit romain*.

SECRÉTAIRE :

M. GILLET (I. ☉), secrétaire du Conseil de l'Université de Caen.



BIBLIOGRAPHIE

- ANDRÉ et GUIBOURG. — Le Code ouvrier.
Annuaire de législation étrangère, publié par la société de
législation étrangère (années 1872 et suivantes).
- AUBRY et RAU. — Cours de droit civil français, d'après la
méthode de Zachariæ (4^e édition), Paris, 1883, 8 vol.
in-8°.
- BAUDRY-LACANTINERIE. — Précis de droit civil (5^e édition),
Paris, 1896, 3 vol. in-8°.
- BAUDRY-LACANTINERIE et DE LOYNES. — Privilèges et hypo-
thèques, Paris, 1896, 3 vol. in-8°.
- BAVELIER. — Rentes sur l'Etat (législation qui les concerne),
Paris, 1886 (Rousseau), 1 vol. in-8°.
- BUCHÈRE. — Traité des valeurs mobilières et effets publics,
Paris, 1869, 1 vol. in-8°.
- Bulletin des décisions des juges de paix (année 1896).
- CHAUVEAU. — Dictionnaire théorique et pratique de Pro-
cédure civile.
- CHAUVEAU et FAUSTIN HÉLIE. — Théorie du Code pénal,
Paris, 1842, 8 vol.
- COLMET DE SANTERRE. — Voir Demante.
- DALLOZ. — Jurisprudence générale. — Recueil périodique
et critique de jurisprudence, de législation et de doc-
trine.
- DALLOZ. — Répertoire de législation.
- Délibérations du Conseil supérieur du Travail (année 1891).
- DEMANTE. — Cours de Code civil continué par Colmet de
Santerre, Paris, 1849-1884, 8 vol.

DEMOLOMBE. — Cours de Code Napoléon, Paris, 1843-1882, 21 vol.

DESJARDINS (Arthur). — Questions sociales et économiques, Paris, 1893 (Plon), 1 vol. in-8°.

DE RAMAIX. — La réforme sociale et économique en Europe et dans les Etats-Unis, Paris, 1889 (Guillaumin et C^{ie}), 1 vol. in-8°.

DURANTON. — Cours de droit français suivant le Code civil, Paris, 1844-1845, 22 vol. in-8°.

EMION. — La saisie-arrêt des salaires et petits traitements, Paris, 1896 (Giard et Brière), 1 vol.

FOIGNET. — Commentaire de la loi de 1895, 1 vol.

FORTIER. — Bulletin commentaire des lois nouvelles (février 1895).

GARSONNET. — Traité théorique et pratique de Procédure civile, Paris, 1882-1895, 5 vol.

GODART. — La saisie-arrêt des salaires, Paris, 1895, 1 vol.

GUILLOUARD. — Traité du contrat de mariage, Paris 1895 (3^e édition), 4 vol. in-8°.

GUILLOUARD. — Traité du contrat de louage (3^e édition), Paris, 1891, 2 vol. in-8°.

HUC. — Traité théorique et pratique de la cession et de la transmission des créances, Paris, 1891, 2 vol.

Journal des avoués.

La Gazette des Tribunaux.

LABORI et SCHAFFHAUSER. — Répertoire encyclopédique du Droit français.

LAROMBIÈRE. — Théorie et pratique des obligations, Paris, 1857, 5 vol.

LAURENT. — Principes du droit civil français (3^e édition), Paris et Bruxelles, 1869-1878, 33 vol. in-8°.

Le Droit.

Le Journal officiel de la République française.

LEVASSEUR. — Histoire des classes ouvrières en France depuis la conquête de Jules César jusqu'en 1789.

LOYSEAU. — Des officiers non vénaux.

LYON-CAEN ET RENAULT. — Traité de droit commercial (2^e édition), Paris, 1889-1894, 5 vol.

MARCADÉ. — Explication théorique et pratique du Code Napoléon (5^e édition), Paris, 1852, 6 vol.

Moniteur des juges de paix (année 1895).

MORIN. — Répertoire de droit criminel, Paris, 1850, 2 vol.

PABON. — Traité de la saisie-arrest des salaires, Paris, 1896 (Larose), 1 vol.

PATRON. — Code manuel de la distribution par contribution.

POTHIER. — Traité de Procédure civile (édition Bugnet).

Revue des justices de paix (année 1895).

ROUSSEAU et LAISNEY. — Dictionnaire théorique et pratique de procédure civile et commerciale, 8 vol.

ROZIER. — Insaisissabilité des rentes sur l'Etat.

SCHAFFHAUSER et CHEVRESSON. — Les lois nouvelles, revue de législation et de jurisprudence (années 1895, 1896 et 1897).

SIREY et DEVILLENEUVE. — Recueil général des lois et arrêts.

STRAUSS. — Commentaire de la loi du 12 janvier 1895, Paris, 1896 (Muzard), 1 vol.

TOULLIER. — Droit civil français, Paris, 1824, 21 vol.

VALETTE. — Des privilèges et hypothèques, Paris, 1854, 1 vol.

VILLEY. — Précis de droit criminel (3^e édition), Paris, 1884, 1 vol. in-8°.



DROITS DES CRÉANCIERS

SUR

LES SALAIRES ET PETITS TRAITEMENTS

DE LEURS DÉBITEURS

INTRODUCTION

Toute obligation, créant entre deux personnes un lien de droit par lequel l'une est astreinte à accomplir une prestation déterminée au profit de l'autre, porte en elle-même, comme corrélatif, le droit pour le créancier d'agir contre le débiteur. — La sécurité publique eût été, en effet, bien souvent compromise si le créancier, n'ayant comme unique garantie que le bon vouloir de son débiteur, avait été exposé, par suite du manque de foi de ce dernier, à se trouver dans cette alternative, ou de voir son droit périr, ou de ne pouvoir le revendiquer que par la force. Aussi le législateur de 1804 déclare-t-il dans les articles 2092 et 2093 du Code

civil que tout créancier a un droit de gage général sur les biens du débiteur qui s'est personnellement obligé envers lui, rajeunissant ainsi, dans une nouvelle formule, le vieil adage : « Qui s'oblige, oblige le sien ».

Ce principe appartient, à vrai dire, autant au droit naturel qu'à la législation positive ; et les articles 557 et 558 du Code de Procédure qui permettent à tout créancier muni de titres authentiques ou privés, ou de l'autorisation du juge, de saisir-arrêter entre les mains d'un tiers les sommes et effets appartenant à son débiteur, n'en sont qu'une application.

Si cette règle est générale, elle est loin d'être absolue, et le législateur, guidé tantôt par des sentiments d'humanité, tantôt prenant en considération l'intérêt supérieur de l'Etat ou la nature particulière des biens ou des droits pouvant faire l'objet d'une saisie, est venu limiter dans une certaine mesure les pouvoirs du créancier, en déclarant que dans certains cas tout ou partie de ces biens ou de ces droits seraient insaisissables.

Si légitime qu'il soit, le principe comporte donc de nombreuses exceptions que nous allons rapidement passer en revue :

1° Les droits d'usage et d'habitation, le droit de jouissance légale des père et mère sur les biens de leurs enfants mineurs de dix-huit ans, le droit du mari sur les biens de sa femme mariée sous le

régime dotal sont incessibles et insaisissables. La nature même de ces droits pour l'exercice desquels il faut être revêtu d'une qualité essentiellement personnelle comme celle de mari ou de père et l'intérêt de la famille en vue duquel ils sont établis, s'opposaient, en effet, à ce qu'ils pussent être l'objet d'une cession ou d'une saisie ; sauf, toutefois, les exceptions prévues par l'article 1558 du Code civil qui, pour des considérations supérieures d'intérêt général ou de justice, permet de saisir dans certains cas les biens dotaux.

2° Pour des raisons de décence et d'humanité, l'article 592 du Code de Procédure déclare insaisissables : le coucher nécessaire du saisi et de ses enfants vivant avec lui, les habits dont ils sont vêtus et couverts, les livres relatifs à la profession du saisi jusqu'à concurrence de 300 fr., les outils dont il se sert personnellement dans son métier... sauf l'exception prévue par l'article 593 du Code de Procédure.

De même, les articles 581 et 582 du Code de Procédure interdisent en principe, à cause de leur caractère alimentaire, la saisie des provisions accordées en justice et des sommes données, léguées ou constituées à titre d'aliments.

3° Des considérations d'intérêt général ont fait édicter, pour favoriser le commerce maritime et le développement de la marine marchande, l'insaisissabilité du bâtiment prêt à faire voile (art. 215

du Code de Commerce). Une saisie opérée dans de semblables conditions qui anéantirait l'engagement des marins et arrêterait les marchandises n'eût pas été, en effet, sans préjudicier gravement à tous ceux ayant quelque intérêt se rattachant au navire.

4° Enfin, c'est dans l'intérêt supérieur de l'Etat et du crédit public que le législateur a édicté l'insaisissabilité des rentes, des sommes destinées aux entrepreneurs de travaux publics et des traitements civils, ecclésiastiques et militaires (1).

Examinons successivement ces trois hypothèses :

A. — *Rentes sur l'Etat.* — Les inscriptions de rentes sur le Grand-Livre, dont la loi du 24 août 1793 réglementait la saisie et qui étaient saisissables comme toutes autres créances, jouissent, au contraire, du privilège de l'insaisissabilité depuis les lois des 8 nivôse an VI et 22 floréal an VII. Aux termes de l'article 4 de la loi du 8 nivôse an VI : « Il ne sera plus reçu, à l'avenir, d'opposition sur le tiers conservé de la dette inscrite ou à inscrire », et l'article 7 de la loi du 22 floréal an

(1) Pour les mêmes raisons :

L'article 18 du décret du 28 février 1832 déclare « qu'il n'est admis aucune opposition au paiement du capital et des intérêts (des lettres de gage ou obligations foncières) qu'en cas de perte de la lettre de gage ; »

Et l'article 149 du Code de Commerce décide « qu'il n'est admis aucune opposition pour les sommes dues au porteur d'une lettre de change ou d'un billet à ordre. »

VII ajoute : « Il ne sera plus reçu , à l'avenir, d'opposition au paiement des arrérages dus pour rentes perpétuelles, viagères et pensions, à l'exception de celle qui serait formée par le propriétaire de l'inscription ou du brevet de pension. »

Il résulte bien de ces deux textes que les rentes sur l'Etat ne sont pas susceptibles d'opposition ; mais on est loin de s'entendre sur le sens et la portée de cette insaisissabilité.

Les lois du 8 nivôse an VI et du 22 floréal an VII prohibent-elles simplement toute opposition sur le capital ou les arrérages des rentes sur l'Etat entre les mains du Trésor, ou bien les soustraient-elles d'une façon absolue à l'exercice du droit de gage des créanciers ? Telles sont les deux opinions qui ont été émises à ce sujet.

L'opinion la plus ancienne, soutenant que ces rentes échappent au gage général des créanciers, proclame leur insaisissabilité absolue. Le législateur, dit-on, en édictant les lois de l'an VI et de l'an VII, a eu pour but de favoriser le crédit de l'Etat qui, à cette époque, était presque anéanti. C'est, en effet, le motif indiqué au Conseil des Cinq-Cents par le rapporteur de la loi du 8 nivôse an VI : « Les rentes, dit M. Vernier, sont meubles par leur nature, elles n'étaient réputées immeubles que par fiction et dans quelques coutumes. Il convenait non seulement de les rendre à leur première nature, mais encore de priver les

créanciers pour l'avenir de toute espèce de droit, saisie ou opposition, soit sur le capital, soit sur les arrérages. Les créanciers, prévenus et instruits qu'ils n'auront point à compter sur cette ressource pour le paiement et la sûreté de leur créance, régleront à l'avenir leurs transactions en conséquence et se ménageront d'autres sûretés moins sujettes à tromper leur attente.... Les rentiers trouvaient difficilement à négocier leurs créances ; ils étaient forcés de les vendre à perte et à vil prix, tandis que, libres et sans aucun danger d'opposition, elles seront portées à un plus haut prix et d'un commerce plus facile. »

Ces explications très nettes semblent, dit-on, ne laisser aucun doute à ce sujet, et en défendant les oppositions, le législateur de l'an VI a entendu proclamer l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat et exclure ces rentes du gage des créanciers :

Ce principe a, du reste, été rappelé par des lois récentes. Celle du 11 juin 1878, relative au 3 0/0 amortissable, dit dans son article 3 : « Les rentes sont insaisissables conformément aux dispositions des lois du 8 nivôse an VI et du 22 floréal an VII. » La même disposition se retrouve encore dans les lois du 27 avril 1883 et du 17 janvier 1894, qui autorisent à rembourser ou à convertir le 5 0/0 en 4 1/2 0/0 et le 4 1/2 en 3 1/2.

Ce système, reconnu par la plupart des auteurs, fut longtemps suivi par la jurisprudence qui dut

également en admettre les nombreuses conséquences, dont la plus remarquable est, sans contre-dit, celle qui enlève les rentes sur l'Etat au gage général des créanciers.

Par suite, ceux-ci ne peuvent les saisir sous aucune forme, même sous forme de transfert. Ils ne peuvent de même attaquer par la voie de l'action Paulienne les contrats passés par leur débiteur en fraude de leurs droits et qui sont relatifs à ces rentes, notamment si le débiteur renonce à une succession et que les créanciers fassent annuler cette renonciation comme faite en fraude de leurs droits, cette annulation n'atteindra pas les rentes sur l'Etat qui demeureront la propriété exclusive des personnes qui héritent à défaut du renonçant. Si la succession ne comprend que des rentes sur l'Etat, les créanciers n'auront plus le droit d'intervenir au partage, et celui fait malgré leur opposition serait valable. Les rentes sur l'Etat, ne rentrant pas dans le gage général des créanciers, ne pourraient pas faire l'objet d'un gage spécial. Enfin, le principe de l'insaisissabilité absolue a aussi pour effet d'interdire toute opposition non seulement entre les mains des agents du Trésor public, mais encore entre celles de toutes les autres personnes qui peuvent posséder des titres de rente appartenant à un débiteur (1).

(1) En ce sens : Rennes, 31 janvier 1889. — Paris, 21 mars 1889, D. 90, 2, 61. — Paris, 19 décembre 1889, D. 91, 2, 19. — Angers, 10 jan-

Les nombreux abus qui se produisirent au fur et à mesure du développement de la fortune mobilière ne tardèrent pas à laisser voir les inconvénients de l'insaisissabilité absolue des rentes sur l'Etat. Avec ce système, il est, en effet, permis à un débiteur malhonnête de s'enrichir frauduleusement aux dépens de ses créanciers, il lui suffit d'acheter avec leur argent des rentes sur l'Etat pour être à l'abri de toute saisie. De même lorsqu'il n'y a dans une succession que des rentes sur l'Etat, il suffira à l'héritier d'accepter, sous bénéfice d'inventaire, pour n'être tenu des dettes du *de cujus* ni sur les biens de la succession, ni sur ses biens personnels. Enfin, en cas de faillite, on peut souvent voir les créanciers réduits à toucher un faible dividende alors que le failli possède des rentes sur l'Etat que les syndics doivent respecter.

Ces conséquences injustes et parfois iniques que le législateur de l'an VI et de l'an VII ne pouvait certainement pas prévoir, ont, après bien des hésitations, amené la jurisprudence à revenir sur son ancienne interprétation et à décider que les lois de

vier 1893, D. 93, 2, 111. — Tribunal de la Seine, 23, 30 janvier 1896, D. 97, 2, 47. — Paris, 1^{er} décembre 1896, 7 août 1896, *Gazette des Tribunaux* du 26 août 1896. — Tribunal de la Seine, 11 novembre 1896, *Gazette des Tribunaux* du 21 novembre 1896. — Paris, 7 août 1896, D. 97, 2, 113. — Tribunal de Marseille du 4 février 1897, *Gazette des Tribunaux* du 19 mai 1897. — AUBRY et RAU, *Cours de droit français*, 4^e édition, t. VIII, § 777. — LYON-CAEN et RENAULT, *Précis de droit commercial*, t. 2, n° 2672. — BAVELIER, *Rentes sur l'Etat*, n° 43. — BUCHÈRE, *Valeurs mobilières*, 2^e édition, n° 151.

l'an VI et de l'an VII, en déclarant insaisissables les rentes sur l'Etat français, avaient eu seulement pour objet les saisies-arrêts pratiquées entre les mains du Trésor public et qu'elles ne sauraient par suite faire obstacle à l'application des articles 2092 et 2093 du Code civil (1).

Cette opinion la plus conforme à l'équité et à la justice est aussi celle que nous partageons. En effet, c'est seulement le rapport de M. Vernier qui est invoqué en faveur de l'insaisissabilité absolue. Or, est-il bien certain qu'à une époque où les rentes sur l'Etat n'existaient pas comme aujourd'hui dans presque toutes les fortunes privées où elles forment parfois la partie la plus considérable du patrimoine, le législateur ait eu la volonté d'édicter une règle aussi absolue ? — Cela est loin d'être démontré et « il est difficile de soutenir que le but principal de la loi du 8 nivôse an VI ait été de favoriser des intérêts particuliers, de procurer aux capitalistes, pour les engager à devenir les bailleurs de fonds de l'Etat, des avantages tels qu'aucun autre débiteur ne pût leur en offrir de semblables, en présence de ce passage de Vernier où il est dit : « *Qu'en dernier*

(1) En ce sens : Paris, 18 janvier 1886, D. 86, 2, 233. — Tribunal de Bordeaux, 41 mai 1887, D. 88, 3, 55. — Cassation, 2, 16 juillet 1894, D. 94, 1, 497. — Paris, 27 décembre 1894, D. 96, 2, 123. — Paris, 20 novembre 1895, D. 96, 2, 444. — Tribunal de la Seine, 27 novembre 1896, D. 97, 2, 17. — Tribunal de Caen, 1^{er} décembre 1896, *Recueil de Caen*, 1897, p. 53 et la note. — Tribunal de Rouen, 9 avril 1897, *Gazette du Palais* du 9 mai 1897. — ROZIER, *Insaisissabilité des rentes sur l'Etat*. — BAUDRY-LACONTINERIE et DE LOYNE, *Priv. et Hypoth.*, t. I, n° 269. — Appleton, note D. 97, 2, 17.

lieu l'intérêt des rentiers s'y rencontre. » Voilà, dit fort judicieusement M. Rozier, une phrase qui ne se comprendrait guère si le législateur avait surtout songé à l'intérêt des rentiers. Ne marque-t-elle pas, au contraire, qu'un tel intérêt a seulement été une éventualité envisagée à titre subsidiaire (1).

Les termes mêmes de la loi corroborent du reste cette solution au lieu de la contredire. La loi de l'an VI dit seulement : « Il ne sera plus à l'avenir reçu d'opposition sur le tiers consolidé de la dette publique inscrite ou à inscrire. » Or, si le législateur avait eu la ferme intention de soustraire les rentes sur l'Etat au droit de gage des créanciers, aurait-il employé des expressions aussi insuffisantes et se serait-il contenté de proclamer purement et simplement l'insaisissabilité des rentes ?

Pourquoi, enfin, ce mot opposition qui dans toutes les autres lois de l'époque désigne exclusivement l'opposition entre les mains du Trésor, aurait-il un sens différent dans celle de l'an VI ? (2)

B. — *Fonds destinés aux Entrepreneurs de Travaux publics.* — Un décret du 26 pluviôse an II interdit aux créanciers particuliers des entrepreneurs et adjudicataires de travaux pour le compte de l'Etat de former des oppositions sur les fonds déposés dans les

(1) ROZIER, op. cit., p. 64.

(2) Loi du 24 août 1793, a. 185 et suiv. — Loi du 21 messidor an V. — Loi du 22 floréal an VII, a. 7 et 8. — ROZIER, op. cit., p. 60.

caisses publiques et destinés à ces entrepreneurs, avant que ces travaux n'aient été définitivement acceptés. Les créanciers ne peuvent, en effet, saisir que ce qui appartient à leur débiteur. Or, ces sommes n'appartiennent point à l'entrepreneur, mais bien à l'entreprise qui appartient elle-même à l'Etat. — Il importe également que les travaux publics ne puissent être arrêtés par des oppositions qui mettraient les entrepreneurs dans l'impossibilité de payer les ouvriers employés à ces travaux.

La loi n'atteindrait donc pas le but proposé, si elle n'exceptait de cette prohibition les créances provenant du salaire des ouvriers et les sommes dues pour fournitures de matériaux et autres objets servant à la construction des ouvrages. Aussi, l'article 3 du décret décide-t-il que les fonds destinés aux entrepreneurs peuvent être saisis pour des créances de cette nature, mesure de protection qui, loin de nuire à l'entreprise, en facilite au contraire l'exécution.

Une loi du 25 juillet 1891 a étendu les dispositions de ce décret à tous les travaux ayant le caractère de travaux publics, c'est-à-dire à ceux des départements, des communes et des établissements publics, pourvu toutefois qu'ils soient entrepris dans un but d'utilité publique.

C. — *Traitements civils, ecclésiastiques et militaires.*
— L'intérêt des services publics devant prévaloir

sur celui des particuliers, le législateur a limité le droit de saisir les traitements dus par l'Etat. D'après l'article 580 du Code de Procédure, ces traitements ne peuvent être saisis que pour la portion déterminée par les lois, décrets et ordonnances. La loi en vigueur à cet égard et qui a servi de base à tous les règlements postérieurs, est celle du 21 ventôse an IX, aux termes de laquelle : « Les traitements des fonctionnaires publics et employés civils sont saisissables jusqu'à concurrence du cinquième pour les premiers 1,000 fr. et sur toutes les sommes au-dessous, du quart sur les 5,000 fr. suivants, et du tiers sur la portion excédant 6,000 fr., à quelque somme qu'elle s'élève, et ce jusqu'à l'entier acquittement des créances. »

Pour les mêmes motifs, les arrêtés des consuls du 18 nivôse an XI et 15 germinal an XII frappent d'incessibilité et d'insaisissabilité totale les traitements des ministres du culte catholique et ceux du culte protestant. Bien qu'il n'existe aucune disposition législative à ce sujet, il y aurait également lieu de décider que ces arrêtés doivent s'appliquer par analogie aux ministres du culte israélite qui reçoivent des traitements de l'Etat depuis 1834.

Enfin les lois du 10 juillet 1791, du 19 pluviôse an III et les décrets du 19 octobre 1851 et du 4 mars 1852 sont venus restreindre la saisissabilité des soldes des militaires et marins.

Les principales restrictions, apportées aux droits

des créanciers, que nous venons d'énumérer, bien qu'étant très nombreuses, étaient encore insuffisantes. Les traitements des fonctionnaires publics, des ministres des cultes et des officiers des armées de terre et de mer étaient, en effet, les seuls que la loi eût protégés contre des poursuites par trop rigoureuses. Les appointements et salaires des ouvriers et artisans travaillant pour le compte d'établissements particuliers se trouvaient donc exclus du bénéfice dont jouissaient les traitements des fonctionnaires. On ne conçoit guère cependant qu'une semblable anomalie ait pu exister.

L'ouvrier ne doit-il pas, en effet, être protégé au même titre que le fonctionnaire ? Son salaire, généralement plus faible que le traitement du fonctionnaire, n'est-il pas presque toujours l'unique et modeste ressource dont il peut disposer pour subvenir à son existence et à celle de sa famille ? Son gain-journalier n'est-il pas, en outre, sans cesse menacé pas des éventualités fâcheuses, telles que le chômage ou la maladie ? Enfin les raisons d'humanité qui ont inspiré les mesures qui protègent les traitements des fonctionnaires et la paie des marins et des soldats, ne militent-elles pas avec une force égale, sinon supérieure, en faveur des ouvriers qui, pour la plupart, vivent au jour le jour du produit de leur travail ?

Frappé de cette anomalie, le législateur, suivant l'exemple que venaient de lui donner les pays

étrangers, s'est justement préoccupé de la situation particulière dans laquelle se trouvaient les ouvriers.

Et, à la date du 12 janvier 1895, une loi conciliant tous les intérêts et intitulée : *Loi relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés*, est enfin venue accorder à l'ouvrier la protection qui lui manquait depuis si longtemps, réparant ainsi la distinction injustifiable faite par le législateur de 1806 entre les fonctionnaires et les ouvriers.

Cette loi, qui a uniquement pour but d'assurer au travailleur une protection efficace et équitable dans la perception et la possession de son salaire, admet les quatre règles suivantes :

1° Insaisissabilité au-dessus d'un dixième, sauf pour dettes alimentaires, des salaires des ouvriers, quel qu'en soit le montant, et des traitements des commis, employés ou fonctionnaires ne dépassant pas 2,000 fr. ;

2° Incessibilité des mêmes salaires ou traitements au-dessus d'un autre dixième ;

3° Diminution des frais et simplification de la procédure en matière de saisie-arrêt des salaires et des petits traitements ;

4° Organisation d'une distribution simple et rapide des deniers saisis.

Il nous a paru intéressant d'étudier les bénéfices ainsi concédés aux appointements et aux salaires.

Aussi, après avoir brièvement exposé la législation de la saisie des salaires et traitements à l'étranger, et en France antérieurement à la loi de 1895, examinerons-nous cette loi afin de pouvoir ensuite déterminer quels en sont les avantages, quels en peuvent être les inconvénients, quelles en seront les conséquences.



PREMIÈRE PARTIE

De la Saisie des Salaires et Traitements
à l'Etranger et en France
antérieurement à la loi du 12 Janvier
1895

CHAPITRE PREMIER

ANCIEN DROIT

Le peu de données historiques que nous ayons sur la saisie des traitements et des salaires, nous montre malheureusement d'une façon trop évidente que si l'on s'est parfois préoccupé des traitements de certains fonctionnaires, les salaires des ouvriers ont été au contraire totalement négligés.

Les rares textes existant sur cette matière, nous permettent d'affirmer que les Romains, reconnaissant que l'intérêt public devait l'emporter sur celui des créanciers, avaient décrété l'insaisissabilité de la solde des légionnaires et des soldats (1).

(1) Loi 4, *Code de Executione rei judicate*, VII, 53.

Dans notre ancien droit cette insaisissabilité existait aussi.

La justice étant à l'origine rendue gratuitement, les officiers de judicature ne recevaient aucune rémunération. Il leur fut bientôt accordé des gages ; mais ceux-ci, fixés à une époque où les lois peu nombreuses et peu compliquées ne suscitaient qu'un petit nombre de procès, étaient à peu près nuls. Avec l'augmentation des procès, on vit dès le ^{xiv}^e siècle s'introduire l'usage des épices. Ces gages et épices, reconnus par quelques édits et notamment par l'Ordonnance de 1510 qui déclara que les épices seraient payées par provision et jouiraient comme les dépens du privilège de la contrainte par corps, étaient encore loin d'être en rapport avec l'importance des services rendus. Aussi de nombreux arrêts les déclarèrent-ils insaisissables. Les motifs qui inspirèrent ces décisions nous sont parfaitement indiqués par Loyseau (1) :

« Du temps, dit-il, que les officiers gagés ne prenaient aucun salaire des parties et que les offices ne se vendaient point, on tenait à bon droit que les gages étaient vrais salaires, c'est-à-dire aliments et entretènements, n'étant raisonnable d'en autoriser la saisie, de peur qu'à l'occasion d'icelle le service public demeurast pour avoir l'officier autre moyen de s'entretenir en son exercice ; tout ainsi qu'on

(1) *Des officiers non vénaux* (liv. IV, chap. VIII, n° 64).

pratique encore à présent, qu'on ne peut saisir la solde ou paye du soldat. Qui est la raison qu'en rend Théodore, interprète grec, sur la loi 4, Code de *Executione rei judicatæ*, à savoir que le service public est préférable à la commodité d'un ou de deux créanciers. »

Les émoluments et honoraires des professeurs étaient comme les gages et épices des juges, insaisissables en totalité.

Les créanciers pouvaient au contraire saisir les traitements de leurs débiteurs comptables, tels que receveurs des finances, trésoriers, etc....

Les Ordonnances de 1551, 1567, 1586 prohibaient également la saisie des appointements des militaires et des gages des officiers de la maison du Roi à moins que les dettes n'aient été contractées pour leur nourriture ou équipages.

Les articles 12 et 13 de l'Ordonnance d'Orléans déclaraient aussi que les honoraires dus aux ecclésiastiques et les revenus des titres cléricaux étaient insaisissables.

Il en était de même de la portion congrue attribuée au clergé et destinée à assurer sa subsistance. Pothier (1) cite cependant un arrêt du Grand Conseil du 17 mai 1706 déclarant que l'on pouvait saisir pour un tiers la portion congrue du ministre.

La vénalité des offices de judicature et de muni-

(1) POTHIER, *Procédure civile*, partie IV. chap. II, § II.

icipalité disparut avec la Révolution, et les lois des 4 et 24 août 1789 déclarèrent, en proclamant cette abolition, que les juges rendraient gratuitement la justice et seraient salariés par l'Etat.

Les épices n'eurent plus, dès lors, de raison d'être et la saisissabilité des traitements payés par l'Etat à ses fonctionnaires fut postérieurement réglée par la loi de ventôse an IX, à laquelle la loi de 1895 est venue apporter certaines restrictions.

Cette loi comporte en outre une importante innovation en étendant le bénéfice de l'insaisissabilité aux salaires des ouvriers. Jusqu'alors rien n'avait été fait sur cette question, et ce résultat qui peut tout d'abord paraître surprenant, n'est qu'une conséquence de l'ancien état de la civilisation.

Quel intérêt pouvait en effet témoigner à l'ouvrier une législation où le débiteur, donnant sa personne en garantie de ses dettes, était, comme à Rome, exposé aux conséquences rigoureuses du *nexum* ? Etait-il possible en outre de rencontrer des mesures de protection en faveur des travailleurs, à une époque où le travail était le lot de la classe immense des esclaves ?

Loin de protéger le travailleur, le législateur le voyait au contraire d'un œil défavorable. Les seules mesures qu'il prend à cet égard ont uniquement pour but de favoriser le patron au détriment de l'ouvrier, auquel on fixe un maximum de salaire qu'il ne peut dépasser sans s'exposer à des peines

sévères. C'est dans ce sens que nous voyons cette intervention se produire : à Rome, par un édit de Dioclétien, édit resté d'ailleurs sans exécution et qui allait jusqu'à punir de mort ceux qui y contrevenaient; en France, par une loi des Wisigoths et par des Ordonnances royales de 1330, 1351, 1355 et 1360; en Angleterre, par un *statute of labourers* de 1350 et par des lois émanant d'Elisabeth, de Jacques I^{er} et de Georges III. Enfin, au siècle dernier, nous trouvons encore des dispositions analogues dans d'autres pays, et notamment en Allemagne (1) et en Espagne.

C'est sous l'influence du christianisme que s'est dégagée la véritable notion de la loi du travail. Nous n'entreprendrons pas ici l'histoire de ce long combat livré par l'idée chrétienne à la conception païenne de l'esclavage. Qu'il nous suffise d'indiquer, sans suivre les transformations successives de la position du travailleur, qu'après l'esclavage vint le servage et qu'au servage succéda la corporation qui fit elle-même place à la liberté du travailleur et au droit, pour ce dernier, de s'appuyer sur l'association et la mutualité.

L'émancipation complète et définitive du travailleur ne date, en effet, que du jour où sont tombées les barrières qui le tenaient à l'écart de la société. Jusqu'alors, on ne s'était nullement préoccupé du

(1) Ordonnance de 1734.

sort des ouvriers de l'agriculture et de l'industrie, et cet oubli peut à juste titre être attribué à ces préjugés qui faisaient peser sur les travailleurs un reste de la défaveur attachée jadis aux victimes de l'esclavage et du servage.

L'éloquent reproche adressé par La Bruyère à ses contemporains ne nous représente-t-il pas admirablement la malheureuse situation de l'ouvrier d'alors :

« Il faut, dit-il, des saisies de terre et des enlèvements de meubles, des prisons et des supplices : mais justice, lois et besoins à part, ce m'est une chose toujours nouvelle, de contempler avec quelle férocité les hommes traitent d'autres hommes.

« L'on voit certains animaux farouches, des mâles et des femelles, répandus par la campagne, noirs, livides et tout brûlés du soleil, attachés à la terre qu'ils fouillent et qu'ils remuent avec une opiniâtreté invincible : ils ont comme une voix articulée ; et quand ils se lèvent sur leurs pieds, ils montrent une face humaine ; et en effet ils sont des hommes. Ils se retirent la nuit dans des tanières, où ils vivent de pain noir, d'eau et de racines ; ils épargnent aux autres hommes la peine de semer, de labourer et de recueillir pour vivre, et méritent ainsi de ne pas manquer de ce pain qu'ils ont semé (1). »

(1) *Caractères*, chap. XI, de l'Homme.

C'est seulement à partir de 1789, que nous voyons le législateur, subissant l'influence des théories des économistes, proclamer enfin la liberté du travail, améliorer le sort de l'ouvrier et faire tous ses efforts pour résoudre, au mieux des intérêts communs, les difficiles problèmes se rattachant à la question du travail. Il n'est plus alors question de protéger les patrons contre la hausse des salaires, on songe au contraire à protéger l'ouvrier en fixant un minimum de salaire (1). Des lois qui organisent et réglementent les caisses d'épargne, les caisses de retraite, les caisses de secours, les syndicats, les éconòmats etc.... ne sont que des institutions de prévoyance et d'assistance établies au profit des ouvriers dont elles protègent le salaire. La loi du 12 janvier 1893, en empêchant la saisie-arrêt d'absorber la totalité du salaire, est venue elle aussi augmenter encore le nombre de ces mesures de protection, et justifier une fois de plus la parole de cet homme d'état anglais qui a pu dire non sans raison que le XIX^e siècle serait « Le siècle des ouvriers. »

(1) Proposition Richard, tendant à l'établissement par les Conseils généraux d'un minimum de salaire par corps de métier et par département (20 janvier 1894, Doc. Parl., 1894, n° 282, p. 74).

Proposition Vaillant et autres, tendant à instituer des délégués agricoles et un salaire minimum pour la protection du travail et des travailleurs agricoles (15 février 1894, Doc. Parl., 1894, n° 284, p. 174).

CHAPITRE II

LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

L'intervention tardive du législateur en faveur des classes ouvrières n'est pas spéciale à la France. Les phénomènes que nous venons de constater se sont aussi produits dans la plupart des autres pays, et, si les lois étrangères, en décrétant dans des limites variées l'insaisissabilité des salaires, ont été plus prévoyantes que la nôtre, elles ne l'ont cependant précédée que de peu d'années. C'est ce qu'un rapide examen des lois votées à l'étranger sur cette question va nous permettre de constater.

Allemagne. — Ce principe, dont l'Allemagne peut revendiquer la paternité, fait pour la première fois son apparition en 1869. Après avoir aboli la contrainte par corps, le Bundesrath et le Reichstag de la Confédération de l'Allemagne du Nord votent, à la date du 21 juin 1869, une loi intitulée : *Loi concernant la saisie-arrêt de la rétribution du travail ou des services*, devenue depuis commune à tout l'Empire d'Allemagne (1).

(1) *Bulletin des lois fédérales de la Confédération de l'Allemagne du Nord*, année 1869, XXV, n° 311.

Cette loi prohibe en principe la saisie et la cession du salaire, mais dans des conditions toutes particulières et qui méritent d'être signalées. Elle comprend d'abord sous le nom de salaire toute rémunération (gages, traitement, honoraires, etc.), ayant pour but d'indemniser un individu des travaux qu'il a fournis ou des services qu'il a rendus en vertu des rapports existant entre lui et son patron. Ces rapports doivent absorber sinon en totalité, du moins presque entièrement, l'activité déployée par l'ouvrier pour gagner sa vie. En outre, la saisie-arrêt ne pourra être formée qu'après que les travaux ou services auront été exécutés, et le lendemain du jour où, soit légalement, soit conventionnellement, soit par usage, le salarié aurait pu réclamer son salaire.

De plus, l'acte en vertu duquel on disposerait du salaire, en dehors des limites tracées par ces dispositions, qui ne peuvent être ni abrogées ni restreintes par contrat, est radicalement nul.

Tout avantage pécuniaire auquel le salarié a droit est considéré comme salaire ; mais si le prix dû comprend en outre le prix de matériaux ou le remboursement de débours, il faut en faire la déduction pour avoir le *quantum* du salaire.

Cette loi n'est pas applicable aux fonctionnaires publics, aux impôts directs personnels, aux charges communales et autres, qui ne sont pas exigibles depuis plus de trois mois, ni à ceux ayant chez

autrui une position stable et touchant un traitement supérieur à 400 fr. On entend par position stable celle dont la durée est fixée par la loi, la convention ou l'usage, à une année au moins, ou dont la cessation est subordonnée à un congé devant être donné trois mois à l'avance.

En 1873, une loi nouvelle est venue limiter au tiers de leur valeur la quotité saisissable des traitements et salaires.

Nous n'entrerons pas dans les détails de cette loi, dont les dispositions sont presque identiques à celle qui fut votée à la même époque en Autriche, et que nous allons maintenant examiner.

Autriche. — De nombreuses plaintes avaient signalé au gouvernement autrichien les inconvénients résultant de l'application du régime de droit commun aux rémunérations des ouvriers. Les patrons, les créanciers et les ouvriers souffraient, en effet, de cet état de choses. L'ouvrier, n'attendant plus la récompense que devait lui procurer son activité, se décourageait et travaillait avec moins d'ardeur ; le débiteur, afin de se soustraire aux poursuites de son créancier, quittait souvent l'établissement et la ville où il était employé, pour se réfugier dans un pays où il espérait ne pas être découvert ; enfin l'ouvrier, se voyant dans l'impossibilité de subvenir à ses besoins et de se libérer de ses dettes, abandonnait parfois le travail pour s'adonner au vice et à la débauche.

Le gouvernement autrichien, cédant à ces puissantes considérations et désireux de mettre la législation de son pays en harmonie complète avec celle de l'Empire d'Allemagne, soumit au Reichsrath un projet de loi « concernant les mesures conservatoires et d'exécution sur les rémunérations des ouvrages ou services professionnels », loi qui fut votée le 29 avril 1873 (1).

Les effets de cette loi ne sont pas exclusivement restreints aux travaux et aux services industriels ; elle protège, en outre, les appointements des commis ou employés, les traitements des directeurs de travaux et d'entreprise et les honoraires des artistes et des savants.

« Les mesures conservatoires ou d'exécution, dit l'article 1^{er}, pratiquées sur les gages, appointements, traitements, honoraires, salaires quotidiens (Lohn, Gehalt, Bestellung, Honorar, Diurnum) et, en général, sur toutes les rémunérations des travaux ou des services auxquels les débiteurs consacrent exclusivement ou habituellement leur activité personnelle, ne produiront effet que jusqu'à concurrence du tiers seulement du montant intégral de ces rémunérations. »

Les articles 2 et 3 établissent une distinction, que nous avons déjà rencontrée en Allemagne,

(1) *Annuaire de législation étrangère*, année 1874, p. 245. — DE RAMAIX, *la Réforme sociale et économique en Europe et dans les Etats-Unis*, p. 61.

entre les rémunérations des travaux dits *de durée* (*dauernd*) et celles des travaux ou services dits de *non durée*. Les travaux de durée sont ceux qui exigent un congé donné au moins trois mois à l'avance ou qui durent un an et plus. En faisant cette distinction, le législateur a eu pour but d'empêcher l'ouvrier d'abandonner son travail avant de l'avoir complètement terminé et de se soustraire ainsi aux poursuites de ses créanciers en allant chercher ailleurs la rémunération qui lui échappe. Cet abandon était surtout à craindre de la part de ceux qui, ne s'étant pas engagés pour un travail d'une certaine durée, peuvent, du jour au lendemain, trouver un emploi à leur gré leur permettant de subvenir à leur existence et à celle de leur famille.

Aussi, la loi déclare-t-elle que « la rémunération des travaux ou des services professionnels de durée est insaisissable en totalité, lorsqu'elle est inférieure à 600 florins autrichiens par année ». Au-dessus de ce chiffre, l'excédent seulement peut être saisi suivant les règles du droit commun (art. 2).

S'agit-il, au contraire, de travaux de non durée : « il ne pourra (art. 3) être procédé, sur la part de rémunération fixée par l'article 1^{er}, à aucune mesure conservatoire ou d'exécution :

« 1° Avant la livraison des travaux ou la prestation complète des services ;

« 2° Avant l'expiration du jour de l'échéance, suivant la loi, le contrat ou l'usage ».

On a ainsi voulu éviter les conflits dangereux, qui se seraient certainement produits, si, au jour de l'échéance, alors que les ouvriers se présentent en masse à la caisse du patron, les créanciers avaient pu venir, accompagnés d'huissiers, opérer leur saisie.

Peu importe que la rémunération consiste en une somme d'argent ou en tout autre avantage, qu'elle soit proportionnelle au temps ou à la tâche, elle est toujours insaisissable jusqu'à concurrence du tiers de sa valeur ; mais, pour en avoir la valeur exacte, il faut retrancher du prix total le montant de ce qui a été dépensé par le travailleur pour les matériaux ou autres débours.

Ce qui ne peut être saisi ne peut également se céder ; et l'article 5 déclare sans effet toute aliénation par obligation, transport, cession ou autre mode juridique, faite en dehors des limites où la saisie est autorisée, si cette aliénation est intervenue avant le jour de l'échéance de la rémunération, ou si, étant intervenue le jour de cette échéance, elle a été consentie avant que le paiement ne fût effectué.

Afin d'assurer au prisonnier des moyens de subsistance lors de sa libération et d'éviter des rechutes dangereuses, la loi prohibe encore la saisie de la part que l'Etat lui attribue sur le produit de son ouvrage. C'est seulement trente jours après son élargissement, lorsqu'il aura trouvé un emploi, que ses créanciers pourront exercer leurs poursuites.

Enfin, l'article 7 nous dit que les dispositions de cette loi ne sont pas applicables aux appointements et autres rémunérations des services des employés et serviteurs de la Cour, de l'Etat, des fonds publics, des employés et agents de la force armée, déjà déclarés insaisissables en totalité ou en partie par d'autres lois. Quant aux mesures conservatoires et aux poursuites faites pour le recouvrement des contributions et impôts publics et des droits établis par la loi et relatifs aux aliments, le droit commun continue à leur être applicable.

Bien que la sphère d'application de cette loi fût déjà très étendue, des lois postérieures vinrent limiter encore les droits des créanciers.

En 1881, la Chambre des Seigneurs adopta une loi relative à l'insaisissabilité totale ou partielle des traitements des fonctionnaires publics (1). S'inspirant des dispositions précédemment établies en faveur des rémunérations des travaux *de durée*, elle déclare les traitements des employés de l'Etat ou des communes, des personnes faisant partie de la force armée et des ministres des cultes, insaisissables jusqu'à concurrence de 600 florins. Au-dessus de cette somme, on ne peut saisir que le tiers du traitement.

S'il s'agit d'une créance ayant pour cause l'entretien de la femme, des enfants ou descendants du

* (1) *Annuaire de législation étrangère*, année 1882, p. 304.

fonctionnaire saisi, la portion insaisissable n'est plus que de 300 florins.

Enfin, le casuel des ministres des cultes, la solde des troupes et certaines pensions et indemnités sont en totalité insaisissables ; mais les pensions des fonctionnaires publics ou de leurs veuves ne sont à l'abri de toute saisie que jusqu'à concurrence de 350 florins.

Le droit de saisie des salaires est aujourd'hui réglementé en Autriche par la loi du 26 mai 1888 (1). Ce sont seulement les salaires excédant annuellement 800 florins qui peuvent être saisis, et cette disposition s'applique aux salaires des employés engagés d'après la loi, la convention ou l'usage pour une année au moins, ainsi qu'aux salaires de ceux qui, étant engagés pour une durée indéterminée, ne peuvent être congédiés qu'après un avis donné trois mois à l'avance.

La loi de 1888 contient une importante innovation relativement aux pensions payées par les patrons à leurs employés ou aux veuves et aux enfants de ces employés. Ces pensions et celles payées par les associations mutuelles à leurs membres, ne sont saisissables que si elles sont supérieures à 500 florins, et, dans ce cas, l'excédent de cette somme peut seul être saisi. Toutefois la saisie peut être pratiquée sans restriction lorsqu'il s'agit de pen-

(1) *Annuaire de législation étrangère*, année 1889, p. 435.

sions alimentaires dues en vertu de la loi, ou du recouvrement des impôts.

Cette loi est, comme celle de 1873, d'ordre public ; aucune convention ne peut donc déroger aux règles qu'elle édicte, et les cessions, constitutions de gage et tous autres actes contraires à ces règles sont sans effet.

L'exemple donné par l'Allemagne et l'Autriche devait bientôt être suivi par les autres nations, qui, obéissant aux mêmes motifs, votèrent des mesures à peu près identiques.

Hongrie. — En Hongrie, où on s'est tout d'abord occupé des traitements, une loi du 20 juin 1876 (1) déclare insaisissables en tout ou en partie les traitements et les pensions de certaines personnes.

Les personnes pouvant bénéficier de cette disposition sont : « Les employés de l'Etat ou des communes, les ministres des cultes, les professeurs, maîtres ou maîtresses attachés aux écoles de l'Etat ou des communes, les personnes qui font partie de la force armée, les serviteurs de l'Administration, les gardiens des prisons, les employés des chemins de fer qui servent à l'usage général, et enfin les personnes attachées au Théâtre national, en qualité d'artistes ou d'employés. » Les traitements de ces différentes personnes, traitements qui comprennent non seulement la somme fixe payée à l'employé,

(1) *Annuaire de la législation étrangère*, année 1877, p. 381.

mais aussi les appointements provisoires et les hautes payes, sont insaisissables jusqu'à concurrence de 600 florins. Au-dessus de ce chiffre et défalcation préalablement faite de cette somme, le tiers seulement du traitement peut être saisi.

Les sommes dues à titre d'indemnité de logement ne peuvent être saisies que pour dettes de loyers. Ce principe constitue une innovation essentiellement pratique et rationnelle. Il est de toute justice, en effet, que celui auquel on attribue une allocation lui permettant d'avoir un logement en rapport avec la situation qu'il occupe, consacre exclusivement cette somme à payer le prix de son loyer. En autorisant le propriétaire seul à saisir cette indemnité, la loi augmente ainsi la confiance du bailleur qui, certain d'être payé, louera avec empressement son immeuble à un employé dont le peu de mobilier aurait parfois pu le faire hésiter, si cette disposition n'avait pas existé.

Les pensions accordées aux personnes énumérées par la loi, ou à leurs veuves, sont également insaisissables jusqu'à concurrence de 350 florins ; défalcation faite de cette somme, la quotité saisissable est également d'un tiers. Les pensions accordées aux invalides, aux blessés, aux médaillés et les indemnités accordées aux familles des militaires sont, au contraire, insaisissables en totalité.

Les intérêts du cautionnement des militaires mariés sont insaisissables jusqu'à concurrence de

350 florins ; au-dessus de cette somme, la quotité saisissable est d'un tiers, mais l'exécution forcée ne peut être accordée que pour obtenir le paiement d'une obligation contractée, soit conjointement par les deux époux pendant le mariage, soit par la veuve seule après la dissolution du mariage.

Les pensions sont saisissables en totalité lorsqu'il s'agit de l'entretien de la femme, des enfants ou des ascendants. Pour des créances de cette nature, les traitements des employés en activité de service ne sont insaisissables que jusqu'à concurrence de 300 florins.

Si la saisie des traitements était prohibée dans une assez large mesure, leur cession et la saisie des salaires n'étaient pas interdites. La loi du 1^{er} juin 1881 sur la Procédure civile vint bientôt combler cette lacune en déclarant dans son article 62 que les salaires supérieurs à 1 fr. 50 par jour seraient seuls saisissables et que les traitements de 500 florins et moins ne pourraient être cédés.

Roumanie. — D'après l'article 409 du Code de Procédure roumain, les pensions de retraite et les rétributions des fonctionnaires payés par le Trésor ou par les caisses des établissements publics ne pouvaient être saisies que jusqu'à concurrence d'un tiers, mais seulement pour dettes envers l'Etat ou les particuliers et pour les amendes prévues par les lois. La moitié pouvait être saisie lorsqu'il s'agissait de l'entretien de l'épouse ou de l'éducation des enfants.

La loi du 1^{er} mars 1881 (1) modifia complètement cet état de choses.

Les pensions de retraite, les récompenses nationales, les rétributions des ecclésiastiques, des militaires et de tous les autres fonctionnaires payés par le Trésor ou par les caisses publiques ne peuvent désormais être cédées, ni en totalité, ni même en partie. Les rémunérations des fonctionnaires civils et des ecclésiastiques sont seules saisissables jusqu'à concurrence du tiers, pour dettes envers l'Etat, pour les amendes prévues par les lois, et pour les créances privilégiées énumérées par l'article 1730 du Code civil (2). Le quart des rétributions des militaires peut être saisi pour toute espèce de dettes. Enfin, la moitié de tout traitement ou pension est saisissable lorsqu'on réclame la restitution de la dot ou le paiement des aliments dus en vertu de la loi à l'épouse ou aux enfants.

Une loi récente du 7 juin 1892 (3) est venue supprimer la différence établie par la loi de 1881 entre les traitements des fonctionnaires et ceux des militaires. Ceux-ci, dont le quart était saisissable pour dettes envers les particuliers, sont désormais assimilés aux traitements des fonctionnaires. Ils peuvent donc être saisis comme eux jusqu'à concur-

(1) *Annuaire de législation étrangère*, année 1882, p. 706.

(2) L'article 1730 du Code civil roumain est identique à l'article 2102 de notre Code.

(3) *Annuaire de législation étrangère*, année 1893, p. 845.

rence du tiers et pour les mêmes créances (dettes envers l'Etat, pénalités établies par les lois, créances privilégiées de l'article 1730 du Code civil).

Cette manière de voir du législateur roumain qui prohibe toute cession, alors qu'il autorise partiellement la saisie, ne se comprend pas très bien. Il est en effet difficile de concevoir, comme nous le démontrerons bientôt, la saisissabilité sans la cessibilité, les conséquences de la cession étant toujours moins à redouter pour le débiteur que celles de la saisie.

Amérique. — Brésil (1). — D'après le droit brésilien, l'insaisissabilité est absolue et complète, même vis-à-vis des créances de l'Etat, pour les traitements, salaires et honoraires des fonctionnaires de l'Etat, des provinces et des communes, la solde des militaires et des marins, les pensions de retraite et toutes autres, les salaires des commis et ouvriers ; enfin, les loyers des matelots et gens de l'équipage. Le bienfait de cette disposition a été étendu par la loi du 27 octobre 1877 aux rentes constituées (en général en cas de survie) par deux caisses, institutions privées établies dans la capitale, l'une exclusivement pour les fonctionnaires, l'autre pour toutes les classes de la société.

Province de Québec. — Un acte du Parlement de la

(1) *Annuaire de législation étrangère*, année 1878, p. 845.

province de Québec du 30 juin 1881 (1), chapitre XVIII, exempte de la saisie la moitié des gages des journaliers. Cette loi entend par journaliers ceux qui travaillent à raison de tant par jour, qu'ils soient du reste payés tous les jours ou seulement toutes les semaines ou tous les mois.

La question de savoir si les salaires des ouvriers étaient acquis au jour le jour, ou au mois, ou à l'année, donna sans doute lieu à des difficultés d'application. Le plus souvent, en effet, le patron embauche l'ouvrier verbalement et aucun acte écrit ne constate le contrat de louage de services, de sorte que toutes les fois qu'il y a lieu à saisie, il faut, au préalable, résoudre une question préjudicielle, afin de fixer la quotité saisissable du salaire.

Aussi le législateur du Canada, reconnaissant les inconvénients pratiques que pouvait entraîner sa terminologie de 1881, traita-t-il en 1888 (2) tous les ouvriers de la même façon en déclarant que les salaires des ouvriers payés à la journée, à la semaine ou au mois seraient insaisissables pour les trois quarts.

Ce principe est admis dans presque tous les Etats-Unis de l'Amérique du Nord où en général la saisie totale des salaires n'est jamais autorisée (3).

Russie. — En Russie, la saisie ne peut amener sur

(1) *Annuaire de législation étrangère*, année 1882, p. 821.

(2) *Annuaire de législation étrangère*, année 1889, p. 962.

(3) DE RAMAIX, *op. cit.*, p. 291.

le salaire qu'une retenue d'un tiers ou seulement d'un quart si l'ouvrier est marié.

La loi du 3 juin 1886 (1), relative à la surveillance des établissements d'industrie manufacturière et aux rapports entre fabricants et ouvriers, dit en effet dans son article 15 :

« Lors du paiement des ouvriers, il est interdit de leur faire subir une retenue pour dettes. Ne sont pas considérés comme dettes, à ce point de vue, les comptes faits par l'administration de la fabrique à l'ouvrier pour l'avoir nourri et lui avoir fourni des magasins de la fabrique les objets de première nécessité. Au cas de production de l'acte exécutoire pour recouvrement de ce qui est dû par l'ouvrier, il est permis de lui retenir, à chaque règlement de compte, un tiers au plus de la somme qui lui revient, s'il est célibataire, et un quart au plus, s'il est marié ou veuf, mais sans enfants. »

Belgique. — Le mouvement législatif, qui avait amené chez presque tous les gouvernements l'intervention de l'Etat dans le régime du travail, ne se produisit en Belgique que dans le courant de l'année 1886. L'opinion publique était, en effet, hostile à cette intervention. Mais les grèves violentes qui éclatèrent bientôt révélèrent un état de malaise auquel il était urgent de pourvoir et auquel on songea aussitôt à remédier. En même temps que le Gouverne-

(1) *Annuaire de législation étrangère*, année 1887, p. 635.

ment constituait la Commission royale du travail, le Congrès des œuvres sociales se préparait à Liège. Les travaux sur la solution des questions ouvrières se multipliaient et des cercles d'études sociales s'établissaient en différents endroits. Le Congrès de Liège en 1886 et en 1887 prenait des résolutions importantes, pendant que, de son côté, la Commission royale du travail ouvrait une vaste enquête sur la condition des travailleurs.

Les résultats de ce mouvement ne se firent pas longtemps attendre et le Gouvernement déposait bientôt sur le bureau de la Chambre plusieurs projets de lois concernant le travail et l'industrie.

Le 16 août 1887, on institue le Conseil de l'Industrie et du Travail, et on réglemente le paiement des salaires. Deux jours après, le 18 août, une loi proclame l'insaisissabilité et l'incessibilité partielle des salaires.

Cette loi, qui n'avait pas été proposée par la Commission du Travail, est due à l'initiative du Gouvernement, qui en puisa les éléments dans les enquêtes et les législations étrangères. Elle a pour but d'assurer à l'ouvrier son salaire et de le protéger contre des engagements inconsidérés.

Le projet, tel qu'il fut proposé par le Gouvernement, était ainsi conçu :

« Ne pourront être cédées que pour moitié, ni saisies que pour un cinquième au plus, les sommes à payer aux ouvriers et gens de service du chef de

leurs salaires. Il en est de même pour les appointements attribués aux employés ou commis des sociétés civiles et commerciales, des marchands et autres particuliers, pour autant que leurs appointements ne dépassent pas 1,200 fr. par an.

« La présente ne concerne pas les cessions et saisies qui auraient lieu pour les causes déterminées par les articles 203, 205 et 214 du Code civil. »

Ce projet fut vivement débattu dans les sections, et les deux principes de l'insaisissabilité et de l'incessibilité n'y furent pas accueillis avec la même faveur.

L'insaisissabilité, bien qu'étant une exception au droit commun, existait déjà en vertu de l'article 581 du Code de Procédure. Aussi fut-elle très facilement admise, lorsqu'on eut reconnu la nécessité d'éviter les oppositions nombreuses qui étaient faites sur les salaires, et de restreindre les abus du crédit de consommation en encourageant le paiement comptant.

L'incessibilité donna lieu, au contraire, à beaucoup plus de réserves. Il sembla tout d'abord au législateur qu'en prohibant la cession, cet acte de pleine et libre volonté dont les conséquences peuvent être facilement mesurées, il créait ainsi une incapacité civile qui ne se justifiait pas.

Cette protection de l'ouvrier contre sa propre imprudence fut cependant consacrée et regardée comme devant être le corollaire indispensable de la première mesure.

Le projet du gouvernement fut admis en principe dans toutes les sections ; mais plusieurs lui firent subir d'importantes modifications. Après de longues délibérations, la section centrale proposa la rédaction suivante :

« ARTICLE 1^{er}. — Les sommes à payer aux ouvriers et gens de service, du chef de salaires ne dépassant pas 3 fr. par jour, sont insaisissables et ne peuvent être cédées que jusqu'à concurrence de $\frac{1}{5}$. Les salaires d'un impôt supérieur à 3 fr. par jour ne pourront être saisis que pour $\frac{1}{5}$, sans que néanmoins la part insaisissable et incessible de ces salaires puisse jamais être inférieure à celle qui conserve ce caractère, au cas où l'ouvrier ne gagne que 3 fr. au moins.

« ARTICLE 2. — Les appointements attribués aux employés ou commis des sociétés civiles ou commerciales, des marchands et particuliers ou d'une administration publique quelconque, seront également insaisissables et ne pourront être cédés que jusqu'à concurrence de $\frac{1}{5}$, pour autant que ces appointements ne dépassent pas 100 fr. par mois.

« ARTICLE 3. — La présente loi ne concerne pas les cessions et saisies qui auraient lieu pour les causes déterminées par les articles 203, 205, 214 du Code civil. »

La loi vint alors en discussion devant les Chambres et le texte qui fut définitivement adopté

diffère encore de celui des deux projets que nous venons d'indiquer.

Il est ainsi conçu :

« ARTICLE 1^{er} (1). — Ne pourront être cédées pour plus de $\frac{2}{5}$, ni saisies pour plus de $\frac{1}{5}$ les sommes à payer aux ouvriers et gens de service, du chef de leurs salaires (2).

« Toute stipulation contraire est nulle.

« ARTICLE 2. — Il en sera de même pour les appointements attribués aux employés ou commis des sociétés civiles ou commerciales, des administrations publiques, des marchands et autres particuliers, pour autant que leurs appointements ne dépassent pas 1,200 fr. par an.

« ARTICLE 3. — La présente loi ne concerne pas les cessions et saisies qui auraient lieu pour les causes déterminées par les articles 203, 205 et 214 du Code civil (3). »

Cette loi est, comme on le voit, d'après l'alinéa 2 de l'article 1, d'ordre public. Toute convention contraire sera donc radicalement nulle et ne pourra pas être couverte par la renonciation de l'ouvrier intéressé.

La procédure à suivre n'étant pas indiquée, il faut en conclure que le droit commun reprend son

(1) *Annuaire de législation étrangère*, année 1888, p. 612.

(2) Lors de la discussion de la loi, on a posé la question de savoir si le cumul de la saisie de $\frac{1}{5}$ avec la cession des $\frac{2}{5}$ était licite. — L'affirmative a été formellement reconnue.

(3) Ils concernent les obligations alimentaires.

empire, et que ce sera la procédure ordinaire qui sera applicable à la saisie-arrêt des salaires. Cette solution est d'ailleurs confirmée par la discussion de la loi, qui nous montre que le silence du législateur à cet égard a été voulu. La section centrale avait, en effet, proposé de substituer à la procédure ordinaire une procédure plus expéditive et moins onéreuse. Le Gouvernement s'opposa à cette modification, prétendant qu'elle n'avait qu'un intérêt secondaire, qu'elle profiterait surtout au créancier, et qu'elle serait d'ailleurs examinée lors de la réforme du Code de Procédure. Cet amendement fut définitivement repoussé.

Norvège. — Depuis la loi du 29 mars 1890 (1), les traitements et salaires sont insaisissables.

Aucune saisie ou exécution ne pourra avoir lieu, dit l'article 1^{er} de cette loi :

1° Sur des objets que des fonctionnaires publics ou communaux, ou des employés de chemins de fer affectés à l'usage public, détiennent pour pouvoir accomplir leur service ;

2° Sur les traitements ou émoluments attribués aux personnes susdésignées ou à toutes autres personnes employées au service de l'Etat ou d'une commune ;

3° Sur les pensions, indemnités ou autres secours accordés : a par le Trésor public ou une autre caisse

(1) *Annuaire de législation étrangère*, année 1891, p. 672.

publique ou communale ; — *b* par une association privée de secours mutuels ou d'assistance, au profit de laquelle ce privilège aura été spécialement établi par Ordonnance royale ;

4° Sur les gages et salaires des gens de service et ouvriers échus depuis moins de douze semaines.

Ces dispositions resteront sans application, lorsqu'il s'agira du recouvrement d'impôts ou d'autres taxes ou contributions publiques, et si la créance à recouvrer est fondée sur une obligation alimentaire imposée au débiteur par la loi.

La cession de la portion insaisissable des salaires et des traitements est également prohibée.

L'article 8 de la loi norvégienne déclare, en effet :

« Toute stipulation par laquelle un débiteur renoncerait aux droits résultant pour lui de la présente loi est nulle. Sont également nuls toute cession ou tout transport en garantie des droits mentionnés en l'article 1^{er}, nos 2, 3 et 4. »

Il nous faut encore citer en terminant :

La législation anglaise, qui autorise la cession des salaires, mais en interdit la saisie depuis le 14 juillet 1870 ;

Le Code de Procédure exécutive suédois du 10 août 1877, dont l'article 47 ne déclare les traitements saisissables qu'après leur échéance ;

Le Code espagnol, qui ne permet pas de saisir les appointements, gages ou salaires inférieurs à

24 réaux (6 fr.) par jour, ce qui rend en fait les salaires insaisissables ;

La loi italienne du 26 juillet 1888 (1) rendant incessibles et insaisissables au-delà d'un cinquième les traitements, soldes ou pensions dus par le fonds pour les cultes, les communes, les provinces et autres personnes morales ;

Le décret du Gouvernement égyptien du 25 février 1891, qui déclare incessibles et insaisissables les sommes dues par l'Etat à titre de pension, de traitement, de solde, d'indemnité de licenciement ou représentation, si ce n'est pour dettes envers l'Etat lui-même résultant de l'exercice des fonctions de l'employé ou pour pensions alimentaires ; dans ces deux cas, la retenue ne peut excéder le quart de ces traitements.

Mentionnons aussi deux projets de loi restés en suspens :

En Suisse, un projet de loi fédérale de 1886, déclarant insaisissables les salaires et traitements inférieurs à 150 fr. par mois ;

Dans le grand duché du Luxembourg, un projet de 1894, concernant l'incessibilité et l'insaisissabilité des salaires.

Ce rapide exposé de l'état des législations étrangères nous montre que dans presque tous les pays l'insaisissabilité et l'incessibilité partielle des traitements et salaires étaient déjà admises, tandis que

(1) *Annuaire de législation étrangère*, année 1889, p. 512.

notre Code de Procédure continuait à garder sur cette importante question une réserve exagérée.

Les dispositions de la loi du 21 ventôse an IX, qui ne s'occupait que des traitements des fonctionnaires publics et employés civils de l'Etat, avaient bien été étendues, soit par des ordonnances, soit par des décisions administratives, aux traitements des fonctionnaires et employés salariés par les administrations publiques, tels que les instituteurs communaux, les employés de l'octroi, les cantonniers, etc...; mais cette loi ne pouvait être applicable aux ouvriers et aux employés des établissements particuliers.

Si la saisie totale de ces traitements et salaires était autorisée par la loi, cette saisie n'était, la plupart du temps, que partielle, les décisions des Cours et des Tribunaux étant venues apporter des tempéraments à la rigueur de ce principe, en restreignant dans des limites variées la quotité saisissable, comblant ainsi dans une certaine mesure la lacune de notre législation. Cette jurisprudence, qui avait du moins le mérite de rendre hommage à l'humanité, était encore bien insuffisante, et nous allons voir que si elle protégeait le débiteur contre la rigueur de ses créanciers et ne le laissait pas dépouiller complètement du produit de son travail aux dépens de son existence et de celle de sa famille, elle n'accordait encore, tout en violant la loi, qu'une protection bien aléatoire aux travailleurs.

CHAPITRE III

PRATIQUE ANTÉRIEURE A LA LOI DE 1895

NÉCESSITÉ DE CETTE LOI

L'examen des nombreuses décisions judiciaires, intervenues sur la matière qui nous occupe, permet de constater, que deux interprétations différentes de la loi ont été successivement adoptées par les Cours et Tribunaux.

Se conformant aux principes du droit, dont elle faisait une stricte application, la jurisprudence décida, tout d'abord, que les appointements et salaires des employés et ouvriers étaient saisissables pour le tout.

Aucune disposition législative n'affranchit, en effet, ces appointements et salaires de la règle générale des articles 2092 et 2093 du Code civil, qui ne comportent d'autres exceptions que celles consacrées par la loi; et, si l'article 581 du Code de Procédure civile déclare insaisissables les sommes et pensions alimentaires, alors même qu'elles n'ont pas été déclarées telles par le donateur ou le testateur, cette exception, loin d'être absolue et applicable à toutes les sommes ayant un caractère alimentaire,

doit être exclusivement restreinte au cas où ces sommes ont été constituées par donation ou par testament. L'article 582 détermine et précise à nouveau le sens et la portée de cette exception, en permettant la saisie pour une portion déterminée par le juge, en faveur des créanciers postérieurs à l'acte de donation ou à l'ouverture du legs.

Une créance constituée au moyen d'une libéralité et ayant, en outre, un caractère alimentaire est donc insaisissable ; et, soutenir qu'une créance est insaisissable par cela seul qu'elle a un caractère alimentaire, ce serait s'écarter complètement du texte et de l'esprit de l'article 581, et créer une règle qu'il semble impossible de faire sortir de la loi.

Les sommes dues en vertu de conventions, telles qu'un contrat de louage de services où chaque partie paye l'avantage qu'elle retire du contrat, restent, au contraire, en dehors de la sphère d'application de l'article 581, et les dispositions de cet article ne sauraient être étendues aux sommes qui, même à raison de leur modicité, paraîtraient présenter un caractère alimentaire.

Ce principe, confirmé par de nombreux jugements et arrêts (1), fut consacré le 22 novembre 1853 par

(1) En ce sens : Tribunal de la Seine, 15 septembre 1827 (*Gazette des Tribunaux* du 16). — Tribunal de Lille, 2 avril 1829 (*Gazette des Tribunaux* du 9). — Tribunal de la Seine, 11 juillet 1833. — Tribunal de Rouen, 3 mars 1836, *Le Droit*, 8 mars 1836. — Douai, 13 mars 1853, D. P. 54, 5, 668, S. 54, 2, 18. — Bordeaux, 17 et 24 mars 1858, D. P. 59, 2, 6; S. 58, 2, 684.

la Cour de Cassation, qui déclara que les salaires des ouvriers étaient en totalité saisissables et que la saisie-arrêt pouvait même comprendre des salaires non encore échus au moment où elle était pratiquée (1).

Les conséquences rigoureuses, auxquelles conduisait la stricte application de ces principes, ne tardèrent pas à influencer sur l'esprit des magistrats, qui reconnurent bientôt qu'il était parfois inique et dangereux pour la société de priver un ouvrier, n'ayant pas de quoi satisfaire immédiatement aux exigences de ses créanciers, du salaire qui lui est indispensable pour subsister et faire vivre sa famille.

Dès le 26 mars 1859, le Cour de Rouen, adoptant les motifs d'un jugement du Tribunal du Havre, inaugurerait une jurisprudence nouvelle en décidant : « que le débiteur, qui se procure des ressources par son travail, ne peut être placé dans la position de travailler sans pouvoir rien prélever sur le prix de son travail pour le soutien de sa famille et son propre entretien ; qu'un pareil résultat serait aussi contraire à l'intérêt du créancier qu'à celui du débiteur, que l'effet de la saisie-arrêt peut donc être modifié de manière à concilier ces deux intérêts (2). »

Cet exemple fut aussitôt suivi, et, le 10 avril 1860,

(1) Cass. Req., 22 novembre 1853, D. 53, 1, 321 ; S. 54, 1, 31.

(2) D. 59, 2, 157 ; S. 60, 2, 135.

la Chambre civile de la Cour de Cassation posait en principe « que, s'il est vrai que les traitements des employés des particuliers et les salaires des ouvriers ne sont pas déclarés insaisissables par la loi, il appartient néanmoins aux juges, en usant de ce pouvoir avec une grande réserve, d'apprécier si ces traitements ou salaires, en raison de leur nature et de la position du débiteur, peuvent être considérés comme alimentaires, et, à ce titre, être affranchis, soit pour partie, soit même pour le tout, suivant les circonstances, des effets de la saisie (1) ».

Depuis lors, les Cours d'appel et les Tribunaux se sont presque toujours conformés à cette règle, qui s'est fixée dans les habitudes et qui, acceptée dans les sociétés et les compagnies diverses, est enfin devenue la règle universellement consacrée en la matière (2).

Cette jurisprudence a été de nouveau confirmée par un arrêt de la Chambre des Requêtes du 29 mai 1878, qui a expressément reconnu aux juges du fond le pouvoir de déterminer la quotité des sommes saisies qui doit être réservée au débiteur (3).

(1) D. 60, 1, 166; S. 60, 1, 502.

(2) En ce sens : Alger, 23 novembre 1867, S. 68, 2, 85. — Caen, 21 janvier 1869, D. 74, 5, 440. — Paris, 5 février 1870, S. 70, 2, 53. — Tribunal de Villefranche, 27 avril 1877, D. 79, 3, 30. — Amiens, 3 juillet 1888 (*Recueil d'Amiens*, 1889, p. 29). — Bordeaux, 15 mars 1889 (*Recueil de Bordeaux*, 1889, 1, 191); Bordeaux, 11 mars 1892, D. 92, 2, 595. — Paris, 4 mars 1893 (*Le Droit*, 19 juin 1893). — Lyon, 24 janvier 1895, D. 96, 2, 45.

(3) D. 79, 1, 21; S. 79, 1, 64.

Enfin, la Cour de Cassation vient encore dans un arrêt récent, du 18 février 1895, de faire une nouvelle application de ce principe au pécule réservé d'un détenu, parce que ce pécule, produit d'une partie du travail du condamné, étant destiné à lui assurer des ressources pour ses premiers besoins lors de sa libération, a un caractère absolument alimentaire (1).

Bien que conformes à l'équité, ces décisions furent cependant dictées par des considérations plus humanitaires que juridiques.

Pour déclarer les salaires et appointements insaisissables, la jurisprudence, reconnaissant qu'une partie de ces appointements ou salaires peut être regardée comme ayant un caractère alimentaire, s'appuie en effet sur l'article 1244, § 2, du Code civil, aux termes duquel « les juges peuvent néanmoins, en considération de la position du débiteur, et en usant de ce pouvoir avec une grande réserve, accorder des délais modérés pour le payement, et surseoir à l'exécution des poursuites, toutes choses demeurant en état » ; et sur l'article 581-4° du Code de Procédure, qui déclare insaisissables les sommes et pensions pour aliments.

S'il a été soutenu (2) que le juge peut accorder des délais, mais sans déroger à l'indivisibilité de l'obligation et sans permettre au débiteur de se

(1) D. 93, 1, 345.

(2) En ce sens : DURANTON, *Droit civil*, t. XII, n° 88.

libérer par paiements successifs, il est aujourd'hui admis en doctrine et en jurisprudence que l'article 1244 permet au juge, non seulement d'accorder des délais au débiteur et de suspendre les poursuites du créancier, mais encore d'autoriser le débiteur à diviser ses paiements.

C'est, en effet, ce qui résulte des termes mêmes de cet article. Le mot « néanmoins », par lequel débute le second paragraphe, indique bien qu'il va formuler une exception à la règle que le premier alinéa vient d'établir en prohibant la division des paiements. L'histoire de la rédaction de l'article 1244 fournit encore un nouvel argument à l'appui de cette doctrine. La rédaction primitive de cet article, adoptée au Conseil d'Etat, autorisait expressément le juge à accorder au débiteur la division du paiement. Il est vrai que le Tribunat repoussa cette partie de l'article 1244 et substitua à la faculté précédente celle d'accorder des délais modérés et de surseoir à l'exécution des poursuites ; mais Treilhard nous donne l'explication de la première rédaction ; d'après lui, « on avait supposé dans l'article un débiteur, qui, prouvant par le tableau de la situation, qu'il est solvable, demande un court délai pour une partie du paiement (1). » Dans ce cas, disait-il, le juge condamne pour la totalité, mais il gradue les termes du paiement.

(1) Discussion au Conseil d'Etat, sur l'article 1244, procès-verbaux.

Or, c'est bien ce que l'article 1244 actuel permet au juge de faire. La nouvelle rédaction a donc le même sens que l'ancienne, et le juge peut diviser le paiement (1).

Mais, de ce que les juges ont ce pouvoir, en résulte-t-il pour eux la faculté de fixer, en déclarant une saisie valable, la somme à concurrence de laquelle elle sera considérée comme telle ? C'est ce que l'on ne saurait admettre sans violer les termes mêmes de la loi qui autorise bien des paiements partiels, mais ne soustrait pas pour cela les biens du débiteur au gage des créanciers. Pour justifier cette solution, il eût peut-être été plus rationnel de dire, avec M. Chauveau, qu'en statuant sur cette mesure les tribunaux sont maîtres d'accorder au débiteur une provision alimentaire, s'ils le jugent convenable (2).

Quant à l'article 581, nous avons déjà vu qu'il est impossible d'en appliquer les dispositions aux sommes dues en vertu des conventions, c'est-à-dire aux salaires et aux appointements.

Aussi, presque tous les auteurs, reconnaissant que cette jurisprudence a été dictée par un sentiment d'humanité que le législateur n'a pas ac-

(1) En ce sens : TOULLIER, *Droit civil*, t. VI, n° 638. — BOILEUX et MARCADÉ, sur l'article 1244. — LAROMBIÈRE, sur l'article 1244, n° 25. — AUBRY et RAU, *Droit civil*, t. II, p. 364. — LAURENT, *Droit civil*, t. XVII, n° 575. — COLMET DE SANTERRE, *Droit civil*, t. V, n° 183. — DEMOLOMBE, *Droit civil*, t. XXVII, n° 245.

(2) *Dictionnaire théorique et pratique de Procédure civile*.

cueilli et auquel les magistrats ne doivent pas dès lors obéir, quelque respectables qu'en soient les considérations, la déclarent-ils absolument contraire à la loi. Quelques auteurs modernes ont cependant essayé de la justifier, mais les raisons qu'ils invoquent sont comme celles de la jurisprudence dénuées de tout fondement juridique. « Aux termes de l'article 1244 du Code civil, dit M. Garsonnet, les tribunaux ont le droit d'accorder, dans certaines circonstances, un délai de grâce au débiteur ; par analogie ne doit-on pas leur permettre de restreindre les effets de la saisie-arrêt pratiquée sur lui ? Sans doute, l'article 581 du Code de Procédure civile ne rend insaisissables les sommes dues pour aliments que dans certains cas ; mais, d'autre part, l'article 592 du Code de Procédure civile, nos 2 et 4, interdit de saisir-exécuter sur le débiteur ce qui est nécessaire à l'exercice de sa profession, et, *a fortiori*, ce qui lui est nécessaire pour vivre ; cette idée a une portée trop générale pour ne pas être appliquée à toute espèce de saisie. Comme on l'a très bien fait remarquer, le produit du travail du débiteur ne peut servir de gage au créancier de ce dernier que déduction faite de ce qui est nécessaire au débiteur pour subsister. C'est ce motif qui nous touche le plus et qui fournit à la jurisprudence une base véritablement solide (1). »

(1) *Traité de Procédure civile*, t. III, n° 550, p. 533.

Cette base véritablement solide que M. Garsonnet croit trouver dans ces textes nous semble, au contraire, bien peu fondée. D'abord, il reconnaît que l'article 581 ne s'applique pas en l'espèce et fournit plutôt un argument contraire à sa doctrine. Invoquant ensuite l'article 1244, il prétend que, par analogie, on doit permettre aux juges de restreindre les effets de la saisie-arrêt, et, de ce que l'article 592 interdit de saisir-exécuter sur le débiteur ce qui est nécessaire à sa profession, il conclut qu'*a fortiori* on ne peut saisir ce qui lui est nécessaire pour vivre. Mais l'article 1244, § 2, qui édicte une exception et déroge au droit commun, en faisant échec aux droits des créanciers, et l'article 592 qui, comme tous les articles du Code de Procédure, est de droit étroit, doivent être interprétés restrictivement, et leurs dispositions ne sauraient, par suite, être étendues d'un cas à un autre. Sans aucun doute, les motifs invoqués sont excessivement sérieux et méritaient d'être pris en considération par le législateur, mais non par le juge qui excédait ainsi les limites de son pouvoir.

Les ingénieux efforts faits par les magistrats afin d'adapter aux textes des cas qu'ils n'avaient certainement pas prévus et la flagrante contradiction que nous venons de constater entre le système de la jurisprudence et l'esprit de la loi, nous montrent combien il était nécessaire de régler la saisie-arrêt des salaires et des appoin-

tements des ouvriers et employés, auxquels la jurisprudence n'apportait encore qu'une protection bien insuffisante.

En effet, l'article 1244 ne peut pas toujours être appliqué, et la loi interdit d'ailleurs dans certains cas d'accorder des délais de grâce au débiteur. Lorsque la saisie-arrêt est pratiquée en vertu d'un billet à ordre ou d'une lettre de change, le juge est obligé de laisser saisir la totalité des appointements (1). Si le débiteur est poursuivi en vertu d'un jugement, il est également incontestable qu'il ne peut obtenir, soit du juge qui a rendu la décision qu'il s'agit de faire exécuter, soit d'un autre, la faculté de diviser le paiement. Il ne peut pas l'obtenir d'un autre juge, parce qu'un tribunal n'a pas le droit, en dehors des cas de recours légaux, de modifier le jugement rendu par un autre. Il ne peut pas non plus l'obtenir du juge même qui a rendu la décision, parce qu'il a épuisé son pouvoir. Le juge n'est plus maître de sa sentence une fois qu'il l'a rendue, il n'a plus le droit de la modifier, et il la modifierait en autorisant la division d'un paiement auquel il a condamné le débiteur purement et simplement (2).

La jurisprudence prêtait, en outre, à l'arbitraire en déterminant la portion du traitement et du

(1) Articles 435, 437, 487, Code de Commerce.

(2) Article 122. Code de Procédure civile.

salaire qui pouvait être considérée comme alimentaire et nécessaire aux besoins du saisi et de sa famille. Les tribunaux devaient, en effet, pour fixer cette portion saisissable, tenir compte non seulement des besoins véritables et des charges réelles du saisi, mais encore des dépenses que nécessitait son genre de vie. Aussi, les juges étaient-ils obligés de s'immiscer dans le compte des dépenses des particuliers, ce qui, au point de vue de la bonne administration de la justice, n'est pas sans danger.

Il a cependant été objecté qu'en laissant aux tribunaux la faculté d'apprécier le caractère alimentaire du salaire et le droit d'en fixer la part saisissable, part qui varie suivant les cas, les habitudes, les professions, les milieux, et qui peut être examinée à des points de vue si divers que chaque espèce comporte en quelque sorte sa solution spéciale, on concilierait à la fois les intérêts du créancier et du débiteur.

Mais alors, autant de saisies, autant de procès ! Et pendant la durée de ce procès, le salaire est retenu, la famille meurt de faim, l'ouvrier découragé quitte son travail, le créancier perd son débiteur et presque toujours les frais absorbent le salaire saisi. Aussi, fixer par avance dans la loi la portion saisissable du salaire, n'est-ce pas le seul moyen d'améliorer à la fois la situation respective du créancier et du débiteur. L'accord se fera ou

pourra se faire entre eux, sur la somme à retenir et sur la garantie à donner, et, s'il est aisé de critiquer le caractère absolu de la réglementation légale, mieux vaut encore cela qu'un procès dont les frais, les lenteurs et les dérangements doivent finir par absorber les intérêts en jeu.

Les divergences considérables que présentaient les décisions judiciaires en fixant, dans des limites variables, la quotité saisissable, constituaient encore un autre inconvénient auquel il était urgent de remédier. C'est ainsi qu'en certains endroits on pouvait saisir complètement les appointements des employés de chemin de fer, tandis que la Compagnie des Omnibus de Paris n'admettait des saisies que jusqu'à concurrence du cinquième des salaires, et le Tribunal de la Seine lui avait donné raison le 9 décembre 1892 en assimilant les employés de la Compagnie des Omnibus aux employés de l'Etat (1). La saisie-arrêt était également restreinte suivant les circonstances, à la moitié, aux deux cinquièmes, au tiers, au quart ou au cinquième des appointements (2).

Cette jurisprudence était-elle enfin pour le débiteur une garantie absolue contre les rigueurs de ses créanciers ?

(1) Tribunal de la Seine, *Le Droit* du 28 décembre 1892.

(2) Tribunal de la Seine, 22 juillet 1841 (*Le Droit* du 23). — Tribunal de la Seine, 18 août 1842 (*Le Droit* du 20). — Lyon, 28 juin 1837, D. 38, 2, 40. — Paris, 25 mai, 7 juillet, 25 octobre 1843, D. 43, 2, 166. — Paris, 14 mars 1894, D. Rép. sup. saisie-arrêt, n° 75, note.

Les magistrats ne s'enferment pas, il est vrai, de parti pris dans une application étroite et aveugle des textes. Ils s'efforcent, au contraire, quand ils peuvent le faire sans excéder les bornes de leur pouvoir, de plier leur interprétation aux besoins sociaux dont la légitimité leur paraît évidente. Mais leurs décisions sont-elles immuables, et un arrêt ne peut-il pas refuser aujourd'hui ce que d'autres arrêts avaient accordé hier ?

Ces quelques considérations sont plus que suffisantes pour nous prouver combien il était nécessaire de fixer, d'une façon nette, la fraction saisissable du salaire de l'ouvrier et des appointements des commis et employés, auxquels les difficultés de la vie imposent des obligations dont il faut tenir compte.

La loi garantissait, déjà, à l'ouvrier son gagne-pain en lui laissant la possession de ses outils et des instruments indispensables pour assurer son existence et celle des siens. Ne devait-elle pas aussi lui garantir la possession de ce pain qu'elle le mettait à même de gagner ? Entre les instruments de travail et le produit même du travail la corrélation s'imposait, et il était permis, sans faire violence à aucun principe et en suivant la voie déjà ouverte par les autres législations et par la jurisprudence, d'étendre aux salaires des ouvriers le bénéfice de l'insaisissabilité.

C'est de cette pensée généreuse que s'est inspirée

la loi que nous allons maintenant étudier, loi qui, tout en constituant une tentative neuve et hardie pour ramener la procédure de la saisie-arrêt à des formes moins lentes, moins compliquées et plus économiques, est enfin venue, suivant l'expression de M. Arthur Desjardins, donner à la pratique des cours et tribunaux le sceau de son autorité toute-puissante.



DEUXIÈME PARTIE

Loi du 12 Janvier 1895

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE DE CETTE LOI

Si le temps mis à élaborer une loi était un sûr garant de sa perfection, il nous serait permis de dire, avant de l'étudier, que la loi de 1895 ne doit mériter aucun reproche. Le rapide exposé des nombreux projets déposés à ce sujet va nous montrer, en effet, que l'élaboration de cette loi a été excessivement lente.

C'est le 26 décembre 1882 que la Chambre des Députés fut, pour la première fois, saisie de cette question par un projet de loi émanant de M. Rémoiville et qui tendait à la révision complète du titre VII du Livre V 1^{re} partie du Code de Procédure sur la

saisie-arrest ou opposition (1). Cette loi ne fut jamais discutée ; mais trois ans après, le 12 décembre 1885, MM. Brugeilles, Bôrie, Dellestable, etc..., déposaient sur le bureau de la Chambre un nouveau projet dont l'objet était limité à la modification de l'article 580 du Code de Procédure. S'inspirant des motifs que nous avons précédemment examinés et désireux d'assimiler les salaires des ouvriers aux traitements des fonctionnaires, M. Brugeilles proposait d'abroger toutes les lois et décrets réglementant cette matière et de les remplacer par une disposition unique, l'article 580 du Code de Procédure qui devait recevoir la rédaction suivante : « Les pensions et traitements dus par l'Etat, les appointements et salaires des ouvriers de tout ordre et de toutes professions, ne pourront être saisis-arrestés qu'à concurrence d'un cinquième s'ils n'excèdent pas 3,000 fr. par an, d'un quart au-dessus de cette somme à quelque chiffre qu'ils s'élèvent et ce jusqu'à l'entier acquittement des créances (2) ».

Le 27 octobre 1886, MM. Laur, Basly, Boyer, etc., déposaient à leur tour un projet de loi ainsi conçu :

ARTICLE 1^{er}. — Les sommes à payer aux ouvriers, employés civils, employés d'une administration

(1) *Journal officiel*, année 1883, Chambre, annexes n° 1596, p. 35. Rapport sommaire par M. Guéguen, le 19 février 1883; *Journal officiel*, année 1883, Chambre, annexes n° 1722, p. 629.

(2) *Journal officiel*, année 1886, Chambre, annexes n° 205, p. 668. Rapport sommaire de M. Rémouville, du 15 mars 1886, annexes n° 571.

publique quelconque et gens de service, du chef des salaires, sommes ne dépassant pas 5 fr. par jour ou 150 fr. par mois, sont incessibles et insaisissables.

ARTICLE 2. — La présente loi ne concerne pas les cessions et saisies qui auraient lieu pour les causes déterminées par les articles 203, 205, 214 du Code civil.

ARTICLE 3. — Tout fabricant, patron ou chef d'usine est tenu, à peine de 5 à 25 fr. d'amende, d'afficher les dispositions de la présente loi dans une des places de son établissement accessibles aux ouvriers et employés (1).

Cette loi fut renvoyée à la Commission qui en reconnut l'utilité et la prit en considération ; mais elle ne vint jamais en discussion.

Pendant ce temps, M. Rémoiville reprenait sa proposition de réforme intégrale de la procédure de saisie-arrêt (2). La Commission de procédure qui en fut saisie, estimant qu'il ne serait pas possible de faire aboutir ce projet avant de longs délais, en détacha la disposition spécialement relative à l'insaisissabilité des salaires, qui lui sembla comporter un caractère particulier d'urgence. Aussi M. Rémoiville présenta-t-il, le 24 janvier 1887, un rapport concluant simplement à l'addition du paragraphe suivant à l'article 581 du Code de Procédure civile :

(1) *Journal officiel*, année 1887, Chambre, annexes n° 2066, p. 517.

(2) *Journal officiel*, année 1886, Chambre, annexes n° 1065, p. 477.

ARTICLE 581. — Seront insaisissables.... 5° Les salaires, appointements, traitements et indemnités de toute nature, dont la quotité saisissable n'a pas été déterminée par des lois antérieures, jusqu'à concurrence des $\frac{4}{5}$ si leur taux n'excède pas 3,000 fr., des $\frac{3}{4}$ jusqu'à 6,000 fr. et des $\frac{2}{3}$ au-dessus de ce chiffre (1).

Ce texte fut voté, en première lecture, sans discussion, le 7 juin 1889; mais les pouvoirs de la Chambre prirent fin avant qu'il ait été procédé à la deuxième délibération (2).

Dès le début de la nouvelle législature, la question fut de nouveau posée par deux propositions de loi presque simultanées, de M. Thellier de Poncheville, le 5 décembre 1889, et de M. Jacquemart, le 10 décembre 1889.

La proposition de M. Thellier de Poncheville, qui simplifiait la procédure de la saisie-arrêt, portait en outre : Que les salaires des ouvriers ne dépassant pas une moyenne de 3 fr. par jour de travail seraient insaisissables ; que les salaires de cette catégorie ne pourraient être cédés que jusqu'à concurrence d'un cinquième ; que les salaires d'une importance supérieure à 3 fr. par jour pourraient être saisis pour un cinquième et cédés pour deux cinquièmes ; enfin, que les appointements des employés

(1) *Journal officiel*, année 1887, Chambre, annexes n° 1471, p. 161.

(2) *Journal officiel*, année 1889, Compte rendu des séances de la Chambre des Députés, p. 1302.

et commis seraient entièrement insaisissables et cessibles pour un cinquième lorsqu'ils ne dépasseraient pas 100 fr. par mois ; qu'au delà de ce chiffre, ils pourraient être saisis pour un cinquième et cédés pour deux cinquièmes (1).

M. Jacquemart, qui réglementait longuement la procédure de la saisie-arrêt des salaires, posait au contraire en principe que toute saisie-arrêt ne frapperait que le cinquième des appointements ou salaires ne dépassant pas 2,000 fr. par an, laissant au juge de paix le soin d'évaluer la portion saisissable lorsqu'il s'agirait de créances dues en vertu des articles 203 et suivants du Code civil (2).

Les propositions de M. Thellier de Poncheville et de M. Jacquemart furent prises en considération le 23 janvier 1890 et renvoyées à la Commission spéciale.

Ces manifestations réitérées de l'initiative parlementaire et l'importance que l'on attache à notre époque aux questions relatives aux ouvriers, ne permettaient pas au Gouvernement de se désintéresser du problème posé. Aussi fit-il procéder à une enquête, dont les résultats, centralisés par une Commission instituée au Ministère du Commerce, montrèrent bientôt que l'opinion était manifestement

(1) *Journal officiel*, session extraordinaire de 1889, annexes, Chambre, n° 143, p. 268.

(2) *Journal officiel*, session extraordinaire de 1889, annexes, Chambre, n° 167, p. 333.

favorable à l'innovation proposée. Sur 78 Chambres de Commerce, 19 Chambres consultatives et 74 Conseils de Prud'hommes, soit en tout 171 corps constitués, 19 seulement, dont 9 Chambres de Commerce, 5 Chambres consultatives et 5 Conseils de Prud'hommes se prononcèrent contre la confection d'une loi.

Le Conseil supérieur du Travail fut alors chargé d'élaborer un projet de loi.

Pendant ce temps, la Commission spéciale nommée par la Chambre, le 25 février 1890, pour examiner la proposition de M. Thellier de Poncheville et celle de M. Jacquemart, avait achevé ses travaux. Le 13 novembre 1890, M. Jacquemart déposait son rapport, et, le 10 juin 1891, la première délibération venait à l'ordre du jour de la Chambre. Le Ministre du Commerce demanda l'ajournement de la discussion, en annonçant la présentation très prochaine d'un nouveau projet. Sur les observations de MM. Montaut et Thellier de Poncheville qui firent remarquer que la Commission avait étudié suffisamment la question pour être capable de répondre sur tous les points, la motion d'ajournement fut repoussée par 310 voix contre 145 et le débat s'engagea. Quelques articles (les 6 premiers) furent votés sans discussion; mais un certain nombre d'autres ayant été successivement renvoyés à la Commission, on reconnut l'impossibilité de pour-

suivre l'examen du projet et l'ajournement fut décidé (1).

Six jours plus tard, le 16 juin, MM. Jules Roche, ministre du commerce, et Fallières, garde des sceaux, déposaient le projet du Gouvernement qui réglementait quatre points principaux : 1° le mode de paiement des salaires ; 2° le privilège garantissant les salaires ; 3° l'insaisissabilité et l'incessibilité partielle des salaires ; 4° la procédure de saisie-arrest des salaires (2). Les deux premiers points de ce projet furent écartés comme ne rentrant pas dans l'objet spécial de la loi.

Deux nouvelles propositions de loi sur le même sujet furent encore présentées par M. Loustalot, le 12 mars 1891, et par MM. Chiché, Jourde et Aimel, le 27 février 1893.

La première portait que les traitements et salaires payés par mensualités ne dépassant pas 60 fr. seraient insaisissables (3).

D'après la seconde, les salaires ou appointements des ouvriers ou employés ne seraient saisissables que jusqu'à concurrence du cinquième, si ces salaires ne dépassaient pas 1,000 fr. ; au-delà, ils seraient saisissables pour le quart sur les 5,000 fr. suivants et pour le tiers sur la portion excédant

(1) Séance de la Chambre des Députés du 10 juin 1891, *Journal officiel*, p. 1196.

(2) *Journal officiel*, année 1891, Chambre, annexes n° 1506, p. 1430.

(3) *Journal officiel*, année 1891, n° 1301, p. 720.

6,000 fr., à quelque somme qu'elle s'élève. Enfin le tiers-saisi devait, nonobstant toute opposition, payer à l'ouvrier la partie de son salaire déclarée insaisissable (1).

A la suite de deux rapports complémentaires sur ces quatre propositions et sur le projet du Gouvernement présentés l'un par M. Jacquemart le 2 mai 1893 (2), l'autre par M. Vival le 16 du même mois (3), la Chambre vota l'urgence et adopta le projet de la loi nouvelle dans sa séance du 27 juin 1893 après une courte discussion (4).

Le texte ainsi voté fut transmis au Sénat par M. Terrier, ministre du Commerce, et par M. Guérin, garde des sceaux, le 18 juillet 1893; et le 29 juin 1894, M. Régismanset déposait son rapport (5).

Le projet de la Commission du Sénat, qui avait introduit diverses modifications, fut adopté sans discussion en première délibération dans la séance du 26 octobre 1894, et en seconde lecture le 27 novembre, après avoir subi quelques modifications (6).

Le projet, ainsi modifié, étant revenu à la Chambre des Députés, M. Rose déposa, le 22 décembre 1894,

(1) *Journal officiel*, année 1893, n° 2608, p. 168.

(2) *Journal officiel*, année 1893, n° 2717, p. 824.

(3) *Journal officiel*, année 1893, n° 2743, p. 858.

(4) *Journal officiel*, année 1893, débats parlementaires (Chambre), p. 1852

(5) *Journal officiel*, année 1893, Sénat, annexes n° 138, p. 176.

(6) *Journal officiel*, année 1894, Sénat, débats parlementaires, p. 921 et 924.

au nom de la Commission du Travail, un rapport dans lequel il exprimait l'avis que, s'il était possible de corriger encore quelques imperfections de détail, il y avait un intérêt bien plus considérable à accepter le projet tel qu'il était conçu et à en faire bénéficier les travailleurs qui l'attendaient avec une légitime impatience (1).

La Chambre partagea cet avis, et, dans sa séance du 27 décembre 1894, elle ratifia purement et simplement, sans discussion, les dispositions votées par le Sénat (2).

Cette loi fut promulguée le 19 janvier 1895 (3).

Les innovations qu'elle consacre peuvent se grouper en quatre idées principales que nous allons examiner successivement :

1° Insaisissabilité partielle des salaires des ouvriers et gens de service, des appointements ou traitements des employés ou commis et des fonctionnaires ;

2° Incessibilité partielle de ces mêmes traitements ou salaires ;

3° Attribution de compétence aux juges de paix ;

4° Simplification de la procédure de saisie-arrêt et de distribution par contribution.

(1) *Journal officiel*, année 1894, Chambre, annexes n° 1103, p. 2240.

(2) Chambre, séance du 27 décembre 1894.

(3) *Journal officiel* du 20 janvier 1895.

CHAPITRE II

INSAISSABILITÉ PARTIELLE DES SALAIRES

ET TRAITEMENTS

Aux termes de l'article 2092 du Code civil, « Qui-conque s'est obligé personnellement, est tenu de remplir son engagement sur tous ses biens mobiliers, présents et à venir. »

Ce droit, donné aux créanciers sur tous les biens qui appartiennent à leur débiteur, est la forme définitive, qui, dans les nations civilisées, assure l'accomplissement des obligations prises par le débiteur. L'intérêt social exige, en effet, que la loi vienne en aide au créancier, et que, pour favoriser le crédit sans lequel les sociétés ne peuvent prospérer, elle lui fournisse les moyens d'obtenir ce qui lui est dû et de vaincre l'inertie et parfois la mauvaise foi de son débiteur. C'est ce qu'elle fait en lui donnant pour garantie, à l'origine, la personne même du débiteur, et plus tard, ses biens. C'est ce que font toutes les législations ; c'est ce que fait aussi notre article 2092 qui traduit dans une forme plus juridique ce brocard de droit « Qui s'oblige oblige le sien. »

En vertu de cette règle, tous les biens du débiteur sont affectés uniformément au paiement de toutes les dettes dont il est tenu, sans que l'on ait à distinguer la nature des biens sur lesquels l'exécution est poursuivie, ni la date à laquelle ces biens sont entrés dans le patrimoine du débiteur, ni la date des créances.

Ce droit du créancier sur les biens de son débiteur est indivisible. Il peut l'exercer en entier sur un seul des biens de celui-ci, ou, à son gré, diriger les poursuites sur tous les biens formant son patrimoine. Il peut agir sur les biens incorporels comme sur les biens corporels, sauf à observer les règles particulières tracées par le Code de Procédure civile pour la saisie de chaque sorte de bien.

Le salaire de l'ouvrier, ce droit de créance que celui-ci a contre le patron qui l'emploie, fait comme ses autres biens partie de son patrimoine. Il forme avec eux le gage de ses créanciers et répond par suite de toutes ses obligations.

Tout créancier de l'ouvrier a donc le droit de saisir le salaire ou les appointements de ce dernier, car, aux termes de l'article 557 du Code de Procédure civile, qui ne fait d'ailleurs qu'une application pure et simple des articles 2092 et 2093 du Code civil, toutes sommes appartenant à un débiteur, c'est-à-dire tous salaires ou appointements, peuvent être saisis-arrêtés.

A cette règle générale, à laquelle il n'y a d'autres

exceptions que celles prévues par un texte formel, deux dérogations ont été successivement apportées par le Code de Procédure civile et par la loi de 1895.

L'article 592-6°, du Code de Procédure civile prohibe la saisie « des outils des artisans nécessaires à leurs occupations personnelles » ; la loi de 1895 soustrait une portion du salaire de l'ouvrier au gage de ses créanciers.

Ces deux mesures de protection, bien que votées à près de cent ans de distance, s'inspirent de la même pensée et poursuivent le même but ; la loi de 1895 n'ayant fait que compléter l'exception de l'article 592 du Code de Procédure civile, tout en assurant son efficacité.

Le législateur de 1806 a limité le droit de poursuite du créancier, en vertu de cette considération de simple humanité, que le débiteur ne peut être privé de ses instruments de travail, parce qu'il faut qu'il puisse vivre et parce qu'il a contracté par la famille une obligation qui prime tout, celle de faire vivre les siens. Dans un but d'intérêt privé non moins que d'intérêt public, il a voulu laisser au saisi les moyens de gagner son pain et celui de sa famille, et, de même qu'il a permis au savant et à l'artiste de retenir les machines et les instruments servant à l'enseignement et à la pratique des sciences et des arts jusqu'à concurrence de 300 fr., de même il a laissé à l'artisan ce qui était indispen-

sable à l'exploitation de son métier, quel que soit le mode de cette exploitation.

Cette mesure était cependant en contradiction avec le but que poursuivait la loi, car si les outils de l'ouvrier étaient à l'abri de toute saisie, les sommes que ces outils lui permettaient de gagner restaient toujours le gage de ses créanciers et pouvaient être saisies dans leur intégralité. Laisser à l'ouvrier la possession de ses outils, afin d'assurer son existence, et autoriser en même temps ses créanciers à le dépouiller complètement de son salaire, n'était-ce pas lui accorder une protection bien dérisoire, lui permettre, en quelque sorte, de travailler, tout en l'empêchant de vivre?

Justement frappé de cette anomalie et du danger social qui pouvait en résulter, reconnaissant qu'une partie du salaire de l'ouvrier représente un élément essentiel de son existence et de celle des siens, le législateur de 1895 a soustrait aux poursuites des créanciers cette portion du salaire dont on ne saurait contester le caractère alimentaire. Il a ainsi assuré la pleine et entière efficacité du paragraphe 6 de l'article 592 du Code de Procédure civile, dont l'article 1^{er} de la loi que nous étudions est le complément nécessaire et indispensable.

Aux termes de cet article :

« Les salaires des ouvriers et gens de service ne sont saisissables que jusqu'à concurrence du dixième, quel que soit le montant de ces salaires.

« Les appointements ou traitements des employés ou commis et des fonctionnaires ne sont également saisissables que jusqu'à concurrence du dixième, lorsqu'ils ne dépassent pas 2,000 fr. par an. »

Ce texte faisant une distinction entre les ouvriers et gens de service, d'une part, et les commis, employés et fonctionnaires, de l'autre, il est nécessaire, avant d'examiner la quotité saisissable des salaires et traitements, de rechercher tout d'abord quelles personnes peuvent se prévaloir de cette nouvelle loi.

SECTION I

Personnes auxquelles s'appliquent la loi

La saisie-arrêt édictée par la nouvelle loi est une injonction faite par un créancier, en vertu d'un titre ou de l'autorisation du juge de paix et sous la forme d'un exploit d'huissier, au patron d'un employé ou d'un ouvrier, de retenir à celui-ci un dixième du traitement ou salaire qu'il lui doit ou devra.

La saisie-arrêt met donc trois personnes en présence :

1° Le créancier qui enjoint de retenir le dixième du traitement ou salaire, c'est le *saisissant* ;

2° Le débiteur du saisissant ou *débiteur saisi* ;

3° Le débiteur du saisi à qui est faite l'injonction de retenir et que l'on désigne sous le nom de *tiers-saisi*.

§ I. — *Créancier saisissant.*

Le juge, à qui l'autorisation de saisie-arrêt sera demandée, ou le greffier dont le visa sera requis, devront d'abord vérifier si le requérant est en droit de se prévaloir du bénéfice de la loi de 1895. Les termes de la loi étant, à ce sujet, aussi généraux que possible, on doit en conclure que tout créancier d'un employé, d'un commis, d'un fonctionnaire, d'un ouvrier, en un mot, tout créancier d'un salarié pourra pratiquer la saisie-arrêt, pourvu toutefois, s'il s'agit d'un employé ou fonctionnaire, que le chiffre annuel de son traitement ne dépasse pas celui prévu par la nouvelle loi.

Sauf cette exception, les règles de la saisie-arrêt ordinaire seront applicables. Peu importera donc la qualité de la créance, pourvu qu'elle soit certaine et exigible. De même, il ne sera pas nécessaire que cette créance soit liquide, l'article 7 de la loi autorisant le juge de paix à évaluer provisoirement la somme pour laquelle la saisie-arrêt sera formée. Enfin, tout créancier, pouvant, en vertu de l'article 1166 du Code civil, pratiquer une saisie-arrêt non seulement contre son débiteur direct, mais encore contre les débiteurs de ce débiteur, le créancier d'une personne, qui, bien que ne rentrant pas dans la catégorie des ouvriers, est elle-même créancière d'un ouvrier ou d'un employé, pourra bénéfi-

cier des dispositions de la loi nouvelle et pratiquer une saisie-arrêt contre l'employé débiteur de son débiteur.

§ II. — *Débiteur saisi.*

La loi nouvelle, par son titre d'abord et ensuite dans son article 1^{er}, indique clairement que le débiteur saisi ne peut être qu'un fonctionnaire, un employé, un commis, un ouvrier ou une personne classée dans la catégorie des gens de service.

Une distinction est toutefois établie entre les ouvriers ou gens de service, dont le dixième des salaires peut toujours être saisi, quel qu'en soit le montant, et les employés ou fonctionnaires dont les appointements ou traitements ne peuvent être saisis dans la même proportion que s'ils ne dépassent pas 2,000 fr.

Le texte de la loi, tel qu'il avait été adopté le 27 juin 1893 par la Chambre des Députés, ne comportait pas cette différence. C'est seulement au Sénat que la question fut soulevée et que le rapporteur, montrant combien il serait parfois difficile de calculer exactement le montant annuel du salaire, insista, tout particulièrement, pour que cette distinction fût inscrite dans la loi.

« Le projet de loi voté, dit, en effet, M. Régismanset, n'accorde le bénéfice de l'insaisissabilité, sauf pour un dixième, qu'aux salaires qui ne

dépasseront pas annuellement 2,000 fr. Cette limitation nous paraît entraver immédiatement l'application de la loi proposée : comment calculer avec précision le montant annuel du salaire, qui peut varier d'une semaine à l'autre, s'augmenter de bénéfices imprévus ou diminuer par le fait de chômages, de maladies, dont la durée ne peut être déterminée à l'avance ? Et la Commission vous propose de décider que les salaires des ouvriers et gens de service ne seront saisissables que jusqu'à concurrence du dixième quel que soit le montant de ces salaires. Au contraire, les appointements des employés, fonctionnaires et commis sont généralement fixes, payables par mois, non sujets à déduction pour jours fériés ou pour cause de maladie. Le montant annuel est ici facile à déterminer et la Commission vous propose de décider que les appointements ou traitements des employés ou commis et des fonctionnaires ne sont également saisissables que jusqu'à concurrence du dixième lorsqu'ils ne dépassent pas 2,000 fr. par an (1). »

Ces considérations ont amené le législateur à distinguer deux catégories de salariés ; à la première, s'appliquent les dispositions de la loi, quel que soit le chiffre du salaire ; elles ne s'appliquent, au contraire, à la seconde que si le montant du salaire ne dépasse pas 2,000 fr. par an. Dans la

(1) Rapport de M. Régismanset au Sénat, *Journal officiel*, année 1894, annexes n° 138, p. 176.

première catégorie rentrent les ouvriers et gens de service ; dans la seconde, les employés ou commis et fonctionnaires.

Il importe donc de déterminer d'une façon précise ces différentes classes de salariés, distinction qui sera parfois délicate et souvent même difficile à établir. Il n'existe pas, en effet, de criterium certain à cet égard, et le créancier saisissant ne saura pas toujours s'il a pour débiteur un ouvrier ou un employé.

Pour résoudre cette importante question, on pourra, il est vrai, s'inspirer par voie d'analogie de la jurisprudence établie sur la loi de 1838, relativement à la compétence des juges de paix à l'égard des ouvriers et gens de service. La loi du 27 décembre 1890, qui complète l'article 1780 du Code civil, en ce qui concerne le louage des domestiques et ouvriers, et la loi du 6 février 1895 sur le privilège des commis et gens de service, pourront aussi, dans une certaine mesure, fournir des indications utiles à cet égard. Mais chacune de ces lois ayant, en quelque sorte, une sphère d'application spéciale et déterminée, il faudra se méfier d'une assimilation trop complète et trop absolue, qui aurait parfois de fâcheuses conséquences.

C'est à l'aide de ces règles que nous allons essayer de déterminer les différentes classes de débiteurs auxquels la loi de 1895 est applicable.

I. — OUVRIERS ET GENS DE SERVICE. — 1^o Ou-

vriers. — Les ouvriers proprement dits sont ceux qui concourent, sous la direction d'un maître ou patron, à l'exercice d'une profession manuelle ou d'un art mécanique. Mais, dans un sens plus large, le mot ouvrier comprend tous ceux qui, n'étant pas domestiques ou gens de service, rentrent dans la dénomination générale de gens de travail.

Dans quel sens la loi de 1895 a-t-elle entendu le mot ouvrier ? C'est ce qu'il importe de bien préciser.

En parlant des gens de travail qui s'engagent au service de quelqu'un, l'article 1779 du Code civil désigne manifestement tous ceux, quels qu'ils soient, qui louent leurs services moyennant salaire. Cet article emploie ainsi la dénomination de gens de travail dans un sens générique et collectif qui embrasse à la fois les employés, les ouvriers et les domestiques. Il en est autrement de l'article 2271 du Code civil, qui s'occupe de la prescription applicable à l'action des ouvriers et gens de service, et où ces mots ont une portée beaucoup moins étendue. En rapprochant cet article de l'article 2272, on s'aperçoit, en effet, que l'expression gens de travail est, dans l'article 2271, prise dans une acception restreinte qui ne comprend ni les ouvriers ni les domestiques et désigne une catégorie de travailleurs distincts de ces deux classes. Tels sont notamment : les manouvriers, les moissonneurs, les vendangeurs, les métiviers, les laboureurs ou

hommes de peine qui travaillent à la journée. C'est ce qui résulte de ces mots de l'article 2271, § 3, « pour le paiement de leurs journées ». Il est évident que ces journaliers, que l'on ne saurait classer parmi les gens de service ou les employés, ne sont pas restés en dehors des prévisions de la loi de 1895 qui ne leur serait pas applicable, si le mot ouvrier y avait une portée aussi restreinte que dans l'article 2271. On ne peut donc, par analogie, s'inspirer de cet article pour déterminer quels sont les salariés que l'article 1^{er} de la loi nouvelle considère comme ouvriers.

Dans la rubrique de la section I, chapitre III au titre « DU LOUAGE », le mot ouvrier est pris dans une acception beaucoup plus large. Il résulte de l'article 1779-1^o qu'il s'agit dans cette section du louage des gens de travail qui s'engagent au service de quelqu'un. Or, cette section étant intitulée « DU LOUAGE DES DOMESTIQUES ET OUVRIERS, » il s'ensuit que tous les gens de travail qui ne sont pas des domestiques sont compris sous la dénomination d'ouvriers. Le mot domestique, qui désignait autrefois et ceux qui occupaient des emplois honorables comme les aumôniers, les précepteurs, les secrétaires, et ceux qui rendaient les services les plus infimes, ne s'applique plus aujourd'hui qu'à cette dernière classe de personnes. On ne l'emploie que pour désigner les serviteurs à gages, qui donnent leurs soins à la personne ou au ménage du maître,

ou qui l'aident dans des travaux agricoles et qui, presque toujours, logent et vivent dans sa maison. Tel est le sens du mot domestique dans le Code civil.

La rubrique de la section I, chapitre III « Du LOUAGE » comprend donc, sous le nom d'ouvriers, les bibliothécaires, secrétaires, précepteurs, commis des marchands, etc.... Si, dans la loi de 1895, on donnait une semblable signification au mot ouvrier, on violerait manifestement les dispositions de cette loi qui fait une situation spéciale à ces salariés qui, nous le verrons bientôt, doivent être considérés comme des commis ou employés. La signification du mot ouvrier trop restreinte dans l'article 2271 est donc ici trop étendue.

L'article 5-3° de la loi du 25 mai 1838 attribue compétence aux juges de paix pour connaître des contestations relatives aux engagements respectifs des gens de travail au jour, au mois et à l'année, et de ceux qui les emploient, en un mot, des maîtres et de leurs ouvriers; sans qu'il soit toutefois dérogé aux lois et règlements relatifs à la juridiction des conseils de Prud'hommes dans les lieux où existent ces juridictions.

Que faut-il entendre par gens de travail et ouvriers dans le sens de la loi de 1838 ?

Sous l'empire de la loi du 24 août 1790, on considérait comme gens de travail, les journaliers, c'est-à-dire ceux dont l'engagement peut commencer et finir dans la même journée. Depuis la loi de 1838,

qui parle des gens de travail au jour, au mois et à l'année, cette expression comprend évidemment tous les manouvriers et artisans travaillant manuellement, employés et payés à tant par jour, par mois et par année.

Quant au mot ouvrier, expliqué par son rapprochement dans l'article 5 de la loi de 1838 avec le mot apprenti, et par le renvoi que fait cet article aux lois et règlements relatifs à la juridiction des prud'hommes, il s'applique à tous ceux qui se livrent à un travail manuel, font partie d'un atelier et travaillent sous la direction d'un maître ou patron.

Telle est l'interprétation généralement admise par la jurisprudence, telle est aussi, nous le croyons, la signification du mot ouvrier dans la loi de 1895.

C'est ainsi, par exemple, qu'un mécanicien d'une Compagnie de chemins de fer ne devra pas être considéré comme un ouvrier. Chargé de diriger un convoi, d'en régler la marche; ce travail, par la responsabilité qu'il impose, l'initiative personnelle qu'il exige, diffère essentiellement du service secondaire sans cesse soumis à la surveillance et au contrôle des chefs et contre-maîtres, et du travail purement manuel des simples ouvriers et gens de travail (1).

(1) En ce sens : Cassation, 13 mai 1857, D. 57, 1, 393.

Antérieurement à cet arrêt, la Cour de Paris avait, le 6 janvier 1844, attribué la qualité d'ouvrier au conducteur d'une locomotive de chemin de fer.

Il en est de même de l'aiguilleur d'une Compagnie de chemins de fer ; comme le mécanicien, c'est un véritable employé. Bien qu'ils se livrent, l'un et l'autre à une sorte de manœuvre, on exige surtout d'eux un travail intellectuel, ce qui, nous le verrons bientôt, est le caractère propre et particulier de ceux que l'on qualifie employés (1).

Les cochers des voitures de place ne devront être considérés ni comme des domestiques, ni comme des ouvriers. L'entrepreneur qui les emploie leur confie, en effet, sa voiture et ses chevaux moyennant une rétribution fixe par jour, par semaine ou par mois. Ces cochers reçoivent donc, pour leur propre compte, et à leurs risques d'un bénéfice plus ou moins considérable, les rétributions des personnes qui les emploient. Ce ne sont pas des ouvriers, mais de véritables préposés.

Ces quelques exemples nous permettent d'affirmer, qu'aux termes de la loi de 1895, on devra considérer comme ouvriers tous ceux qui, sous la direction d'un patron ou d'un maître, et moyennant un prix convenu, concourent à l'exercice d'une profession manuelle, sans qu'il y ait lieu de se préoccuper du mode de paiement ou du taux du salaire. Peu importe que l'individu soit payé à la journée ou au mois, à prix fait ou à la pièce, que sa tâche soit une tâche industrielle ou un métier

(1) En ce sens : Toulouse, 9 mars 1863, D. 63, 5, 79.

agricole, qu'il travaille pour le compte de l'Etat ou pour celui du patron ; s'il rend des services manuels et si son activité porte sur une adaptation ou sur une transformation de choses matérielles, ce travailleur rentrera dans la catégorie des ouvriers.

Il existe toute une classe d'individus, les artisans, que l'on appelle souvent ouvriers et auxquels la loi nouvelle n'est cependant pas applicable. L'artisan se distingue, en effet, très nettement de l'ouvrier. Tandis que celui-ci travaille pour un patron auquel il a loué son temps et ses services, l'artisan trafique lui-même de son travail, comme entrepreneur à façon, n'ayant pour unique direction que sa propre volonté. C'est ainsi que les personnes qui travaillent chez elles, en dehors de toute direction ou surveillance, confectionnant des objets pour le compte d'un particulier, doivent être considérées comme des artisans, alors que ces mêmes personnes, tels que culottiers, giletiers, chemisiers, etc..., seront des ouvriers, quand elles travailleront pour le compte de maisons de confection. Ces dernières ne sont pas, il est vrai, sous la dépendance directe d'un patron, mais elles n'en sont pas moins attachées à une ou plusieurs maisons et doivent à ce titre profiter des dispositions de la nouvelle loi dont les artisans qui tiennent, en général, boutique et paient patente, ne peuvent certainement pas bénéficier.

L'on a souvent discuté la question de savoir si

certaines travaux rentraient dans les prévisions de la loi du 25 mai 1838, qui donne compétence aux juges de paix pour trancher les contestations relatives aux engagements respectifs des gens de travail et des ouvriers, ou s'ils constituaient une entreprise susceptible de donner compétence aux tribunaux de commerce. Il a été décidé que l'ouvrier tâcheron et spécialement l'ouvrier qui s'engage dans un atelier pour toute la durée d'une campagne de fabrication, et dont le salaire est proportionnel à la quantité de marchandises qu'il fabrique lui-même ou fait fabriquer par d'autres ouvriers à sa solde, ne doit pas être réputé simple ouvrier dans le sens de la loi de 1838, mais bien entrepreneur. En conséquence, c'est devant le Tribunal de commerce et non devant le juge de paix que doivent être portées, dans les lieux où il n'existe pas de prud'hommes ; les contestations survenues entre cet ouvrier et le maître pour lequel il travaille (1). Cet ouvrier ou sous-entrepreneur, de même que l'artisan, échappe aussi aux prévisions de la loi de 1895. Ces individus doivent être, en effet, assimilés à ceux qui travaillent directement et sans intermédiaire pour les consommateurs, et sont, en réalité, des fabricants ou entrepreneurs à façon.

(1) Paris, 6 mars 1843, S. 43, 2, 332.

2° *Gens de service*. — A côté des ouvriers, et sur la même ligne, la loi place les gens de service.

Cette expression nous semble devoir comprendre tous ceux que la continuité et la nature de leur engagement suffisent pour faire classer parmi les *gens de service* dont parle l'article 2101-4° du Code civil. Il suffira donc de déterminer quelles sont les personnes que la loi a entendu désigner sous le nom de gens de service et auxquelles elle accorde un privilège pour le paiement de leurs salaires.

Ce sont, dit Valette, « les gens qui servent, qui ont et reconnaissent un maître, » ou, d'après M. Paul Pont, « ceux qui, moyennant un salaire, se mettent au service de la personne, de la famille » (1). En un mot, ajoutent MM. Aubry et Rau, ce sont « tous ceux qui engagent leur travail ou leur industrie pour un temps déterminé et moyennant des gages fixes au service soit d'une personne, soit d'un ménage ou d'une exploitation rurale (2) ».

L'expression gens de service, plus large que celle de domestiques, employée par nos anciens auteurs et par la loi du 11 brumaire an VII, comprend, en effet, tous les individus attachés, pour un temps déterminé, au service de quelqu'un, moyennant des gages fixes, sans qu'il y ait à dis-

(1) VALETTE, *Privilèges et hypothèques*, n° 34. — PAUL PONT, *Privilèges et hypothèques*, t. I, n° 80.

(2) AUBRY et RAU, t. III, § 260.

tinguer si les services à rendre doivent être rendus à la personne du maître ou des siens, à son ménage, ou à l'exploitation rurale ou industrielle qu'il dirige. On devra donc accorder le privilège de l'article 2101 et, par suite, faire application du paragraphe 1 de l'article 1^{er} de la loi de 1895, non seulement aux domestiques de ville attachés à la personne ou à la maison (valet de chambre, maître d'hôtel, portier, cocher, etc...), mais aussi aux domestiques attachés à une exploitation rurale ou industrielle (valet de ferme, pâtre, travailleurs immigrants d'un domaine situé aux colonies, etc...).

Il est, en effet, reconnu par la jurisprudence, que le privilège de l'article 2101, pour le salaire des gens de service, appartient aux serviteurs attachés à une exploitation rurale, lorsqu'ils se livrent aux travaux de la campagne dans les conditions ordinaires de la domesticité. C'est ce qu'a jugé la Cour de Cassation, le 26 juin 1878, en décidant : que les travailleurs immigrants d'un domaine situé aux colonies, lesquels sont engagés pour plusieurs années à raison de gages fixes et qui sont logés et nourris chez celui qui les engage, doivent être considérés comme gens de service (1).

La Cour de la Réunion avait, en effet, étendu outre mesure le sens de ces mots en jugeant, dans la même affaire, le 12 mars 1870, que le privilège

(1) Cassation, 28 juin 1878, S. 78, 1, 460.

des gens de service appartient à tous les salariés qui louent leurs services dans les termes de l'article 1780 du Code civil. Elle avait, par suite, accordé ce privilège aux employés et travailleurs d'un établissement sucrier, sans rechercher la nature des services pour lesquels ils étaient engagés. L'arrêt de la Cour de la Réunion, cassé le 9 juin 1873 pour fausse application de la loi, fut renvoyé devant la Cour de Bordeaux (1). Mais, à son tour, la Cour de Bordeaux admit une interprétation trop restreinte, en n'accordant le privilège des gens de service qu'aux domestiques proprement dits, c'est-à-dire aux gens attachés *au service personnel* des maîtres ou du ménage (2).

Le véritable sens de l'expression, gens de service, est celle qui se dégage des arrêts de Cassation du 9 juin 1873 et du 26 juin 1878, à savoir : que les travailleurs ruraux ne sont pas nécessairement des gens de service, mais qu'ils peuvent l'être, s'ils travaillent dans des conditions de pauvreté et de dépendance analogues à celles de la domesticité (3).

Ces mots, gens de service, impliquant une idée de domesticité, supposent une certaine durée de l'engagement des personnes ainsi désignées. Cette qualification devra donc être refusée aux journaliers, lors même qu'ils seraient employés d'ordi-

(1) Cassation, 9 juin 1873, D. 73, 1, 338.

(2) Bordeaux, 20 avril 1875, D. 77, 2, 186.

(3) Voir : Cassation, 5 juillet 1886, S. 86, 1, 352; D. 86, 1, 463.

naire dans la même maison et, en fait, payés seulement à la fin du mois ou à la fin de l'année. L'article 386 du Code pénal assimile, il est vrai, ces travailleurs aux domestiques, mais de ce que le privilège de l'article 2101 doit leur être refusé, nous en concluons qu'ils ne peuvent être qualifiés gens de service, car ce sont des ouvriers au sens propre du mot (1).

Les salaires des gens de service, supposant non pas seulement des services d'une certaine durée, mais des services domestiques, on ne doit pas comprendre sous la dénomination de gens de service les personnes qui exercent dans la maison d'autrui une fonction plus relevée, comme les secrétaires, les précepteurs, correcteurs d'imprimerie, etc..., que l'on considérerait autrefois comme des domestiques, et auxquels convient aujourd'hui la qualification de commis ou d'employés. Ces personnes travaillent dans la maison de celui qui les emploie, mais ne font point le service de la maison. Il serait donc inexact de les traiter en gens de service, comme le valet de chambre et le cocher (2).

(1) Paris, 1^{er} août 1834, S. 34, 2, 619. — Paris, 24 avril 1837, S. 37, 2, 225. — Lyon, 6 mai 1842, S. 42, 2, 405. — Pau, 17 avril 1866, S. 66, 2, 289. — Tribunal de la Seine, 23 juin 1891, *Pandectes françaises*, 1892, 2, 197.

(2) Jugé que les clercs de notaire ne doivent pas être considérés comme gens de service et ne peuvent bénéficier du privilège de l'article 2101 — 4^e (Cassation, 15 janvier 1855, D. 55, 1, 5.

II. — EMPLOYÉS, COMMIS ET FONCTIONNAIRES. — La deuxième catégorie de débiteurs visés par le second paragraphe de l'article 1^{er} de la loi de 1895 embrasse la classe innombrable des petits employés ou commis et des fonctionnaires.

1^o *Fonctionnaires*. — Un arrêt de la Cour de Cassation, du 30 octobre 1886, donne la définition suivante des fonctionnaires : « Ce sont tous les citoyens qui, sous une dénomination quelconque, ont été investis d'un mandat, dont l'exécution se lie à un intérêt d'ordre public, et qui, à ce titre, sont soumis à l'autorité du gouvernement (1). »

Dans un autre arrêt du 29 mai 1886, la Cour de Cassation déclare qu'il faut entendre par fonctionnaires publics, non seulement les citoyens revêtus, à un degré quelconque, d'une portion de la puissance publique, mais encore ceux qui, investis d'un mandat public, soit par une élection, soit par une délégation du pouvoir exécutif, puisent dans ce mandat le droit de concourir à la gestion des affaires de l'Etat, du département et de la commune (2).

En réalité, il est presque impossible de définir, d'une manière satisfaisante et qui s'applique à tous les cas, le mot *fonctionnaire* ; car il convient de remarquer que la loi n'a pas toujours employé cette expression dans le même sens, et que telle personne

(1) Cassation, 30 octobre 1886, D. 87, 1, 507.

(2) Cassation, 29 mai 1886, D. 87, 1, 238.

qui doit être réputée fonctionnaire dans telle disposition, ne doit pas l'être dans telle autre disposition.

Dès lors, toutes les fois qu'on se trouve en présence de l'expression *fonctionnaire*, il faut, pour bien interpréter la pensée du législateur, rechercher, d'après les circonstances et le but de la loi, à quelles personnes il convient d'appliquer cette qualification.

La loi de 1893 ayant certainement entendu donner au mot *fonctionnaire* une acception aussi large que possible, on devra comprendre sous cette dénomination, non seulement ceux qui concourent, dans des limites plus ou moins étendues, à l'action d'un des trois pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, mais aussi tous ceux qui sont au service de l'Etat, des départements et des communes, à moins qu'ils ne se livrent à des occupations purement manuelles ou qu'ils ne soient, vis-à-vis de ceux qui les emploient, dans un état de dépendance analogue à celui de la domesticité. C'est ainsi que les ouvriers des divers monopoles de l'Etat, les concierges et les garçons de bureau des ministères, préfectures et tribunaux, ne devront pas être considérés comme des fonctionnaires, mais bien comme des ouvriers ou des gens de service.

Les secrétaires de mairie et, plus généralement, les employés d'une mairie doivent, à notre avis, être considérés comme des fonctionnaires.

En effet, ces secrétaires sont nommés et peuvent

être révoqués par le maire. C'est ce qui ressort de l'article 12 de la loi du 18 juillet 1837, reproduit, d'une façon à peu près identique, par la loi municipale de 1884, dont l'article 88 s'exprime dans les termes suivants :

« Le maire nomme à tous les emplois communaux pour lesquels les lois, décrets et ordonnances actuellement en vigueur ne fixent pas un droit spécial de nomination. Il suspend et révoque les titulaires de ces emplois. »

De cet article, il résulte, que le contrat, par lequel l'employé communal est lié à la commune à laquelle il engage ses services, ne peut être en rien assimilé au louage de services, du droit commun ; et que, de même que l'employé de la mairie peut se démettre de ses fonctions quand bon lui semble, sans observer aucun délai, de même le maire peut le révoquer à tout moment. Il n'est donc pas tenu de lui fournir d'indemnité, aux termes de l'article 1780 du Code civil, s'il le révoque sans motif et sans le prévenir assez à l'avance pour lui permettre de trouver un autre emploi. Nous en concluons que les employés d'une mairie doivent être assimilés aux fonctionnaires. Telle est, du reste, la solution qui paraît triompher en jurisprudence (1).

(1) Nîmes, 24 février 1879, S. 79, 2, 78. — Cassation, 7 juillet 1880, S. 80, 1, 464. — Tribunal des conflits, 27 décembre 1879, S. 81, 3, 86.

Contra : Lyon, 3 février 1872, D. 73, 2, 34. — Tribunal d'Alais, 14 août 1878, S. 79, 2, 78 ; D. 79, 2, 162.

2° *Employés ou commis.* — Les employés ou commis sont ceux qui exercent, pour le compte d'un patron, individu ou association, une occupation plutôt intellectuelle que manuelle, quel que soit le mode de rétribution adopté. Ces individus se distinguent donc des ouvriers ou gens de service, en ce que leur profession demande, pour son exercice, une certaine somme d'efforts intellectuels joints ou non à un labour matériel. Les personnes exerçant des professions libérales, et, rétribuées d'une façon continue et périodique, comme les professeurs des établissements privés, les précepteurs, les secrétaires, les intendants, les employés des maisons de commerce ou de banque, les commis-voyageurs, les clercs de notaires, d'avoués, d'huissiers, les commis-greffiers, etc..., rentreront dans la catégorie nombreuse des employés ou commis.

Nous n'hésitons pas également à considérer comme employés les acteurs d'un théâtre, bien que la solution contraire paraisse triompher en jurisprudence.

La Cour de Montpellier a, le 25 mars 1862, classé les acteurs parmi les gens de service de l'article 2101 du Code civil, ou tout au moins parmi les ouvriers de l'article 549 du Code de Commerce (1). Ni l'un ni l'autre de ces termes ne saurait cependant leur convenir. En effet, les acteurs ne sont pas dans des

(1) Montpellier, 25 mars 1862, S. 62, 2, 270; D. 62, 2, 260.

conditions de domesticité vis-à-vis de leur directeur, et comment pourrait-on les qualifier ouvriers alors qu'ils ne se livrent à aucun travail manuel ? La Cour de Cassation a également décidé que la qualification de commis ne saurait leur convenir (1). L'acception habituelle de ce mot suppose, aux yeux de la Cour de Cassation, un préposé, un mandataire, chargé de représenter le chef d'une maison de commerce ou de diriger tout ou partie de ses affaires. Or, considérant que l'artiste dramatique se renferme exclusivement dans l'exercice de son art et ne fait aucune opération pour son directeur, elle en conclut qu'il n'existe aucune analogie entre un acteur et un commis. Nous ne saurions partager cette opinion ; car l'acteur, en échange du traitement qu'il reçoit de son directeur, lui engage ses services et met à sa disposition son temps et son talent. Il devient ainsi son employé ; et, si l'on apprécie la véritable situation du directeur d'un théâtre vis-à-vis de ses pensionnaires, on reconnaît que des artistes qui doivent obéir aux ordres de leur directeur, paraître sur la scène quand il l'ordonne, coopérer à ses travaux, devenir les instruments de son industrie et ses indispensables agents, rentrent bien dans la catégorie des employés. Les acteurs aliènent, en effet, leur indépendance et ne sont vis-à-vis de leur directeur que des

(1) Cassation, 24 février 1864, D. 64, 1, 133.

instruments plus ou moins intelligents (1). Cette solution, qui a été appliquée dernièrement aux choristes d'un théâtre, doit être généralisée et étendue à tous les acteurs (2).

Certaines catégories de personnes ne pourront jamais se prévaloir de la loi de 1895.

Tels sont notamment les officiers ministériels (avoués, huissiers, avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation, etc...). Tels sont aussi ceux qui exercent des professions libérales, les médecins, les avocats, dont il est impossible d'évaluer, même d'une façon approximative, le quantum des honoraires. Si cependant un médecin s'engageait à fournir ses services, moyennant un traitement annuel, aux malades d'un bureau de bienfaisance ou d'un hospice, la loi nouvelle lui serait applicable, pourvu toutefois que son traitement soit inférieur à 2,000 fr. Le Tribunal civil de Lille a fait dernièrement une fort juste application de ce principe ; ce tribunal, se basant sur l'article 33, § 10, de la loi municipale de 1884, qui semble considérer comme employés les agents de la commune qui exercent une fonction indépendante, a donné au médecin d'un bureau de bienfaisance la qualification d'employé (3). Nous ne contesterons certes pas cette décision que nous sommes heureux de pouvoir citer

(1) Montpellier, 20 décembre 1874, D. 77, 5, 6.

(2) Montpellier, 25 novembre 1895, D. 97, 2, 84; S. 97, 2, 44.

(3) Tribunal de Lille, 8 juin 1896, S. 97, 2, 54.

à l'appui de notre interprétation. Nous croyons toutefois, que la loi de 1895 doit être appliquée à ce salarié, non pas à titre d'employé, mais plutôt à titre de fonctionnaire. Il est, en effet, nommé par le maire ou par la commission administrative de de l'hospice, s'il donne ses soins à un hospice, et, dans ce dernier cas, sa révocation est subordonnée à l'approbation du préfet (1). C'est donc un citoyen chargé d'un service public, devant être par suite assimilé à un fonctionnaire.

Si un avocat devient secrétaire de la rédaction d'un journal de droit, les saisies-arrêts dont sera frappé son traitement, s'il est inférieur à 2,000 fr. par an, seront régies par la loi nouvelle. Dans ce cas, en effet, nous nous trouvons en présence d'un véritable contrat de louage de services ; et cet avocat devra rentrer dans la catégorie des employés au même titre que l'artiste ou le journaliste qui louent, comme lui, leurs services au directeur qui les emploie.

De ce qui précède, il résulte que, pour distinguer les différentes catégories de débiteurs auxquels, sous le nom d'ouvriers, employés ou commis et fonctionnaires, s'applique la loi, on ne devra pas s'attacher exclusivement à la nature du contrat intervenu entre les parties. Il faudra, avant tout, considérer la qualité sociale du salarié, qualité qui

(1) Loi du 7 août 1851, art. 14.

ne sera déterminée, ni par la durée des engagements, ni par l'importance de la rémunération, ni par les époques plus ou moins rapprochées ou périodiques du paiement, mais uniquement par la nature des travaux accomplis par le salarié.

En se plaçant à ce point de vue, on doit donc admettre la qualification d'ouvrier, toutes les fois que ces travaux ont pour but l'adaptation ou la transformation de choses matérielles; et celle de gens de service, quand ils consistent en soins donnés à la personne, au ménage ou à la maison d'un maître.

La dénomination d'employé ou de commis devra être, au contraire, réservée à ceux qui, sans transformer une matière, aident le maître dans son commerce, dans ses affaires ou dans ses travaux intellectuels.

La ligne de démarcation entre les employés et commis, d'une part, et les ouvriers, d'autre part, n'apparaîtra cependant pas toujours aussi clairement, et l'application de la loi pourra souvent donner lieu à de sérieuses difficultés d'interprétation. Les divergences de vue, que nous constatons sur certains points entre les différents auteurs qui se sont occupés de cette question, nous montrent que la mission du juge sera parfois excessivement délicate.

Les uns soutiennent, en effet, que les contre-

maîtres ou chefs d'ateliers sont des ouvriers (1). Les autres les considèrent, au contraire, comme des employés, objectant que, dans les grandes industries, les rémunérations de ces travailleurs peuvent quelquefois atteindre et même dépasser 4 ou 5,000 fr. par an. Cette objection est sans aucune valeur, puisque c'est en parfaite connaissance de cause, que le législateur a établi cette distinction entre l'ouvrier et l'employé, ne se préoccupant nullement de ce que gagnerait l'ouvrier et comprenant que ce dernier toucherait souvent un salaire supérieur à 2,000 fr. Mais de ce que les contremaîtres ne peuvent être rangés parmi les employés, faut-il en conclure qu'ils devront toujours être considérés comme ouvriers ? C'est ce qu'il serait difficile d'admettre, et nous pensons qu'ils pourront être considérés, tantôt comme ouvriers, tantôt comme employés, suivant la nature des occupations auxquelles ils se livrent. Partagent-ils les travaux manuels de ceux qu'ils dirigent ; ce seront des ouvriers. Sont-ils au contraire exclusivement attachés à la direction et à la surveillance du travail ; la qualification d'employé sera la seule pouvant leur convenir.

On s'est également demandé, si le commis-voyageur, qui ne reçoit aucune allocation pour ses frais de voyage et perçoit seulement, pour les affaires

(1) En ce sens : EMION, *La saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements*, n° 5. — SCHAFFHAUSER et CHEVRESSON, *Lois nouvelles*, 1897, 1^{re} partie, p. 37.

faites par lui, une commission destinée à le couvrir de ses frais de route et à le rémunérer de ses peines et soins, devait être considéré comme ouvrier ou comme employé.

Toutes les opinions possibles ont été émises à ce sujet.

M. Strauss pense que le voyageur à la commission doit être assimilé à l'ouvrier, et que la saisie-arrest frappera seulement le dixième de sa rémunération, quel qu'en soit le montant. Il base cette assimilation sur l'esprit de la loi, qui se serait surtout proposé de tracer des règles applicables d'une façon nette et catégorique, suivant qu'il s'agit de traitements fixes, ou de salaires variables, ce qui est le cas, dit-il, pour les gains du voyageur à la commission (1). Nous avons déjà réfuté cet argument.

Un autre commentateur soutient, au contraire, que la loi nouvelle n'est pas applicable au commiss-voyageur, et que celui-ci ne peut être regardé comme employé et encore moins comme ouvrier (2). Il s'agirait dans ce cas d'un véritable courtier, c'est-à-dire d'un commerçant, faisant ses frais de voyage à ses risques et périls, sans savoir si ces frais lui seront remboursés, et comptant sur le bénéfice des affaires faites par lui pour se rémunérer des frais qu'il a avancés pour celles qui n'ont pas réussi.

Admettre ce système, ce serait confondre deux

(1) STRAUSS, *Commentaire de la loi du 12 janvier 1895*, p. 30.

(2) EMION, *loc. cit.* n° 20.

situations absolument différentes. Le courtier travaille pour son propre compte et sert d'intermédiaire entre des personnes quelconques, tandis que le commis-voyageur travaille pour le compte exclusif du patron. Qu'importe qu'il soit payé à la commission, ou qu'il reçoive un traitement fixe ! il n'en est pas moins le commis du patron, pour lequel il effectue des ventes. Il doit, dès lors, bénéficier des dispositions de la loi nouvelle, pourvu que le total de ses commissions ne dépasse pas 2,000 fr.

Les dispositions d'une loi, votée peu de jours après celle que nous étudions, confirment du reste cette solution. Il ressort, en effet, nettement des travaux préparatoires de la loi du 6 février 1895, modifiant l'article 549 du Code de Commerce, que les voyageurs à la commission ne peuvent être assimilés à des courtiers ou représentants de commerce. Cette loi avait pour but de combler une double lacune de la jurisprudence, d'après laquelle, le mot *salaire*, employé par l'article 549 du Code de Commerce, ne comprenait pas les remises proportionnelles attribuées à certains commis, notamment aux commis-voyageurs ; certains employés, travaillant à la commission pour plusieurs maisons, n'étaient pas non plus considérés par les tribunaux comme des commis. Aussi, afin de remédier à cet état de choses, M. Pierre Legrand déposa-t-il, le 20 octobre 1890, un projet de loi ainsi conçu :

« Les salaires dus aux commis, ainsi que les

commissions dues aux voyageurs, aux courtiers et représentants de commerce pour les six mois qui auraient précédé la déclaration de faillite, sont admis au même rang (que le privilège établi par l'article 2101 du Code civil pour les salaires des gens de service). »

Mais à ce projet on substitua bientôt la rédaction suivante, qui est devenue celle de la loi :

« Le même privilège est accordé aux commis attachés à une ou plusieurs maisons de commerce, sédentaires ou voyageurs, savoir :

« S'il s'agit d'appointements fixes, pour les salaires qui leur sont dus durant les six mois antérieurs à la déclaration de la liquidation judiciaire ou de la faillite ;

« Et, s'il s'agit de remises proportionnelles allouées à titre d'appointements ou de suppléments d'appointements, pour toutes les commissions qui leur sont définitivement acquises dans les trois derniers mois précédant le jugement déclaratif, alors même que la cause de ces créances remonterait à une époque antérieure. »

On avait, en effet, reconnu que le projet, tel qu'il avait été primitivement libellé, dépassait le but à atteindre, en assurant une situation privilégiée aux courtiers et représentants de commerce qui ne sont pas des *commis*, mais de véritables commerçants.

Les voyageurs à la commission doivent donc être regardés comme de véritables commis, soumis

comme tels à l'application du paragraphe 2 de l'article 1^{er} de la loi (1). La seule difficulté qui pourra naître à leur sujet, et que nous aurons bientôt à examiner, sera de savoir si le total des commissions s'élève ou non à 2,000 fr.

Ces quelques exemples, que l'on pourrait multiplier à l'infini, montrent suffisamment, que l'examen des différentes espèces soumises aux tribunaux se réduira la plupart du temps à une simple question de fait, laissée à la souveraine appréciation du juge. Dans cette interprétation, le magistrat ne devra pas oublier que, la loi ayant été conçue dans un esprit de libéralisme, toutes les difficultés, relatives à son champ d'action, devront être résolues dans un sens large. Il faudra donc, lorsqu'il y aura quelque doute sur le caractère de l'emploi occupé par une personne, appliquer à cette dernière les dispositions de la loi qui lui sera la plus favorable.

L'intention du législateur ayant été de rendre meilleure la situation des petits débiteurs, on admettra pareillement que les lois antérieures, relatives à la saisie des traitements de certains fonctionnaires, continueront à recevoir encore leur application, lorsque le régime qu'elles comportent est plus favorable au débiteur que celui de la loi de 1895.

(1) En ce sens : SCHAFFHAUSER et CHEVRESSON, *Lois nouvelles*, 1897, 1, p. 40. — FOIGNET, *Commentaire de la loi du 12 juillet 1895*, n^{os} 12 et 13. — PABON, *Traité de la saisie-arrêt des salaires*, n^o 44. — FORTIER, *Loi sur la saisie-arrêt des salaires*, n^o 16.

Les traitements des ecclésiastiques et des officiers de la marine de l'Etat demeureront donc, comme par le passé, insaisissables en totalité (1).

Quant aux traitements des officiers de l'armée de terre, dont le décret du 17 juillet 1791 permet de saisir le cinquième de la portion excédant 600 fr., il faudra, au contraire, décider que les dispositions de ce décret ne seront applicables que si ces traitements dépassent 2,000 fr. S'ils sont inférieurs à ce chiffre, ils seront régis par la législation nouvelle.

Notons, enfin, qu'aucune condition spéciale de capacité ou d'état n'étant imposée par la loi pour figurer dans une procédure de saisie-arrêt en qualité de débiteur saisi, la saisie-arrêt pourra frapper les mineurs, les interdits et les femmes mariées, si ces personnes rentrent dans une des catégories de salariés visés par la loi; sauf à mettre en cause, dans l'instance en validité, les représentants légaux de ces incapables, ou les personnes qui doivent les assister ou les autoriser.

§ III. — *Tiers-saisi.*

La saisie-arrêt étant une défense faite au débiteur de payer son créancier, cette défense ne peut être formée qu'entre les mains de ce débiteur.

Lorsqu'il s'agit de traitements ou salaires des

(1) Arrêté des consuls du 18 nivôse an XI. — Arrêté du 15 germinal an XII. — Décret du 11 août 1856.

employés ou ouvriers, le débiteur de ces traitements où salaires étant le patron, ce sera entre les mains de ce dernier que l'opposition devra être formée. La loi nouvelle ne pourra donc s'appliquer que si le tiers-saisi est un patron ou un maître rétribuant le salarié de ses propres deniers, patron qui sera, suivant les cas, une personne physique ou une personne morale.

Si le patron ou maître est une personne physique, c'est évidemment entre ses mains que doit être effectuée la saisie-arrêt. Il pourra se faire, cependant, que ce patron soit un mineur ou une femme mariée ou même un failli. Dans ce cas, la saisie-arrêt devra être pratiquée entre les mains du représentant légal de ces incapables : du tuteur, s'il s'agit d'un mineur ; du mari, s'il s'agit d'une femme mariée ; du syndic, si c'est un failli. Si le patron était en état de liquidation judiciaire, la saisie-arrêt devrait, conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi du 4 mars 1889, modifié par la loi du 4 avril 1890, être notifiée à la fois au liquidé et au liquidateur.

Lorsque le salarié sera rétribué par une personne morale, telle qu'une Société de commerce, la saisie-arrêt devra être formée entre les mains du gérant de la Société qui est chargé de l'administrer, et, s'il y a plusieurs gérants administrant collectivement, chacun d'eux aura qualité pour recevoir les oppositions, faites sur les traitements de leurs employés.

Si ces Sociétés ont des succursales, la saisie-arrêt pourra être faite entre les mains du gérant de la succursale. Il est, en effet, admis par la jurisprudence, que des Sociétés, telles que les Compagnies de chemins de fer, sont pleinement représentées dans leurs succursales par le directeur de ces établissements; la saisie-arrêt sur les traitements des employés sera, par suite, valable lorsqu'elle aura été signifiée au chef de gare duquel dépend l'employé.

C'est donc seulement, entre les mains du patron ou de son représentant légal, que les saisies-arrêts, relatives aux salaires des ouvriers qu'il emploie, peuvent être formées.

La loi nouvelle est cependant venue apporter une grave dérogation à ce principe, en donnant, dans son article 6, § 3, la faculté de signifier l'exploit de saisie-arrêt, et par conséquent de former la saisie-arrêt, non seulement entre les mains du patron, mais encore entre celles de « son représentant préposé au paiement des salaires ou traitements dans le lieu où travaille le débiteur saisi. »

Cette innovation, qui déroge au droit commun, puisqu'en matière ordinaire la saisie-arrêt ne peut être pratiquée qu'entre les mains du tiers-saisi, et qui, par suite, doit être interprétée restrictivement, a donné lieu dans la pratique à de nombreuses difficultés d'application, surtout en ce qui concerne les fonctionnaires et employés de l'Etat.

Remarquons, tout d'abord, qu'en autorisant la

signification de l'exploit de saisie-arrêt au représentant du patron, la loi ne retire pas au patron la qualité de tiers-saisi pour en investir son représentant. Elle concède, simplement, au saisissant, la faculté de signifier son exploit au représentant du patron, qui ne devient pas pour cela partie en cause dans l'instance de saisie-arrêt. Ce dernier sert, en quelque sorte, d'intermédiaire entre le saisissant et le tiers-saisi, en recevant l'exploit de saisie-arrêt ou les oppositions postérieures qu'il transmet immédiatement au patron. Dès que cette signification est faite, le rôle du représentant est terminé; il doit donc disparaître pour ne laisser en cause que le patron lui-même ou son représentant légal, s'il en a un (1).

Deux conditions sont, toutefois, nécessaires pour que le saisissant puisse user de la faculté, que lui concède la loi nouvelle, de former la saisie-arrêt entre les mains du représentant du patron. Il faut, d'abord, que le patron, tiers-saisi, ait un représentant dans le lieu où travaille le débiteur saisi. Ce représentant doit avoir, en outre, la mission de payer les employés ou commis placés sous ses ordres.

Le mot, *représentant*, employé par la loi, implique nécessairement l'idée d'un mandat légal ou conventionnel, donné par le patron à une personne qu'il

(1) En ce sens : Tribunal de paix de Troyes, 11 septembre 1893, D. 97, 2, 43.

investit de sa confiance et qu'il charge de gérer ses affaires. Un employé, un domestique, un ouvrier ne sont donc point des représentants du patron, si celui-ci ne leur a pas donné le pouvoir d'administrer, et aucune saisie-arrêt, au préjudice d'un ouvrier ou d'un employé, ne pourrait être valablement pratiquée entre leurs mains, même si le débiteur saisi travaillait sous leurs ordres. Les chefs de gare d'une Compagnie de chemins de fer, qui gèrent et administrent dans la ville où ils se trouvent les affaires de cette Compagnie, devront, au contraire, en être considérés comme les représentants, alors que le siège social de cette Société est, en général, à Paris.

Lorsqu'à cette qualité de représentant du patron viendra s'ajouter le pouvoir de payer les employés ou ouvriers, l'article 6 devra, dès lors, recevoir son application. C'est ainsi que, dans les succursales des maisons de commerce où il y a un gérant chargé d'administrer d'une manière générale les affaires de la maison, la saisie-arrêt, au préjudice des employés ou ouvriers de la succursale, pourra être faite entre les mains du gérant.

Cette nouvelle disposition de la loi de 1895 a été surtout édictée en vue des grandes exploitations, (mines, chemins de fer, banques, etc....), qui ont des préposés ou même des agences en dehors du siège social. Elle a eu aussi pour but d'éviter des fraudes, qui auraient parfois pu se produire. Il eût, en effet, été possible au saisi, pendant le temps

écoulé entre la saisie-arrêt faite au domicile réel du tiers-saisi et la signification de cette saisie à l'endroit où il travaille, de se faire remettre, par le gérant chargé de le payer, tout ou partie des appointements qui lui seraient dus par la Société.

L'application de cette exception a cependant donné lieu à des difficultés, en ce qui concerne les fonctionnaires et les employés de l'Etat.

Des lois et règlements administratifs spécifient, en effet, entre les mains de quelles personnes la saisie-arrêt doit être pratiquée, lorsqu'il s'agit d'employés ou ouvriers de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics.

Aux termes de l'article 5 du décret du 18 août 1807, les saisies-arrêts, sur les traitements des fonctionnaires des départements et des communes, doivent être faites entre les mains du comptable public, préposé au paiement de ces traitements.

D'après l'article 13 de la loi du 9 juillet 1836, « toutes saisies-arrêts ou oppositions sur des sommes dues par l'Etat, toutes significations de cession ou transport desdites sommes et de tous autres actes ayant pour objet d'en arrêter le paiement, devront être faites entre les mains des payeurs, agents ou préposés sur la caisse desquels les ordonnances ou mandats seront délivrés. Néanmoins, à Paris, et pour tous les paiements à effectuer à la caisse du payeur central au Trésor public, elles devront être exclusivement faites entre les mains

du conservateur des oppositions au Ministère des Finances.... »

Il résulte de ces textes que, toutes les fois qu'il s'agit de fonctionnaires ou ouvriers de l'Etat, qui, pour toucher leurs traitements, reçoivent en général des mandats sur la caisse du trésorier-payeur général du département, la saisie-arrêt contre ces fonctionnaires ou ouvriers doit être pratiquée entre les mains du trésorier-payeur général.

La loi nouvelle, en autorisant la signification de l'exploit de saisie-arrêt entre les mains du représentant du tiers-saisi préposé au paiement des salaires ou traitements dans le lieu où travaille le débiteur saisi, n'est-elle pas venue modifier et même abroger les dispositions du décret de 1807 et de la loi de 1836 ?

Si l'on admet l'affirmative, il faut décider que la saisie-arrêt du traitement d'un fonctionnaire ou d'un employé de l'Etat pourra être pratiquée, soit entre les mains du receveur particulier des finances, soit entre les mains du percepteur, soit même entre les mains d'un fonctionnaire quelconque, simple intermédiaire entre le comptable sur la caisse duquel les mandats sont délivrés et la personne dont le traitement a été saisi.

Cette opinion a été consacrée par un certain nombre de décisions judiciaires, qui ont jugé, notamment, que le traitement d'un instituteur communal ou d'un cantonnier départemental peut être saisi

entre les mains du percepteur du canton dans lequel l'instituteur ou le cantonnier sont employés. Il a été également décidé qu'un brigadier des Douanes, chargé par le receveur principal de payer les préposés sous ses ordres, avait qualité pour recevoir signification de la saisie-arrêt formée sur les traitements de ces préposés.

Ces solutions se basent sur ce que la loi nouvelle, ayant voulu éviter aux parties des frais et des lenteurs, a certainement visé, par ces mots « le préposé au paiement des salaires ou traitements », le caissier ou le fonctionnaire subalterne chargé de payer les employés, ouvriers ou fonctionnaires. Si le législateur avait considéré comme payeur unique le directeur départemental d'une administration, il s'en serait, dit-on, expliqué, et n'aurait pas ajouté à l'article 6 *in fine* cette phrase qui deviendrait alors complètement inutile et même incompréhensible: « Dans le lieu où travaille le débiteur saisi » (1).

C'est-là, croyons-nous, une erreur profonde, et rien, dans les débats parlementaires, ne permet de supposer, que le législateur de 1895 ait voulu déroger aux règles de la comptabilité publique établies par les décrets de 1807 et de 1862 et par la loi de 1836.

Le paragraphe 3 de l'article 6 de la nouvelle loi ne contredit, nullement, les articles 5 du décret de

(1) Tribunal de paix de Lesparre, 27 août 1895, SCHAFFHAUSER et CHEVRESSON, *Lois nouvelles*, 1895, 2, 226.

1807 et 13 de la loi de 1836 ; car les seuls représentants de l'Etat, des départements ou des communes, préposés au paiement des salaires ou traitements, sont précisément les payeurs, agents ou préposés, sur la caisse desquels les ordonnances ou mandats sont délivrés.

Le décret du 31 mai 1862, qui réglemente la comptabilité publique, dispose, en effet, que le paiement des ordonnances et mandats délivrés sur les caisses des payeurs, est effectué dans chaque département par un payeur unique, qui est le trésorier-payeur général. Ce dernier a donc seul qualité pour recevoir la signification des oppositions formées sur le traitement des fonctionnaires de l'Etat, qu'il est chargé de payer ; c'est à lui seul qu'il appartient de régler la somme qui doit être tenue à la disposition de chaque partie ayant des droits à faire valoir sur le montant du mandat délivré par l'ordonnateur ; et, seul, il est responsable, devant la Cour des Comptes, de la régularité de ses paiements et de ses pièces justificatives.

Le décret de 1862 oblige, il est vrai, les receveurs des finances, les percepteurs et autres receveurs des revenus publics, à participer, sur les fonds de leur caisse et pour le compte du payeur, au paiement des dépenses pour lesquelles leur concours est reconnu nécessaire ; mais cette coopération ne saurait être, à notre avis, suffisante pour les faire considérer comme des mandataires directs de l'Etat ou

comme des mandataires substitués au trésorier-payeur général. Ce ne sont que de simples agents d'exécution, auxiliaires du payeur, auxquels il n'est permis d'effectuer des paiements que sur un mandat revêtu d'un *Vu : bon à payer*, apposé par le trésorier-payeur général, mandat dont ils n'ont pas le droit de modifier le chiffre, leur mission étant restreinte à l'opération matérielle du versement des espèces. Ils ne peuvent donc recevoir utilement la signification d'une saisie-arrêt, ni en assurer l'efficacité; puisque, d'une part, il ne leur appartient pas d'opérer une retenue sur la somme qu'ils sont chargés de verser, et que, d'autre part, le mandat assigné sur leur caisse peut toujours être payé à celle du trésorier-payeur général, et, dans certains cas même, chez plusieurs d'entre eux, au choix de la partie prenante.

Aussi faut-il décider, conformément à la maxime *Legi speciali per generalem non derogatur*, que la loi de 1893, qui est une loi générale, n'a certainement pas entendu déroger à la législation spéciale établie par les décrets de 1807 et de 1862 et par la loi de 1836, et que ce sera, seulement, entre les mains du trésorier-payeur général, que les oppositions sur les traitements des fonctionnaires ou employés de l'Etat pourront être formées.

Cette interprétation, admise par différentes circulaires ministérielles et par de nombreuses décisions judiciaires, a été, en outre, consacrée par un

arrêt de la Cour de Cassation, qui, à la date du 11 mai 1896, a reconnu que la saisie-arrêt, pratiquée sur le traitement d'un instituteur, ne pouvait être valablement signifiée au percepteur des contributions indirectes (1).

Lorsque les fonctionnaires ou ouvriers recevront des mandats de paiement sur des caisses autres que celle du trésorier-payeur général, ce sera entre les mains des comptables, sur les caisses desquels les mandats sont délivrés, que la saisie-arrêt devra être pratiquée.

C'est ainsi, que les oppositions aux traitements des employés et facteurs des Postes devront être formées entre les mains des receveurs principaux des Postes et Télégraphes du département, et que, celles, relatives aux employés ou préposés des Douanes et des Contributions indirectes, devront être signifiées aux receveurs principaux de chaque direction (2).

Les émoluments des préposés de l'Enregistrement, qui, selon les emplois, sont tantôt fixes, tantôt proportionnels, donnent lieu à une distinction.

(1) Circulaire adressée, le 24 août 1895, aux trésoriers-payeurs généraux par le chef du service du contentieux, agent judiciaire du Trésor public. — Circulaire du Ministre du Commerce et de l'Industrie, en date du 9 mai 1895. — Circulaire du Parquet de la Seine aux juges de paix de son ressort, *Moniteur des juges de paix*, 1895, p. 460. — Jugement du Tribunal de paix de Dunkerque (canton Est) du 30 mai 1895, SCHAFFHAUSER et CHEVRESSON, *Lois nouvelles*, 1895, 2, 221.

(2) Circulaire du Ministre du Commerce, du 9 mai 1895.

Le receveur de l'Enregistrement des actes civils du chef-lieu de chaque département est exclusivement chargé du paiement des traitements fixes des préposés de l'Enregistrement (directeurs, inspecteurs, sous-inspecteurs, receveurs rédacteurs, commis, etc...). Ce sera donc entre les mains de ce fonctionnaire que devront être faites toutes les saisies-arrests.

Quant aux conservateurs des hypothèques et aux receveurs de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, dont les émoluments consistent en remises proportionnelles sur les produits qu'ils recouvrent, et qui prélèvent, eux-mêmes, ces remises sur les recettes qu'ils effectuent : les saisies-arrests devront être faites entre leurs propres mains.

Ces fonctionnaires sont tenus d'en informer immédiatement leur directeur, qui s'assurera que la somme saisie-arrestée a été versée à la Caisse des Dépôts et Consignations. Aussi, est-il prudent, pour le cas où le receveur saisi négligerait de le faire, de dénoncer au directeur la saisie-arrest pratiquée contre le receveur.

Les sommes dues par les départements pour les traitements de leurs employés, étant ordonnancées par le préfet et payées par le trésorier-payeur général du département, la saisie-arrest de ces traitements devra être pratiquée entre les mains de ce comptable.

• Les saisies-arrests au préjudice des employés ou

ouvriers communaux seront faites, au contraire, entre les mains du receveur municipal, ou du percepteur chargé de percevoir les recettes municipales.

Enfin, pour les employés, ouvriers ou gens de service des établissements publics (hospices, bureaux de bienfaisance, fabriques, etc...), les oppositions seront signifiées aux personnes chargées dans chacun de ces établissements de payer les dépenses, (receveurs des hospices, économes, trésoriers de fabriques, etc...).

Comme on le voit, la dérogation que l'article 6, § 3, apporte au droit commun, ne modifie nullement le régime antérieur, en ce qui concerne les saisies-arrêts ou oppositions pratiquées sur les traitements des fonctionnaires et employés de l'Etat. Les mots « dans le lieu où travaille le débiteur saisi » qui terminent cet article ne visent évidemment pas ces fonctionnaires, et il est très vraisemblable que le législateur, en inscrivant cette phrase dans la loi, a eu surtout en vue les employés des grandes administrations commerciales et n'a pas songé aux fonctionnaires de l'Etat auxquels cette disposition n'est et ne peut être applicable.

Nous avons ainsi terminé l'examen des différentes catégories de personnes pouvant bénéficier de l'article 1^{er} de la nouvelle loi ; il nous reste maintenant, pour achever l'étude de cet article, à rechercher dans quelle proportion les créanciers peuvent

saisir-arrêter les traitements ou salaires de leurs débiteurs.

SECTION II

Quotité saisissable

Le principe de l'insaisissabilité une fois admis, restait à déterminer le taux de la quotité saisissable. A cet égard, trois systèmes différents étaient possibles et s'offraient au législateur.

I. — On pouvait d'abord déclarer les salaires insaisissables pour le tout jusqu'à un chiffre minimum.

Ce système fut, pour la première fois, soumis à la Commission de 1887 par M. Ceccaldi, qui proposait de déclarer insaisissables tous les traitements ou salaires de moins de 1,200 fr. par an.

Les propositions de M. Thellier de Poncheville et de M. Loustalot s'inspiraient également de la même idée : l'une, en établissant l'insaisissabilité absolue des salaires ne dépassant pas 3 fr. par jour et des appointements inférieurs à 100 fr. par mois ; l'autre, en interdisant la saisie des traitements ou salaires de moins de 60 fr. par mois, payables par mensualités.

C'était aussi le système admis dans quelques législations étrangères : en Autriche, où les salaires sont absolument insaisissables jusqu'à un minimum

de 800 florins ; en Hongrie, où les salaires dépassant 600 florins sont seuls saisissables ; en Espagne, où les salaires inférieurs à 6 fr. par jour ne peuvent être saisis (1).

M. Thellier de Poncheville, dans son exposé des motifs, justifiait cette disposition dans les termes suivants : « On mettrait ainsi un terme à des habitudes de crédit trop faciles, qui favorisent l'insouciance et l'imprévoyance du lendemain, et exposent l'ouvrier à des saisies-arrêts permanentes, nécessitant dans les grandes sociétés industrielles une véritable comptabilité, source de difficultés au moment de la paye, cause de récriminations de la part de l'ouvrier, enchevêtrement de saisies, grossissant la dette des intérêts et des frais. On couperait court à tous ces abus, à toutes ces sources de mécontentement et de misère, en prohibant absolument les saisies. » Mais, établir l'insaisissabilité absolue, ne serait-ce pas ruiner du même coup le crédit de l'ouvrier qui peut être parfois nécessaire, en cas de chômage et de maladie, au travailleur le plus laborieux et le plus économe ? Serait-il juste, en outre, qu'un individu pût soustraire tout ce qu'il gagne au paiement de ses dettes ? Enfin, la somme rigoureusement indispensable à la vie de chacun, variant incessamment suivant les temps, les lieux et l'état

(1) Voir supra, 1^{re} partie, chap. II, *Législations étrangères*, p. 36.

de famille, pourrait-on arriver à fixer d'une façon équitable un minimum de salaire insaisissable ?

Devant ces objections décisives, ce système, qui rencontra tout d'abord un certain nombre de partisans, fut bientôt abandonné.

II. — On songea alors à imposer à la faculté de saisir une limite variant entre un maximum et un minimum, entre lesquels le juge pourrait se mouvoir, suivant les circonstances particulières de chaque espèce.

Cette opinion, qui fut, elle aussi, soumise à la Commission de 1887 par M. Jullien, a été reprise, lors de la discussion de la loi, par M. Royer. Montrant les inconvénients de la fixation d'un taux uniforme, alors que la situation de chaque débiteur varie suivant le chiffre de son salaire et l'étendue de ses besoins, M. Royer proposait, dans son amendement, de laisser au juge de paix du domicile du débiteur le soin de déterminer, suivant les cas, la quotité saisissable du salaire. Mais la loi que l'on se proposait de voter, ayant spécialement pour but de rompre avec la pratique antérieure, qui laissait à chaque tribunal le soin de limiter les effets de la saisie et qui nécessitait autant de contestations judiciaires que de saisies-arrêts, admettre l'amendement de M. Royer, c'eût été faire disparaître l'utilité et le principe essentiels de la loi et confirmer une pratique à laquelle on voulait remédier.

III. — Restait donc le principe de l'insaisissabilité

partielle, qui permet de saisir le salaire, même le plus minime. C'est ce que proposa M. Jacquemart, en limitant au cinquième l'effet de la saisie-arrêt sur salaires ou traitements ne dépassant pas annuellement 2,000 fr. C'était aussi ce que contenait le projet du Gouvernement, qui ne permettait de saisir que le dixième des salaires des ouvriers et gens de service et appliquait la même proportion aux traitements des employés inférieurs à 2,400 fr. par an. Au-dessus de ce chiffre, les appointements étaient divisés en deux parts : les premiers 2,400 fr. restaient insaisissables ; le surplus, ne tombant pas sous l'application de la loi, était comme auparavant abandonné à l'appréciation du juge.

MM. Chiché, Jourde et Aimel s'inspiraient encore de la même idée, en établissant une saisissabilité graduée sur le taux des salaires et analogue à celle adoptée par la loi de l'an IX.

Ce fut ce principe de l'insaisissabilité partielle, admis déjà par la plupart des lois étrangères (1) et le seul digne, selon nous, de recevoir la consécration législative, qui triompha définitivement.

La Commission de la Chambre, après avoir repoussé le principe d'un minimum au-dessous duquel le salaire serait saisissable pour le tout, fixa, en effet, la quotité saisissable au dixième du montant des salaires ou traitements, lorsque ceux-ci

(1) Voir *supra*, 1^{re} partie, chap. II, *Législations étrangères*, p. 36.

ne dépasseraient pas 2,000 fr., l'excédent du traitement restant saisissable pour le tout.

L'article 1^{er} du projet, tel qu'il fut soumis à la Chambre, qui le vota sans modification, était donc ainsi rédigé :

« Toute saisie-arrêt sur salaires dus aux ouvriers et gens de service ou sur appointements dus à tous commis, employés et fonctionnaires publics ne frappera que le dixième, lorsque ces traitements ou appointements ne dépasseront pas annuellement 2,000 fr. Au delà de ce chiffre, l'excédent est saisissable pour le tout. »

La Commission du Sénat accepta sans difficulté la fixation de la quotité saisissable au dixième ; mais elle estima que le projet avait le tort de n'accorder le bénéfice de l'insaisissabilité qu'aux salaires ne dépassant pas annuellement 2,000 fr. Elle fit alors, pour des motifs qui nous sont déjà connus, une distinction entre les salaires des ouvriers et les traitements des employés.

Elle supprima, en outre, la disposition finale de l'article 1^{er} portant qu'au delà de 2,000 fr. l'excédent des traitements serait saisissable pour le tout, laissant cet excédent soumis à l'ancienne législation, c'est-à-dire : à l'arbitrage des tribunaux pour les employés et commis ordinaires, et à la loi du 21 ventôse an IX pour les fonctionnaires publics. Cette réglementation avait, en effet, paru excessive à la Commission ; « car, dit le rapporteur, il n'y a

pas été tenu compte suffisant de l'iniquité pouvant résulter d'une limitation aussi brutalement faite. Ainsi, avec le projet voté par la Chambre, l'employé qui a 2,000 fr. de traitement se voit retenir le dixième, soit 200 fr. ; à 2,100 fr. de traitement, la loi ne laisse saisir que l'excédent des 2,000 fr., soit 100 fr. seulement. Le résultat est déjà choquant, et l'employé chargé de famille, qui gagne 3,000 fr., se verra retenir 1,000 fr. ! L'inégalité est par trop criante, et il a paru équitable à votre Commission de supprimer l'alinéa en question du texte de la Chambre ; la conséquence, c'est le retour au droit commun actuel pour les traitements et appointements supérieurs à 2,000 fr., c'est-à-dire l'arbitrage ordinaire des tribunaux pour les employés ou commis ordinaires et l'application de la loi du 21 ventôse an IX pour les fonctionnaires publics et les employés civils visés par cette loi. »

Lors de la discussion au Sénat, M. Chovet combattit la distinction introduite par la Commission entre les ouvriers et gens de service, d'une part, et les employés et commis, de l'autre, prétendant qu'on pourrait, avec un peu de soin, déterminer facilement le chiffre annuel du salaire d'un ouvrier. Aussi, considérant que le petit employé, qui n'est bien souvent ni plus riche ni plus heureux que l'employé, a droit, comme ce dernier, à la sollicitude du législateur, proposait-il de faire à tous un sort identique ; et, reprenant une idée déjà émise

par MM. Chiché, Jourde et Aimel, il établissait une gradation dans la quotité saisissable, qu'il fixait à $\frac{1}{10}$, pour les salaires et appointements n'atteignant pas 1,500 fr. par an; à $\frac{1}{5}$, de 1,500 fr. à 3,000 fr. ; à $\frac{1}{4}$, au-dessus de cette somme, sans que le bénéfice de la loi puisse s'étendre aux salaires, gages, appointements ou traitements supérieurs à 4,000 fr.

Cette idée que le Conseil supérieur du Travail avait déjà examinée et repoussée, le fut de nouveau par le rapporteur de la Commission du Sénat. « On a voulu, disait M. Régismanset, poser une règle simple et équitable, qui pourra être retenue par tous et facilement appliquée. Il faut qu'à l'instant même où l'opposition est faite, le patron sache quelle somme il doit retenir à l'ouvrier, que le créancier sache quelle somme il recevra annuellement, que le débiteur sache quelle somme il conservera pour son existence. Voilà pourquoi la formule simple du projet a paru préférable à la formule trop compliquée de l'amendement, qui conduit d'ailleurs à des résultats que l'équité condamne. Ainsi, pour un traitement de 1,499 fr., on ne pourrait saisir qu'un dixième, soit 150 fr. ; et pour un traitement de 1,501 fr., on pourrait saisir le cinquième, soit 300 fr. »

L'amendement de M. Chovet fut rejeté et le texte proposé par la Commission, qui est l'article 1^{er} actuel, fut adopté. La loi étant revenue à la

Chambre, la double modification apportée par le Sénat à l'article 1^{er} y fut également votée.

L'économie de l'article 1^{er} de la loi est donc, en définitive, celle-ci :

Insaisissabilité des salaires des ouvriers et gens de service, jusqu'à concurrence des 9/10, quel que soit le montant de ces salaires ;

Insaisissabilité des appointements et traitements des employés ou commis et des fonctionnaires, jusqu'à concurrence des 9/10, lorsqu'ils ne dépassent pas 2,000 fr. par an ;

Pour les appointements et traitements supérieurs à 2,000 fr. par an, maintien de la législation ancienne.

Mais quel sera l'objet de la saisie-arrêt et sur quels éléments devra porter le dixième saisissable ? C'est ce qu'il faut maintenant déterminer. Pour cela il importe de distinguer les différentes catégories de débiteurs visés en l'article 1^{er}, conformément aux définitions que nous en avons données dans la section I du présent chapitre.

1^o *Ouvriers et gens de service.* — L'ouvrier, qui par son travail manuel contribue à la production de la richesse, a droit comme tout producteur à une part dans le résultat total de l'entreprise. Cette part, qu'il reçoit tous les jours, toutes les semaines ou tous les mois, et qui n'est autre que la rémunération normale de son travail, constitue le salaire et doit essentiellement consister en une

somme d'argent. Dire que toute peine mérite salaire équivaut donc à dire que tout service doit, en principe, être rémunéré en monnaie. « Un prix, disent MM. Labori et Schaffhauser, est exigé pour qu'il y ait louage de services, sinon ce serait un mandat. Le prix est en argent, sinon ce serait un contrat innommé et non un louage de services (1). » C'est ce prix, fixé par le contrat déterminant les obligations réciproques des parties, qui représente l'indemnité des travaux dont la limite est convenue à l'avance et qui constitue le salaire de l'ouvrier dont le dixième seulement peut être saisi.

Cette rétribution est quelquefois accompagnée de certaines prestations en nature (nourriture, habillement, logement, etc.), qui, sans modifier la nature du contrat intervenu entre les parties, viennent s'ajouter à la somme d'argent versée à l'ouvrier. Bien que ce soit la réunion de ces deux éléments qui constitue la rémunération du travail, nous croyons, cependant, que les prestations en nature ne doivent pas, en général, être comprises dans le calcul de la quotité saisissable. Leur caractère aléatoire, et l'impossibilité presque absolue d'en faire une juste évaluation s'opposent, en effet, à ce qu'elles puissent entrer en ligne de compte.

Cette règle aura, il est vrai, l'inconvénient de produire parfois quelques inégalités choquantes,

(1) *Répertoire encyclopédique du droit français*, Louage d'ouvrage et d'industrie, nos 5 et 28.

et tel individu qui, nourri et logé, touche 60 fr. par mois, se verra retenir 6 fr., alors qu'un autre, forcé de subvenir à tous ses besoins et, par conséquent, moins riche que le premier quoique touchant 120 fr. par mois, se verra retenir 12 fr. Mais la loi nouvelle pouvait-elle prévoir tous les cas ? D'ailleurs, si, pour calculer la quotité saisissable, il fallait tenir compte du logement et de la nourriture fournis à l'ouvrier, ne reviendrait-on pas à l'arbitraire de l'ancienne législation que la loi nouvelle s'est surtout proposé d'éviter (1) ? Aussi, ne saurions-nous adhérer à ce jugement du Tribunal de paix de Dormans qui déclare : que, si les prestations en nature constituent, en vertu de la convention intervenue entre le maître et le domestique, le seul mode de rétribution de ce dernier, il appartient au juge de décider, d'après les circonstances de la cause, que ces libéralités doivent être considérées comme de véritables gages et être par suite susceptibles de saisie jusqu'à concurrence du dixième (2).

Nous n'admettons pas davantage que les pourboires, qui ne sont que des gratifications ne faisant pas partie du salaire, puissent entrer en ligne de

(1) En ce sens : SCHAFFHAUSER et CHEVRESSON, *Lois nouvelles*, 1897, 1, p. 54. — STRAUSS, *Commentaire de la loi du 12 janvier 1895*, p. 32. — PABON, *Traité de la saisie-arrest des salaires*, n° 98.

(2) Tribunal de paix de Dormans, 5 mars 1896, (*Moniteur des huissiers*, 1896, 2, 259). — SCHAFFHAUSER et CHEVRESSON, *Lois nouvelles*, 1897, 4, 55.

compte dans le calcul du quantum saisissable (1). Il existe cependant certains établissements (ateliers de coiffure, cafés, restaurants, etc.), où les gens de service sont exclusivement rétribués au moyen d'une caisse alimentée par les pourboires, qui, répartis chaque semaine, chaque mois, ou même chaque jour entre les divers garçons, forment leur unique émolument. Les pourboires perdant alors leur caractère de gratification pour devenir une véritable redevance, rien ne s'oppose à ce qu'ils soient saisis entre les mains du patron qui les détient (2).

Dans certaines industries, les patrons encouragent leurs ouvriers par des primes ou sursalaires calculés, soit d'après la quantité de produits fabriqués, soit d'après l'économie réalisée sur les matières premières ou le combustible. Bien que facultatives, ces primes doivent être comprises dans le calcul du dixième saisissable. Elles font, en effet, partie de la somme d'argent versée à l'ouvrier, qu'elles rémunèrent, non seulement du temps passé au travail, mais aussi du soin qu'il y a apporté (3).

Quelquefois aussi les ouvriers participent aux bénéfices de l'industrie dans laquelle ils sont em-

(1) Sic : SCHAFFHAUSER et CHEVRESSON, op. cit., n° 36. — STRAUSS, op. cit., p. 32.

(2) Sic : SCHAFFHAUSER et CHEVRESSON, op. cit., n° 36. — PABON, op. cit., n° 98. — Contra : EMION, *La saisie-arrêt des salaires*, n° 6.

(3) En ce sens : STRAUSS, op. cit., p. 32. — *Le Code ouvrier*, par MM. ANDRÉ et GUIBOURG, p. 15.

ployés. Cette part de bénéfice qui leur est allouée est ordinairement fixée par le contrat intervenu avec le patron; elle doit par suite être comptée dans la computation du salaire.

Dans certains cas cependant, l'ouvrier ne touchera pas intégralement la rémunération qui lui est attribuée et son gain pourra se trouver diminué par des retenues opérées par le patron, soit en vertu d'amendes, soit afin d'effectuer des versements à une caisse de secours ou de retraites. Ces différentes retenues seront sans influence sur la quotité saisissable dont elles ne viendront pas diminuer le montant; les amendes, parce qu'infligées à l'ouvrier à titre de peine, il ne tient qu'à lui de ne pas les encourir (1); les versements aux caisses de secours, parce que, faits en vue d'assurer le salarié contre la maladie ou les accidents de son travail, ils sont effectués dans l'intérêt exclusif du travailleur et font partie intégrante de son salaire (2). Sans doute l'ouvrier ne touche pas ces retenues, mais, en droit, les choses doivent se passer comme s'il les avait d'abord touchées, puis ensuite remises à la Compagnie, en vertu du contrat intervenu, lequel ne saurait être opposable aux tiers, notamment au saisissant, au regard duquel le salaire doit être cal-

(1) Contra : PABON, n° 101. Suivant cet auteur, la quotité saisissable devant se calculer sur la somme d'argent réellement touchée par l'ouvrier, le montant des amendes retenues à l'ouvrier doit être déduit du salaire.

(2) Sic : PABON, n° 102.

culé comme si la retenue n'existait pas. Il en serait autrement des indemnités dues aux ouvriers en cas d'accident, soit par le patron, soit par une compagnie d'assurances. Ces indemnités sont absolument indépendantes du salaire; la loi nouvelle ne saurait donc leur être applicable, et le créancier qui voudrait les saisir devrait suivre la voie tracée par le Code de Procédure civile pour les saisies-arêts ordinaires.

2° *Employés et commis.* — La deuxième catégorie de débiteurs visés par l'article 1^{er} comprend les employés et commis de tout genre lorsque leurs appointements ne dépassent pas 2,000 fr. par an. La quotité saisissable sera, dans ce cas, du dixième du traitement, c'est-à-dire du dixième de la somme sur laquelle, en vertu du contrat qui le lie, l'employé est en droit de compter pour la rémunération de son travail.

Ne devront donc pas entrer en ligne de compte :

1° Les prestations en nature allouées aux employés à titre de supplément d'appointements (nourriture, logement, etc.). Comment, en effet, saisir le dixième de la nourriture d'un employé? Comment apprécier la valeur du logement fourni dans la maison de l'employeur?

2° Les gratifications et rétributions spéciales accordées à l'employé, non pour la rémunération de son travail, mais en récompense de son zèle ou de son assiduité et, qui, essentiellement variables et

aléatoires, peuvent être supprimées du jour au lendemain ; ce caractère anormal et irrégulier ne permet pas de voir dans leur attribution les conséquences directes d'un contrat de louage de services ;

3° Les indemnités de voyage ou d'hôtel, qui constituent simplement le remboursement d'avances occasionnelles faites par l'employé et ne sauraient faire partie de son traitement.

Aucune de ces indemnités ou allocations ne pourra être soumise à la saisie du dixième, la loi visant spécialement le salaire de l'employé, et non les profits plus ou moins aléatoires pouvant lui échoir.

Le calcul de la quotité saisissable devra donc exclusivement porter :

1° Sur la somme d'argent à laquelle l'employé a droit par son contrat ;

2° Sur les remises, les commissions et parts d'intérêts ou de bénéfices auxquelles cet employé a ou aura droit en vertu du même contrat. Dans ce cas, l'employé est, en effet, payé de son travail par deux rémunérations : l'une fixe, l'autre aléatoire qui, à elles deux, forment son traitement. Si ce commis n'était pas intéressé dans les affaires de la maison, il toucherait certainement un traitement fixe supérieur à celui qu'il reçoit ; le débiteur trouve donc là une rémunération qui, pour être aléatoire, n'en existe pas moins et sur laquelle le créancier a dû compter ;

3° Les allocations fixes allouées à l'employé, à titre d'indemnités de logement ou de résidence, doivent aussi entrer en ligne de compte. Il a cependant été soutenu que cette indemnité n'est pas la rémunération du travail accompli, mais le remboursement du loyer payé par l'employé (1). Si, dit-on, l'administration logeait elle-même son employé, on ne pourrait pas évidemment compter dans le chiffre des appointements la valeur approximative du logement fourni; on ne le peut pas davantage, si, au lieu d'un logement qu'il ne paie pas, l'employé reçoit une allocation pour le paiement de son loyer. Nous ne saurions partager cette opinion, car par traitement il faut entendre toutes les sommes qu'un employé reçoit à un titre quelconque, d'une façon permanente et régulière, en raison de la situation qu'il occupe; traitement pouvant, il est vrai, se composer parfois d'éléments divers, qui, en se réunissant, constituent dans leur ensemble la véritable rémunération du travail.

C'est cette somme totale touchée par l'employé qui permettra de calculer la quotité saisissable et de déterminer si la loi nouvelle peut être appliquée, somme dans laquelle il ne faudra pas négliger de comprendre les retenues opérées à titre d'amendes ou d'assurances, car tant que le salarié travaille, les retenues se confondent avec le

(1) EMION, *op. cit.*, n° 15.

salaire (1). Il s'agit là d'ailleurs de droits purement éventuels, qui ne sauraient faire l'objet d'une saisie-arrêt particulière, car « si la saisie-arrêt pouvait avoir pour unique objet des droits éventuels, elle pourrait s'étendre sans limites et apporter aux relations et aux intérêts privés de trop fâcheuses conséquences pour ne pas atteindre l'intérêt public (2). »

Pour déterminer si la loi nouvelle pourra s'appliquer aux époux mariés sous le régime de la communauté et ayant l'un et l'autre la qualité d'employés, il faudra envisager séparément les traitements qu'ils peuvent toucher. La saisie-arrêt formée sur ces appointements pour sûreté d'une dette de l'un des époux sera donc soumise aux règles de compétence de la loi de 1895, si les appointements ou traitements de chacun d'eux sont inférieurs à 2,000 fr., alors même que leur total, qui tombe en

(1) En ce sens : Tribunal civil de Dijon, 5 mars 1896, *Gazette du Palais*, 1896, 1, 542; D. 97, 2, 41.

« Attendu, dit ce jugement, que les retenues, destinées à constituer une pension de retraite, ne sont en réalité qu'une portion du traitement que, en vertu de convention particulière, l'employé ou fonctionnaire restitue chaque mois et non un supplément d'émolument; que, par suite, elles ne peuvent être l'objet d'une saisie-arrêt particulière, étant comprises dans le chiffre total du traitement dont le dixième peut seul être saisi;

« Attendu qu'il est de toute évidence que le chiffre fixé par le législateur de 1895 est celui du traitement brut, le montant des retenues n'existant d'ailleurs qu'en vertu de règlements particuliers opposables aux seuls contractants.... »

(2) Cassation, 15 mai 1876, D. 76, 1, 437.

communauté, serait supérieur à cette somme (1). Admettre que la communauté peut jouer le rôle juridique de débiteur saisi, ce serait en effet lui reconnaître le caractère de personne morale distincte des époux, prérogative que la majorité des auteurs et la jurisprudence de la Cour de Cassation s'accordent à lui refuser (2).

Notons enfin que, pour apprécier si les appointements d'un employé doivent être régis par la loi de 1895, ce qui pourra parfois faire difficulté, lorsqu'il s'agira d'un traitement se composant d'appointements fixes et de commissions sur les affaires faites par cet employé au cours de ses voyages, il faudra rechercher, non pas si dans l'année il peut gagner au total plus de 2,000 fr., mais si, à la date de la saisie-arrêt, le traitement fixe annuel, augmenté du montant des commissions alors effectivement gagnées par lui, est inférieur à 2,000 fr. (3).

3° *Fonctionnaires*. — Tout ce que nous venons de dire des appointements des employés s'appliquant également aux traitements des fonctionnaires, il est

(1) Montpellier, 25 novembre 1895, D. 97, 2, 44. — Lyon, 20 décembre 1895, D. 96, 2, 289.

(2) Cassation, 18 avril 1860, D. 60, 1, 185; 16 janvier 1877, D. 78, 1, 265.

LAURENT, t. XXI, n^{os} 250, 392 et suivants. — GUILLOUARD, *Traité du contrat de mariage*, t. I, n^o 345, t. II, n^{os} 569 et suivants. — BAUDRY-LACANTINERIE, *Précis de droit civil*, t. III, n^o 35. — DALLOZ, *Rép. suppl. Contrat de mariage*, n^o 169.

(3) Tribunal civil de Lille, 2 mars 1896. *Le Droit* du 10 avril 1896; D. 97, 2, 43.

facile de déterminer en peu de mots les questions de compétence et de quotité saisissable relatives à cette catégorie de débiteurs. Comme ceux des employés, les traitements des fonctionnaires comprennent : la somme fixe qu'ils reçoivent annuellement, les indemnités de logement ou de résidence, les remises et, en général, toutes les sommes qu'ils reçoivent de l'Etat d'une façon permanente et régulière en raison de l'emploi qu'ils occupent. Par suite, il n'y aura pas lieu à l'application de l'article 1^{er} de la loi de 1895, mais bien à l'application des articles 557 et suivants du Code de Procédure civile, lorsque le traitement composé de ces divers éléments sera supérieur à 2,000 fr.

En résumé, qu'il s'agisse d'un ouvrier, d'un employé ou d'un fonctionnaire, la quotité saisissable doit toujours se calculer sur le montant total des salaires ou du traitement, sans qu'il y ait lieu de tenir compte ni des prestations en nature, ni des gratifications, ni des indemnités de déplacement. Cette quotité saisissable sera toujours du dixième du salaire quel qu'en soit le montant, et du dixième du traitement lorsqu'il sera inférieur à 2,000 fr.

Au-dessus de cette somme, on rentrera sous le régime de la loi de ventôse an IX.

Par suite :

1^o Sont saisissables jusqu'à concurrence d'un dixième seulement : les salaires des ouvriers, à quelque taux qu'ils s'élèvent, et les appointements

des commis ou employés et fonctionnaires, lorsqu'ils ne dépassent pas 2,000 fr.

2° Sont saisissables jusqu'à concurrence d'un cinquième jusqu'à 1,000 fr., d'un quart pour les 5,000 fr. suivants, d'un tiers au-delà de 6,000 fr., les traitements ou appointements des fonctionnaires et employés de l'Etat ou assimilés, lorsqu'ils dépassent 2,000 fr.

3° Enfin, lorsqu'il s'agira d'appointements supérieurs à 2,000 fr., touchés par des commis ou employés et par des fonctionnaires non visés par des lois spéciales, les tribunaux continueront, comme par le passé, à fixer le quantum saisissable.

La loi du 12 janvier 1895, qui est une loi relative à une voie d'exécution forcée et qui régleme la modalité de la saisie et la cession des salaires, est évidemment une loi d'ordre public. Tout acte ou toute convention contraire aux prescriptions de cette loi est donc radicalement nul, et non seulement le débiteur lui-même, mais toute personne y ayant intérêt, pourront se prévaloir de cette nullité, qui devra être prononcée par le juge en tout état de cause. En conséquence, ni le consentement du débiteur, ni son désistement, ni sa renonciation formelle au bénéfice des dispositions nouvelles ne sauraient autoriser qui que ce soit à prétendre ou à retenir une quotité plus forte que celle établie par la loi. Cette renonciation est, d'ailleurs, prohibée implicitement par le texte même de l'article 2, que nous

allons maintenant étudier, et qui défend de céder plus d'un dixième du salaire ou traitement ; car renoncer à l'insaisissabilité, ce serait, en réalité, constituer une cession déguisée.

CHAPITRE III

INCESSIBILITÉ DES SALAIRES ET TRAITEMENTS

Si tous les droits insaisissables ne sont pas incessibles, il existe cependant une étroite corrélation entre le principe de l'insaisissabilité et celui de l'incessibilité. Le législateur a fait une application de ces principes corrélatifs, en déclarant que les divers émoluments, saisissables seulement pour un dixième, ne seraient également cessibles que pour un autre dixième, garantissant ainsi l'ouvrier contre ses propres faiblesses et contre les entreprises des créanciers, qui auraient pu, en exigeant la cession totale des salaires, réduire à néant les dispositions qui venaient d'être prises à l'égard de la saisissabilité.

Cette disposition ne fut cependant admise qu'après avoir rencontré de vives résistances au sein des commissions.

M. Thellier de Poncheville, qui proposa le premier cette innovation, limitait à un cinquième de leur montant le droit de céder les salaires inférieurs à 3 fr. par jour et les traitements n'excédant pas 100 fr. par mois. Pour ceux qui s'élevaient au-dessus

de ces sommes, il n'autorisait la cession que jusqu'à concurrence des deux cinquièmes.

Mais la Commission de la Chambre repoussa l'idée d'inscrire dans la loi le principe de l'incessibilité totale ou partielle des salaires ou appointements, qui lui paraissait porter une atteinte trop grave au crédit et à la liberté de l'ouvrier. Défendre à l'ouvrier de céder son salaire, n'était-ce pas le mettre en quasi-tutelle et le traiter comme un être inintelligent et incapable? N'était-ce pas aussi restreindre ce droit de libre disposition que tout propriétaire a sur sa chose, et n'atteindrait-on pas directement le crédit, en empêchant la délégation ou la mise en gage des salaires futurs? La cession est un acte volontaire, dont l'ouvrier est à même d'apprécier toutes les conséquences au moment où il l'accomplit, et contre lequel il n'est pas nécessaire de le prémunir, à la différence de la saisie-arrêt, qui est un acte forcé, aux suites duquel l'ouvrier ne songe nullement lorsqu'il contracte une dette. « Pour la dignité de l'ouvrier, disait le rapporteur, il faut donc lui permettre de disposer de ce qui lui appartient, surtout pour payer ses dettes. »

Il ne faut, certes, pas se dissimuler que la question de l'incessibilité est plus délicate que celle de l'insaisissabilité, et l'on doit reconnaître qu'en retirant à l'ouvrier la pleine disposition de son bien, c'est, en quelque sorte, le traiter comme un incapable. Mais le même reproche ne peut-il pas être adressé à

presque toutes les lois ayant pour but de protéger l'ouvrier, et la protection et la liberté individuelle ne sont-elles pas toujours les deux termes irréductibles du problème dominant tout essai de législation ouvrière ? Les abus du système de protection, sous le régime des corporations, ont, il est vrai, amené en 1789 le triomphe de la liberté individuelle. « Mais le temps écoulé a atténué ou même effacé le souvenir des abus, et un siècle de liberté paraît avoir rassasié la classe ouvrière, qui, de nos jours, par son ardeur à se constituer en syndicats et à réclamer des lois réglant toutes les conditions du travail, recherche de nouveau une sorte de servitude volontaire ; c'est un retour vers le passé, dont l'histoire offre plus d'un exemple. »

L'incessibilité des salaires portera-t-elle, en outre, au crédit de l'ouvrier une aussi grave atteinte qu'on a bien voulu le prétendre ? Ce crédit sera surtout ébranlé à l'égard des trafiquants qui cherchent à surprendre la bonne foi du travailleur, en lui vendant des marchandises surtaxées ou en lui faisant des avances à un taux usuraire. Le crédit de l'ouvrier est, en effet, le plus souvent moral, sa bonne réputation et la confiance qu'il inspire étant, aux yeux du créancier honnête, ses meilleurs répondants. Certains cas regrettables pourront parfois se produire, mais l'ouvrier sera, en revanche, protégé contre une fraude trop répandue à laquelle il était temps de mettre un terme.

A la différence de la saisie-arrêt, la cession est, dit-on, un acte volontaire dont l'ouvrier peut prévoir toutes les conséquences et contre lequel il n'est pas utile de le protéger. Certes, en droit, la cession est un acte volontaire, mais, en fait, n'est-elle pas, le plus souvent, la conséquence pour ainsi dire forcée de la situation gênée dans laquelle se trouve l'ouvrier? Dans un moment de chômage ou de maladie, pressé par le besoin et pour se procurer immédiatement de l'argent, l'ouvrier délègue généralement ses salaires à des usuriers, compromettant ainsi son existence future et celle de sa famille.

Le but que se proposait le législateur était de protéger d'une façon certaine le travailleur en lui permettant de vivre lui et sa famille avec son salaire. Il importait dès lors de le prémunir contre sa propre faiblesse et surtout contre les usuriers, en édictant l'incessibilité, complément nécessaire et indispensable de l'insaisissabilité qu'elle empêchait ainsi de pouvoir éluder.

Ces motifs impérieux, qui s'étaient déjà imposés à différentes législations étrangères, devaient également s'imposer à la nôtre (1). Aussi, la Commission de la Chambre, après avoir tout d'abord repoussé le principe de l'incessibilité, revint-elle bientôt sur son avis. Dans le rapport présenté le

(1) Voir *supra*, 1^{re} partie, chap. II, *Législations étrangères*, p. 36.

16 mai 1893 par M. Vival, elle admit et inscrivit l'article 3 du projet du Gouvernement (article 2 de la loi actuelle), qui n'autorisait la cession des salaires que jusqu'à concurrence d'un dixième, conciliant ainsi, dans une juste proportion les avantages et les inconvénients de l'incessibilité, en limitant le crédit sans l'anéantir complètement.

Cet article 2 de la loi, voté sans discussion par la Chambre, et accepté par le Sénat comme une garantie de l'application loyale de l'article 1^{er}, est ainsi conçu :

« Les salaires, appointements et traitements, visés par l'article 1^{er}, ne pourront être cédés que jusqu'à concurrence d'un autre dixième. »

Ainsi les salaires et traitements, qui ne sont saisissables que pour un dixième, ne sont cessibles que pour un *autre dixième*, huit dixièmes sont donc réservés à l'ouvrier ou à l'employé et sont à l'abri de toutes saisies-arrêts et de toutes cessions volontaires, sauf cependant l'exception prévue par l'article 5 de la loi, qui, nous le verrons bientôt, autorise le patron à retenir un troisième dixième pour se rembourser des avances en espèces qu'il a pu faire à l'employé.

La première question qui se pose en présence du texte de l'article 2, est celle de savoir si le dixième saisissable peut se cumuler avec le dixième cessible.

Il est tout d'abord certain, que le créancier ne pourrait pas se prévaloir de la cessibilité

du dixième du traitement ou salaire édictée par l'article 2, pour pratiquer une saisie-arrêt sur deux dixièmes. Le mot cessible n'est pas équivalent en droit au mot saisissable, et l'on comprend très bien qu'une chose puisse être cessible sans être en même temps saisissable (1). Or, la loi nouvelle a fait une distinction formelle entre la portion du traitement ou salaire pouvant être saisie-arrêtée et celle qui peut être cédée; elle a déclaré que le salaire ou traitement pourrait être saisi pour un dixième, et que le même traitement ou salaire ne pourrait être cédé que pour un autre dixième. Elle n'a donc pas admis que la saisie-arrêt pût porter sur plus d'un dixième, et par cela même elle a exclu la possibilité de saisir le dixième cessible cumulativement avec le dixième saisissable.

Mais le débiteur ne peut-il pas céder le dixième saisissable de son traitement en même temps que le dixième cessible, de façon à ce que cette cession, devenue opposable aux tiers après l'accomplissement des formalités légales, mette obstacle à toute saisie-arrêt ou cession postérieure jusqu'à complet désintéressement du cessionnaire? Cette thèse a été soutenue : « Rien n'empêche, dit M. Pabon, au créancier déjà cessionnaire du dixième, de saisir-arrêter un autre dixième pour le surplus de sa

(1) Huc, *Traité théorique et pratique de la cession et de la transmission des créances*, t. I, n^{os} 156 et 157.

créance et d'obtenir ainsi, par la voie judiciaire, le transport à son profit de ce dixième » (1). Le créancier, ajoute-t-on, peut obtenir à l'amiable la cession d'un dixième et ensuite, par la voie judiciaire, parvenir à la saisie d'un autre dixième, pourquoi ne pas lui permettre de se faire consentir amialement la cession des deux dixièmes ? Lui refuser cette faculté, ne serait-ce pas, en définitive, porter préjudice au débiteur qui serait obligé de payer les frais de la saisie-arrêt ?

Certes, en droit commun, si l'on conçoit très bien la cessibilité sans la saisissabilité, inversement on ne conçoit pas qu'un droit soit saisissable et qu'il ne puisse pas être cédé, car, pour le titulaire du droit, la cession, acte volontaire, est toujours moins grave que la saisie. Ainsi la loi défend expressément de céder les traitements de réforme, les pensions militaires ou civiles et celles de la Légion d'honneur, les rentes viagères de la Caisse des retraites pour la vieillesse, etc.... Mais lorsque la saisie est permise pour ces rentes ou pensions, soit exclusivement pour certaines causes, soit d'une manière absolue jusqu'à concurrence d'une portion déterminée, ces rentes et pensions peuvent, dans la mesure où elles sont saisissables, faire l'objet d'une cession.

Nous ne croyons cependant pas que le dixième

(1) Равон, *op. cit.*, n° 113.

saisissable de l'article 1^{er} de la loi de 1895 soit cessible.

En effet, les termes mêmes de l'article 2 *un autre dixième* semblent bien indiquer expressément qu'un dixième seulement sera cessible et ne se confondra pas avec le dixième saisissable. Telle a été d'ailleurs l'intention du législateur. « C'est à bon droit, dit M. Régismanset, que la Chambre des Députés a voulu garantir l'application loyale de l'article 1^{er} du projet, en décidant que les salaires et traitements pourront être cédés pour un dixième, ce que la Commission a traduit : *pour un autre dixième*. Quoi de plus facile, en effet, pour un débiteur de mauvaise foi, que de se procurer le bénéfice de l'insaisissabilité complète en cédant l'unique dixième à un compère (1). »

Le législateur a donc voulu, en adoptant cette rédaction, éviter toute collusion entre le débiteur saisi et un cessionnaire fictif et toute contestation entre un cessionnaire véritable et les créanciers saisissants. Sans cette précaution de rédaction, le débiteur aurait pu céder frauduleusement un dixième de son salaire et réduire à néant le gage de ses créanciers, ou tout au moins, en supposant la cession faite sans fraude, il aurait pu faire naître des contestations entre le cessionnaire et les créanciers saisissants, et diminuer la part de ceux-ci.

Il faut donc décider que le dixième saisissable de

(1) *Journal officiel*, 1894, Sénat, *Documents parlementaires*, annexes n° 138, p. 177.

l'article 1^{er} et le dixième cessible de l'article 2 sont absolument distincts : le dixième cessible ne peut être saisi et le dixième saisissable ne peut être cédé. Les créanciers sont donc assurés qu'un dixième au moins du salaire de leur débiteur sera affecté au paiement de leurs créances par voie de saisie, et ils pourront en outre obtenir du débiteur la cession d'un autre dixième. Tout transport d'une quotité supérieure au dixième du salaire sera par suite frappé d'une nullité radicale (1).

Ce transport, qui peut être fait soit au profit d'un seul créancier, soit concurremment ou successivement au profit de plusieurs, n'ayant été dispensé par la loi nouvelle d'aucune des formalités exigées par les articles 1689 et suivants du Code civil, il convient de décider que ces formalités continueront à être applicables et à régir les diverses cessions qui pourraient avoir lieu. La cession s'opérera donc, soit par la remise du titre de la créance, soit par acte authentique ou sous seing privé stipulant au profit du cessionnaire le transport des droits appartenant au cédant. Lorsqu'il s'agira de salaires ou d'appointements, la remise du titre étant le plus souvent impossible, car ce titre n'existe pas, le contrat intervenu entre les parties devra, afin de permettre au cessionnaire de justifier de ses droits, être constaté

(2) En ce sens : FORTIER, *Lois nouvelles* 1895, p. 481. — SCHAFFHAUSER et CHEVRESSON, *Lois nouvelles* 1897, 1, p. 70.

par un acte rédigé sur papier timbré, fait en double, signé des deux parties et enregistré (1). Conformément à l'article 1690 du Code civil, la cession ne sera rendue opposable aux tiers que par la signification de cette cession au débiteur du cédant. Lorsqu'il s'agira de sommes dues par l'Etat à des fonctionnaires, cette signification devra donc être faite aux payeurs, agents ou préposés du Trésor public sur la caisse desquels les ordonnancements des mandats sont délivrés (2). Dans ce cas, un mandat sera délivré au cessionnaire pour la portion du traitement qui lui a été cédée, et un autre mandat sera délivré au fonctionnaire public pour le reste de son traitement non cédé.

La quotité cessible se calculera comme la quotité saisissable et s'imputera sur le montant du salaire ou traitement, composé des mêmes éléments que ceux dont il faut tenir compte pour déterminer la quotité saisissable.

Si des difficultés s'élèvent entre les parties relativement à ce calcul ou à cette session, le juge de paix ne sera compétent pour juger ces contestations que si le transport rentre dans la limite de sa compétence ordinaire en premier ressort, c'est-à-dire si, conformément aux dispositions de la loi du 25 mai 1838, le transport n'excède pas 200 fr. L'article 9

(1) Article 1325 du Code civil.

(2) Cassation, 4 mars 1840 (D. Rep. vente n° 1797). — Tribunal civil de la Seine, 29 juin 1886, *Gazette du Palais* 1886, 2, 493.

donne bien, en effet, à ce magistrat une compétence illimitée pour connaître des saisies-arrêts organisées par la loi nouvelle ; mais aucun texte ne lui donne une compétence spéciale pour les cessions dont il est question dans la même loi, et, par suite, les règles du droit commun doivent continuer à recevoir leur application.

CHAPITRE IV

RESTRICTIONS APPORTÉES AUX PRINCIPES DE L'INSAISSABILITÉ ET DE L'INCESSIBILITÉ DES TRAITEMENTS OU SALAIRES.

L'insaisissabilité et l'incessibilité édictées par les articles 1 et 2 de la loi de 1895 ne sont pas absolues. Deux séries d'exceptions ont été, en effet, apportées à ces principes. L'une est relative à certaines dettes alimentaires ; l'autre, visant les rapports entre patrons et ouvriers, se rattache plus spécialement aux fournitures d'outils ou de matériaux et aux avances faites par le patron à ses employés.

SECTION I

Dettes alimentaires

Excepter de la règle générale les dettes qui ont pour origine des fournitures d'aliments faites à l'ouvrier, à l'employé ou à sa famille, c'eût été détruire ce que la loi venait de consacrer, le passif courant de l'ouvrier ou du petit employé se composant presque exclusivement de dettes de cette

nature. Mais toutes les propositions et tous les projets de loi ont été unanimes pour restreindre dans une certaine mesure le principe de l'insaisissabilité, et pour soustraire aux entraves, mises aux saisies et aux cessions, les sommes dues en vertu de l'obligation alimentaire que la loi impose à tous envers certains parents légitimes, naturels ou adoptifs (1).

La protection du législateur ne s'adresse pas, en effet, exclusivement à l'ouvrier ou à l'employé ; elle s'adresse encore à la femme, aux enfants, aux père et mère de l'ouvrier ; en un mot, à toutes les personnes envers lesquelles le salarié est tenu de l'obligation alimentaire. Pour ne pas rendre cette obligation illusoire, il était indispensable de permettre à ces personnes de pouvoir saisir, même pour le tout, les salaires de leur débiteur et d'accorder à ce dernier la faculté de leur déléguer tout ou partie de ses appointements.

Cette réserve, admise par toutes les lois étrangères, ne rencontra et ne pouvait rencontrer, ni au Sénat, ni à la Chambre, aucune contradiction.

L'article 3, qui fut voté sans débat, dispose que :

« Les cessions et saisies faites pour le paiement des dettes alimentaires prévues par les articles 203, 205, 206, 207, 214 et 349 du Code civil ne sont pas soumises aux restrictions qui précèdent. »

(1) Voir : Proposition Thellier de Poncheville, art. 4. — Proposition Jacquemart, art. 1^{er}, § 2. — Projet de la Commission de la Chambre, art. 1^{er}, § 2. — Projet du Gouvernement, art. 5.

Cette disposition s'applique donc à l'obligation alimentaire des père et mère envers leurs enfants (art. 203), des enfants envers leurs ascendants (art. 205), des gendres et belles-filles envers leurs beau-père et belle-mère et réciproquement (art. 206 et 207), du mari envers sa femme (art. 214), de l'adoptant envers l'adopté et réciproquement (art. 349).

Cette énumération est essentiellement limitative; aussi, bien que ce soit par un véritable oubli que le législateur n'y ait pas compris la pension alimentaire qui peut être due par l'un des époux à l'autre, au cours d'une instance en divorce ou en séparation de corps, il nous semble impossible d'étendre à ces hypothèses, comme le font certains auteurs, les dispositions de l'article 3 (1). Les articles 238 et 240 du Code civil ne sont, dit-on, que des applications de l'article 214 du même Code et rentrent par suite implicitement dans la sphère d'application de l'article 3. D'ailleurs, ajoutent les partisans de ce système, tant que dure l'instance en divorce, les deux parties sont toujours des conjoints, et, par conséquent, sont tenues l'une à l'égard de l'autre de toutes les obligations incombant aux époux et particulièrement de l'obligation alimentaire. Evidemment cette solution n'offre pas de grands inconvé-

(1) Contra : EMION, op. cit., n° 41. — FOIGNET, *Commentaire de la saisie-arrêt*, n° 30. — PABON, op. cit., n° 109. — SCHAFFHAUSER et CHEVRESSON, *Lois nouvelles*, 1897, 1, 78.

nients, puisque la pension alimentaire dont il s'agit ne doit avoir qu'une durée assez restreinte, la durée de l'instance en divorce.

Cependant, tout en regrettant que le législateur n'ait pas assimilé ce cas à ceux qu'il a prévus, nous estimons que le juge ne saurait suppléer à son silence. L'article 3 consacre, en effet, une exception aux principes généraux édictés par les articles précédents, exception qui ne pourrait être étendue à d'autres textes que ceux qui ont été prévus sans s'exposer à violer d'une façon manifeste la règle : *Exceptio est strictissimæ interpretationis* (1).

Cet article devant être interprété limitativement, nous ne pensons pas que le bénéfice accordé aux créanciers alimentaires puisse être revendiqué par ceux qui ont fourni des aliments au débiteur, tels que boulangers, bouchers, etc. La loi entend, il est vrai, par dettes alimentaires celles contractées pour ces causes, et les protège comme telles. C'est ainsi que l'article 582 du Code de Procédure autorise pour ces dettes la saisie des provisions alimentaires déclarées insaisissables par l'article 581 du Code de Procédure. Mais le droit conféré par l'article 3 déroge dans une telle mesure aux règles générales posées par la loi nouvelle, qu'il ne peut être exercé que par ceux-là mêmes auxquels il a été expressément accordé.

(1) FORTIER, *Lois nouvelles*, 1893. — Loi sur la saisie des salaires, n° 27.

En permettant aux créanciers de poursuivre l'exercice de leur droit au delà de la portion déterminée par les articles 1 et 2, l'article 3 ne fixe à leur action aucune limite. Il semble donc qu'ils pourraient saisir la totalité des salaires ou traitements. Le débiteur ne pourra-t-il cependant pas faire réduire par justice les effets de cette saisie à la portion de ses salaires ou appointements, qui ne représente pour lui-même que le strict nécessaire ? Les commentateurs ne sont pas d'accord sur ce point. M. Emion (n° 31) estime que le juge de paix n'a aucun pouvoir d'appréciation. M. Strauss (p. 13) et M. Pabon (n° 109) lui reconnaissent le droit de fixer dans ce cas la quotité saisissable. M. Fortier (n° 28), tout en admettant l'appréciation de justice, enseigne, qu'aucune compétence spéciale n'ayant été attribuée au juge de paix, il faudra, suivant le droit commun, s'adresser soit au président, jugeant en référé, soit au Tribunal civil. Si l'on adopte cette opinion, qui paraît la plus juridique, une fois la quotité saisissable ainsi déterminée, on devra pour le surplus de la procédure suivre les prescriptions spéciales de la loi nouvelle.

En disposant que les cessions et saisies faites pour le paiement des dettes alimentaires prévues par les articles 203, 205, 206, 207, 214 et 349 du Code civil ne sont pas soumises aux restrictions des articles 1 et 2, l'article 3 n'a eu d'autre but que d'apporter une exception à la règle posée par ces articles en ce

qui concerne la quotité cessible ou saisissable des salaires et traitements. A part cette exception, les saisies-arrêts pour dettes alimentaires doivent rentrer dans la règle générale et sont, par suite, soumises aux formes de procédure édictées par la loi de 1893, dès qu'elles sont pratiquées sur des salaires ou sur des traitements n'excédant pas 2,000 fr. (1).

Des difficultés peuvent, au sujet de l'article 3, se produire en cas de concours entre un créancier pour dette alimentaire et un créancier ordinaire. Si un créancier pour dette alimentaire a pratiqué une saisie-arrêt qui absorbe le dixième du salaire ou traitement, un créancier ordinaire pourra-t-il, postérieurement, concourir avec le premier sur le dixième saisissable et réciproquement ?

Cette question n'a pas été tranchée par la loi de 1893, et rien dans les travaux préparatoires ne fait préjuger la solution de ce problème, au sujet duquel plusieurs opinions ont été émises.

Dans un premier système, le dixième saisissable sera réservé aux créanciers ordinaires ; quant aux créanciers alimentaires, ils prendront tout ce qui leur est dû sur les autres dixièmes. Les deux masses de créanciers seront donc complètement distinctes, de sorte qu'en aucun cas les créanciers alimentaires ne porteront atteinte au gage des créanciers ordinaires. Cette opinion doit être rejetée, la loi n'ayant

(1) *Tribunal de la Seine*, 22 mai 1896, S. 97, 2, 34.

pas spécifié que la quotité saisissable dût être affectée spécialement aux créanciers ordinaires, et que les créanciers alimentaires n'y auraient aucun droit. Ces derniers sont, d'ailleurs, des créanciers ordinaires auxquels la loi permet simplement d'opérer une saisie-arrière pour plus d'un dixième.

M. Emion, invoquant l'esprit général de la loi, estime, au contraire, que les créances alimentaires devront être payées intégralement, et que, si elles absorbent le dixième saisissable, ou plus, il ne sera rien attribué aux créanciers ordinaires (1). Ce système conduirait, suivant nous, à créer un véritable privilège au profit du créancier pour aliments, sans qu'on puisse, à cet effet, invoquer un texte de loi. Or, il n'y a pas de privilège sans texte.

Un troisième système soutient que le créancier pour dette alimentaire doit concourir avec les autres créanciers saisissants sur le dixième saisi, et qu'ensuite, s'il n'est pas entièrement payé, il exerce son droit sur tout le salaire (2).

Enfin, M. Pabon fait une distinction, qui a le mérite de respecter la chose jugée (3). Si la première saisie (celle du créancier alimentaire) a été validée par un jugement définitif, le créancier ordinaire ne pourra pas venir en concours avec le premier

(1) EMION, *op. cit.*, n° 32.

(2) SCHAFFHAUSER et CHEVRESSON, *Lois nouvelles*, 1897, 1, 77.

(3) PABON, *op. cit.*, n° 108.

saisissant, lorsque la quotité saisissable aura été complètement absorbée. Si, au contraire, la première saisie-arrêt n'a pas été définitivement validée, les deux créanciers devront concourir au marc le franc sur le dixième saisissable, le surplus devant être attribué au créancier pour dette alimentaire. De même, si un créancier ordinaire a pratiqué une saisie-arrêt validée par jugement définitif, un créancier postérieur, même pour dette alimentaire, ne pourra pas concourir avec le premier sur la somme qui lui a été attribuée. Il le pourra, au contraire, s'il n'y a pas eu de jugement de validité définitif. Supposons, par exemple, qu'un employé, payé tous les mois et dont les appointements ne sont pas supérieurs à 2,000 fr., doive à deux créanciers différents 40 fr. et 50 fr., plus une pension alimentaire de 30 fr. par mois. Si l'opposition du créancier alimentaire intervient après le jugement de validité prononcé sur l'opposition des deux créanciers ordinaires, la partie saisissable se partagera uniquement entre ces deux créanciers. Tous les mois, le premier créancier aura les $\frac{4}{9}$, et le deuxième les $\frac{5}{9}$ du dixième saisissable jusqu'à complet désintéressement, et le créancier alimentaire prendra ses 30 fr. sur la portion insaisissable. Un créancier ordinaire ne jouirait pas de cette faculté si, au moment où il fait son opposition sur le traitement de son débiteur, le dixième saisissable était déjà absorbé soit par un créancier alimentaire,

soit par d'autres créanciers ordinaires dont les oppositions ont été ratifiées par un jugement de validité. Si, au contraire, l'opposition du créancier alimentaire intervient avant tout jugement prononçant la validité d'oppositions faites précédemment, la portion saisissable se partagera entre tous ces créanciers. Ainsi, dans l'exemple précédent, le dixième saisissable se partagera tous les mois de la façon suivante : $\frac{3}{12}$ au créancier alimentaire, $\frac{4}{12}$ et $\frac{5}{12}$ aux deux autres créanciers ; puis le créancier alimentaire prendra sur la portion insaisissable ce qui lui restera dû.

Tout en admettant le concours du créancier alimentaire sur le dixième saisissable, nous croyons toutefois qu'il faudra restreindre ce concours, en raison du droit qui appartient à ce créancier de saisir tout le salaire. Il ne devra donc pas être payé sur ce dixième au marc le franc de toute sa créance, mais du dixième seulement de cette créance ; car sa saisie, portant sur tout le salaire, ne porte que pour un dixième sur chaque dixième du salaire et notamment sur le dixième livré par la loi aux saisies de tous les créanciers, y compris la sienne. Supposons, par exemple, un employé touchant 150 fr. par mois et devant à deux créanciers différents 40 fr. et 60 fr., plus une pension alimentaire de 30 fr. par mois. La quotité saisissable sera de 15 fr. Le créancier alimentaire ne devant venir restreindre cette portion saisissable que jusqu'à concurrence du

dixième du montant de sa créance, il restera à partager entre les deux autres créanciers 15 fr. moins $30/10$ soit 12 fr., sur lesquels ils viendront en concours au marc le franc. L'un aura donc droit aux $4/10$ de 12 fr. et l'autre aux $6/10$. La quotité saisissable sera alors répartie de la façon suivante :

Créancier alimentaire . . .	3 fr. »
Créancier ordinaire de 40 fr. .	4 80
Créancier ordinaire de 60 fr. .	7 20
Total. . .	<u>15 fr. »</u>

Cette solution offre l'avantage de permettre aux créanciers ordinaires de venir exercer leurs droits, alors même qu'un créancier alimentaire aurait déjà fait une saisie-arrêt définitivement validée, ce qui leur serait impossible dans le système proposé par M. Pabon. La saisie-arrêt pour dette alimentaire, portant d'après nous sur tout l'ensemble du traitement, ne frappe le dixième saisissable de ce traitement que jusqu'à concurrence de la dixième partie de la créance alimentaire. Le surplus de la quotité saisissable est donc laissé à la disposition des créanciers ordinaires. Ainsi, dans l'exemple précédemment donné, le traitement mensuel étant de 150 fr. et la dette alimentaire de 30 fr. par mois, une saisie-arrêt de pareille somme ne produira effet sur le dixième saisissable que jusqu'à concurrence de 3 fr. Les 12 autres francs resteront le gage des créanciers ordinaires, qui pourront saisir-arrêter cette

somme, bien que la première saisie-arrêt soit déjà validée par un jugement devenu définitif. Si, au contraire, un créancier ordinaire a le premier formé opposition et que le dixième saisissable soit déjà absorbé en totalité, la saisie-arrêt pour créance alimentaire, intervenue après le jugement de validité prononcé sur la première opposition, portera seulement sur la portion insaisissable du salaire. D'ailleurs, si, par suite de ces saisies, le salaire ou traitement se trouvait entamé dans une trop large mesure et devenait insuffisant pour faire face aux besoins du débiteur, ce dernier aurait toujours la ressource de faire réduire par le juge *compétent* la pension alimentaire, au paiement de laquelle il est astreint.

La solution que nous proposons comporte, il est vrai, une division de plus et donnera parfois lieu dans la pratique à des calculs un peu compliqués ; mais elle nous paraît devoir être acceptée car, tout en étant conforme aux termes et à l'esprit de la loi, elle a en outre l'avantage de sauvegarder dans une juste mesure chacun des trois intérêts en présence : celui du débiteur, celui des créanciers ordinaires et celui des créanciers alimentaires.

A la différence de la loi du 21 ventôse an IX qui ne permet de saisir que le cinquième du traitement des fonctionnaires publics, quelle que soit la nature de la créance du saisissant, la loi nouvelle autorise, comme nous venons de le voir, la saisie de tout le

traitement, lorsqu'elle est faite pour recouvrer une des dettes alimentaires prévues par l'article 3. Il y a là une contrariété manifeste entre ces deux dispositions; mais comme l'article 17 de la loi de 1895 abroge toutes les lois antérieures qui lui sont contraires, il faut décider que les traitements des fonctionnaires de l'Etat, des départements ou des communes, inférieurs à 2,000 fr., sont désormais saisissables pour le tout par les créanciers alimentaires visés par l'article 3.

SECTION II

Avances faites par les Patrons aux Ouvriers

La seconde catégorie d'exceptions prévues par les articles 4 et 5 a été dictée par l'intérêt même de l'ouvrier dans ses relations et ses comptes avec le patron.

Admettre en effet la compensation dans les termes des articles 1289 et suivants du Code civil, entre la créance de l'ouvrier pour ses salaires et sa dette pour les avances de toute nature qu'il a reçues de son patron, c'eût été bien souvent compromettre le résultat bienfaisant de la législation nouvelle.

D'autre part, assimiler complètement le patron aux autres créanciers pour les avances faites par lui

à ses ouvriers ou employés, c'eût été, à cause des difficultés et des lenteurs du remboursement, le provoquer à n'en plus faire.

Le législateur devait donc éviter ce double écueil.

Le Gouvernement avait pourvu aux exigences de cette situation particulière dans les articles 6 et 7 de son projet. L'article 6 autorisait le patron à se rembourser des avances en espèces, faites aux ouvriers, au moyen de retenues successives ne dépassant pas le dixième du montant des salaires ou appointements exigibles, retenues qui ne devaient jamais se confondre, ni avec la partie saisissable, ni avec la partie cessible. C'était un troisième dixième réservé au patron comme gage de ses avances en argent. L'article 7 permettait la compensation de l'intégralité du salaire avec la dette que l'ouvrier avait contractée envers le patron soit pour fourniture d'outils ou instruments de travail, soit pour fourniture de matières ou matériaux dont les ouvriers ou employés ont la charge et l'usage. La compensation était, au contraire, formellement exclue pour toutes les autres fournitures.

La Commission de la Chambre reconnut que ces différentes créances du patron étaient dignes d'un traitement de faveur, mais elle n'admit en aucun cas la compensation intégrale. Faisant une assimilation complète entre le prêt d'argent, d'une part, et la fourniture des outils et matériaux, d'autre part, elle autorisa dans ces deux cas le patron à se

rembourser par des retenues successives, n'excédant pas le dixième du montant des salaires et ne devant jamais se confondre, ni avec la quotité cessible, ni avec la quotité saisissable.

Le texte ainsi proposé fut voté sans modification par la Chambre. Mais la Commission du Sénat, tout en maintenant les dérogations proposées, reconnut que ces différentes espèces ne comportaient pas la même solution et revint à la distinction faite par le Gouvernement. Elle décida, en principe, qu'il n'y aurait point compensation, au profit des patrons, entre le montant des salaires dus par eux à leurs ouvriers et les sommes qui leur seraient dues par les ouvriers pour fournitures diverses, quelle qu'en fût la nature. Mais elle accorda le bénéfice de la compensation aux créances du patron pour fournitures d'outils, d'instruments de travail, de matières ou matériaux dont l'ouvrier a la charge et l'usage, et pour les sommes avancées par le patron pour l'acquisition de ces mêmes objets. Pour les autres avances en espèces, elle ratifia le remboursement par voie de retenue d'un troisième dixième proposé par le Gouvernement et admis par la Chambre.

Le législateur de 1895 n'admet donc pas, en règle générale, la compensation entre les salaires dus par le patron et les dettes de l'ouvrier envers le patron pour fournitures. En édictant cette dérogation au droit commun, il a eu pour but de remédier aux dangers que présentait pour l'ouvrier l'institution

des éconômats tels qu'ils fonctionnaient avant la loi de 1895. Dans certaines compagnies, en effet, lorsqu'aux termes de l'ancienne loi les salaires des ouvriers étaient saisis dans leur totalité, le patron consentait souvent à ces derniers des avances sur leurs salaires non échus, avances qui étaient généralement payées en jetons. Avec ces jetons, l'ouvrier pouvait bien, il est vrai, se faire remettre des aliments dans le réfectoire de la compagnie, mais il lui était impossible de payer ses propres fournisseurs et de faire face aux besoins de sa famille. Il était donc réduit, afin de se procurer l'argent qui lui était nécessaire, à vendre ces jetons à vil prix aux nombreux usuriers désireux de les lui acheter pour les revendre avec bénéfice, soit à d'autres ouvriers, soit même quelquefois au patron (1).

Décider que la compensation n'aurait plus lieu entre les salaires dus par le patron et les fournitures délivrées par celui-ci à l'employé, c'était le

(1) Cette pratique fut signalée et combattue par M. Jourde à la Chambre des Députés, lors de la discussion du 27 juin 1893. « L'ouvrier, disait-il, trouvait une sorte d'usurier, d'acheteur, d'exploiteur plutôt, qui lui disait : Je sais que tu as besoin d'argent, tu as pour 30 fr. de jetons, eh bien, en voilà 20 fr. ! et c'était beaucoup, et l'ouvrier acceptait; l'usurier achetait donc les 30 fr. de jetons pour 20 fr.

« Le malheureux aimait mieux 20 fr. en argent que 30 fr. en jetons, parce qu'avec l'argent il pouvait payer son boulanger et son loyer.

« L'usurier, qui se livre à ce petit commerce, se cache le plus possible, il revend aux ouvriers plus fortunés qui n'ont pas eu à subir de saisies les bons qu'il a achetés et il leur donne — voyez s'il doit gagner, — 1 fr. 05, 1 fr. 10, 1 fr. 15, quelquefois de bons pour 1 fr. ; il faut pour cela qu'il ait payé les bons un prix très minime. »

seul moyen de couper court à tous ces abus, les patrons ne consentant à faire ces avances que parce qu'ils étaient certains de se rembourser au moment de la paye en retenant ce qui leur était dû. Avec la loi nouvelle ils hésiteront à faire de pareilles avances, car ils n'auront pour se rembourser que le dixième saisissable de l'article 1^{er}, sur lequel ils viendront en concours, au marc le franc, avec les autres créanciers. Ils pourront, il est vrai, se faire céder comme garantie un autre dixième du salaire, mais, de toute façon, leur gage se trouvera considérablement réduit.

Mais restreindre ainsi le développement des économats n'était-ce pas pousser la réforme un peu loin ? Si ces institutions constituent parfois des exploitations abusives, il existe cependant certaines Compagnies qui entretiennent des économats qui sont à l'abri de tout soupçon de profits exagérés. Aussi, lorsque cette question fut débattue par le Conseil supérieur du Travail, M. Boude proposa-t-il d'insérer dans la loi une disposition permettant de ne pas entraver le fonctionnement des économats.

« Vous n'autorisez, disait-il, les compensations que pour les outils ou instruments nécessaires au travail et les matières et matériaux dont l'ouvrier a la charge et l'usage. Je crois que, dans ces conditions, l'ouvrier ne pourra plus se fournir dans les économats par la raison que les compensations sont interdites.

« Je ferai remarquer qu'il existe des économats sagement administrés par les chefs d'usine, dans les bénéfices desquels il est même réservé une participation aux ouvriers : c'est pour ces derniers un moyen forcé d'économie.

« Ne serait-il pas opportun, dans l'intérêt même des ouvriers, de faire une exception pour ces économats de manière à ne pas paralyser leur fonctionnement ? »

M. Jules Simon a répondu :

« Cette question a beaucoup préoccupé la Commission. Au fond, la Commission préfère les associations coopératives aux économats, mais elle reconnaît que les bons économats rendent des services considérables et que, dans certains cas, ils sont d'autant plus nécessaires qu'une association coopérative ne peut pas se fonder.

« D'autre part, on ne peut pas se dissimuler que l'économat peut être une branche d'industrie ajoutée par le patron à son industrie principale, c'est-à-dire qu'il peut avoir fondé un économat pour, en tant que marchand, en retirer des bénéfices qu'il ajoutera à ceux qu'il réalise comme industriel.

« Nous ne pouvons pas empêcher les ouvriers de nourrir quelque suspicion contre ces établissements, même quand ils sont bien gérés, et c'est là un inconvénient sérieux.

« Par conséquent, nous n'avons pas voulu faire d'exception en faveur des économats. Nous avons,

à cet égard, consulté la pratique de la Belgique et de l'Angleterre. Cette dernière nation va très loin, puisqu'elle supprime pour ces établissements toute espèce de saisissabilité et de cessibilité.

« Si donc nous avons suivi l'exemple de l'Angleterre, nous aurions en réalité supprimé les économats.

« En Belgique même, on met les économats dans une situation plus difficile que celle que leur ferait le droit commun tel que nous l'avons accepté pour eux.

« Nous pensons qu'ils peuvent subsister dans la situation que nous leur créons. Nous pensons également que, s'ils éprouvent de la difficulté à subsister dans ces conditions, les patrons qui n'ont pas d'arrière-pensée commerciale, qui ne veulent que le bien-être des ouvriers, encourageront la création de sociétés coopératives que nous préférons aux économats. La différence qui pourra s'établir dans la situation de l'ouvrier par rapport à l'économat tel qu'il existe aujourd'hui, et tel qu'il existerait si l'insaisissabilité était réduite au droit commun (au 1/10 du salaire), c'est que le directeur exigera plus souvent le paiement.

« En un mot, la rédaction que nous proposons ne supprime en aucune façon les économats, elle ne rend pas leur existence impossible, mais un peu plus difficile en ce sens que le paiement sera plus

tôt exigé, tandis qu'actuellement on règle les paiements par compensation ou à terme (1). »

Avec ce système, l'économat suspect sera donc remplacé par des sociétés coopératives de consommation. Sans doute ces sociétés méritent d'être encouragées, car, lorsqu'elles sont bien administrées, elles peuvent faire réaliser à l'ouvrier qui en fait partie de véritables économies sur les objets de consommation journalière. Mais ces sociétés ne rempliront pas le même but et ne joueront pas le même rôle que les économats. Avec ceux-ci l'ouvrier gêné pouvait se procurer des aliments jusqu'au jour de sa paye. Avec les sociétés coopératives pour lesquelles la vente au comptant est une condition essentielle d'existence, l'ouvrier n'ayant plus la ressource du crédit ne pourra bénéficier des avantages de la coopération qu'autant que ses affaires seront prospères.

Il ne faudrait cependant pas critiquer outre mesure cette situation faite aux économats par la loi de 1895. Cette loi a, il est vrai, rendu leurs conditions d'existence plus difficiles, mais elle a largement compensé cet inconvénient, en faisant à jamais disparaître les abus du passé auxquels il était urgent de remédier. Aussi le législateur a-t-il sagement agi en interdisant d'une manière générale la compensation entre les salaires dus par le patron à l'ouvrier

(1) Conseil supérieur du Travail, 1^{re} session, année 1891.

et les fournitures avancées à l'ouvrier par le patron.

Appliquer cette règle à toutes espèces de fournitures, c'eût été quelquefois mettre l'ouvrier dans l'impossibilité de se livrer au travail. Une exception s'imposait en faveur des outils et des matériaux nécessaires à l'exercice de la profession de l'ouvrier, outils que le patron aurait bien souvent refusé de fournir à crédit, s'il n'avait eu comme unique garantie que le dixième saisissable du salaire.

La loi de 1895 a prévenu cet inconvénient en autorisant dans certains cas la compensation qu'elle prohibait en principe.

Aux termes de l'article 4 : « Aucune compensation ne s'opère au profit des patrons entre le montant des salaires dus par eux à leurs ouvriers et les sommes qui leur seraient dues à eux-mêmes pour fournitures diverses, quelle qu'en soit la nature, à l'exception toutefois :

« 1^o Des outils ou instruments nécessaires au travail ;

« 2^o Des matières et matériaux dont l'ouvrier a la charge et l'usage ;

« 3^o Des sommes avancées pour l'acquisition de ces mêmes objets. »

Dans ces trois cas, le patron pourra retenir la totalité des salaires.

Lors donc que la créance du patron consistera en *sommes avancées* pour outils, instruments de travail,

matières ou matériaux, il sera créancier d'une somme liquide et exigible, et la compensation s'opérera de plein droit conformément à l'article 1291 du Code civil. La saisie-arrêt, pratiquée par un créancier de l'ouvrier ou de l'employé, ne pourra porter dans ce cas que sur l'excédent du salaire, déduction faite de la créance du patron. Encore faudra-t-il que cette créance ne soit pas supérieure au dixième du salaire. La quotité saisissable étant alors absorbée en totalité, aucune saisie-arrêt ne pourrait-êtr formée.

Si, au contraire, cette créance a pour objet des *fournitures* d'outils, d'instruments de travail et de matériaux, il faut faire une distinction. Si les fournitures ont été vendues à l'ouvrier, le patron étant dans ce cas créancier d'une somme liquide et exigible, la compensation s'opérera de plein droit. Mais si le patron a prêté ces outils ou matériaux à l'ouvrier, et que ce dernier en ait disposé ou les ait perdus, la créance du patron ayant alors pour objet un corps certain, ne pourrait pas, d'après l'article 1291, se compenser avec le salaire dû à l'ouvrier. Néanmoins, même dans ce cas, et par dérogation aux règles du Code civil, la loi nouvelle admet la compensation. Seulement, comme celle-ci est impossible tant que la créance du patron ne consistera pas en une somme d'argent, celui-ci devra immédiatement faire liquider sa créance. Il lui faudra donc, au moment où le créancier saisissant deman-

dera la validité de la saisie-arrêt, requérir un sursis, afin de pouvoir faire transformer sa créance d'objets certains en une créance de somme d'argent. Il parviendra à ce résultat, en obtenant, soit une déclaration de l'ouvrier reconnaissant être débiteur du montant de la valeur des objets qui lui ont été remis, soit un jugement condamnant l'ouvrier à lui payer la valeur des objets confiés. Rien ne s'opposerait d'ailleurs, si l'estimation faite par le patron de sa créance ne dépassait pas la compétence du juge de paix, à ce que ce magistrat statuât immédiatement sur la difficulté.

Si la créance du patron, même pour fournitures permettant la compensation intégrale, n'avait pris naissance qu'après des oppositions formées ou des transports signifiés, cette créance n'étant pas privilégiée, le patron devrait subir le concours, des créanciers opposants sur le dixième saisissable, et des cessionnaires sur le dixième cessible (1).

Le paragraphe 1^{er} de l'article 4 ne s'occupant que des salaires dus aux ouvriers, on s'est demandé si cet article pouvait s'appliquer aux gens de service, employés et commis. Les travaux préparatoires ne laissent aucun doute à ce sujet et il semble difficile de traiter différemment les ouvriers et les employés. On ne verrait pas d'ailleurs pourquoi la compensation aurait lieu entre les salaires dus à un ouvrier et l'habillement que son patron lui aurait fourni,

(1) FORTIER, op. cit., n° 33. — EMION, op. cit., n° 36.

alors qu'elle ne s'opérerait pas entre les appointements dus à un employé et l'uniforme que son administration lui aurait délivré. Les exceptions prévues par l'article 4 semblent bien, il est vrai, par leur nature, ne pouvoir se produire que dans les relations de patron à ouvrier ; cependant dans les cas exceptionnels où des avances de cette espèce auraient été faites à des gens de service, des commis ou des employés, il ne faudrait pas hésiter à faire application de l'article 4.

A l'inverse des avances en nature qui peuvent montrer chez le patron un esprit de lucre, les avances en espèces ne sont pas suspectes. Il importait donc, dans l'intérêt même de l'ouvrier, de les rendre possibles dans une certaine mesure. C'est ce qu'autorise l'article 5 qui, tout en donnant une garantie sérieuse au patron, ne lui permet cependant pas de priver complètement l'ouvrier de son salaire.

« Tout patron, dit cet article, qui fait une avance en espèces en dehors du cas prévu par le paragraphe 3 de l'article 4 qui précède, ne peut se rembourser qu'au moyen de retenues successives ne dépassant pas le dixième du montant des salaires ou appointements exigibles.

« La retenue opérée de ce chef ne se confond ni avec la partie saisissable, ni avec la partie cessible portée en l'article 2.

« Les à-compte sur un travail en cours ne sont pas considérés comme avances. »

Ce troisième dixième, ne se confondant ni avec le dixième saisissable, ni avec le dixième cessible, le patron pourra donc, outre la retenue que la loi lui permet de faire, intervenir dans la saisie-arrêt, conformément au paragraphe 3 de l'article 7, et participer aux répartitions du dixième saisi. Exemple : une saisie-arrêt a été pratiquée sur le dixième du traitement d'un employé gagnant 2,000 fr. par an. Le patron devra retenir pour ce dixième saisi la somme de 200 fr. Mais supposons qu'au moment de la saisie-arrêt, il soit lui-même créancier de son employé pour avances en espèces d'une somme de 300 fr., il pourra, en se portant créancier opposant, participer à la répartition des 200 fr. saisis par le créancier saisissant. S'il est dû, par exemple, à ce dernier 100 fr., les 200 fr. saisis devront être distribués de la manière suivante : 50 fr. au créancier saisissant et 150 fr. au patron, de sorte que le patron touchera sur le dixième saisi la somme de 150 fr. Comme il peut, en outre, retenir, en dehors du dixième saisi, un autre dixième, on voit que le patron sera intégralement remboursé de ses avances.

La loi nouvelle distingue, en résumé, trois sortes d'avances faites par le patron à son ouvrier :

1° Les avances en nature de fournitures spéciales indiquées dans l'article 4 (instruments de travail et matériaux) ou avances de sommes d'argent destinées à acquérir ces mêmes fournitures.

Dans ce cas, le patron pourra se rembourser en retenant intégralement les salaires ou appointements échus ;

2° Les avances en nature de fournitures ordinaires (nourriture, vêtements, etc...).

Le patron ne pourra être indemnisé qu'en venant en concours avec les autres créanciers de l'ouvrier sur le dixième saisissable de l'article 1^{er} ; il pourra, en outre, se faire déléguer le dixième cessible de l'article 2 ;

3° Enfin, les avances en espèces prévues par l'article 5.

Alors un dixième des salaires ou appointements échus sera affecté entièrement et exclusivement au patron pour le remboursement de ses avances. En outre, si ce dixième est insuffisant, le patron pourra se faire céder le dixième cessible de l'article 2, et si avec ces deux dixièmes il n'est pas encore complètement désintéressé, il pourra venir en concours avec les autres créanciers de son ouvrier ou employé sur le dixième saisissable de l'article 1^{er}.

Nous avons ainsi terminé l'étude du titre I de la loi nouvelle qui est consacré aux règles modificatives de la saisissabilité, de la cessibilité et de la compensation des salaires ou petits traitements.

Le but de la loi a été qu'en règle générale le petit débiteur ne pût être dépouillé de plus des 3/10 de son gain, même en se plaçant dans l'hypothèse qui lui serait la plus défavorable, savoir : un dixième

réservé aux créanciers opposants, un autre cessible, un troisième affecté au remboursement des prêts d'argent sans destination spéciale faits par le patron.

Mais, à côté de cette règle générale, la loi a dû placer une double exception : 1° celle résultant de l'article 3 au profit de certains bénéficiaires de créances alimentaires ; 2° celle résultant de l'article 4 créant un droit de compensation au profit du patron dans certaines hypothèses déterminées ;

Il serait cependant inexact de dire que, même dans ces deux cas exceptionnels, le petit débiteur pourra être privé de tout son gain, car la loi nouvelle lui ferait alors une situation plus défavorable que celle qu'il avait sous l'ancien régime et telle n'a pas été l'intention du législateur. Seulement, dans ces deux cas, ce ne sera pas le juge de paix, dont nous allons maintenant étudier les nouvelles prérogatives, qui aura à intervenir par application de la loi du 12 janvier 1895. Ce sera, comme dans le cas de l'article 3, l'autorité judiciaire de droit commun qui demeurera exclusivement chargée de déterminer le minimum indispensable au débiteur pour ses besoins et ceux de sa famille (1).

(1) **FORTIER**, *op. cit.*, n° 27.

CHAPITRE V

COMPÉTENCE DES JUGES DE PAIX EN MATIÈRE DE SAISIE-ARRÊT DES SALAIRES ET TRAITEMENTS

Dans son titre II, la loi pose les règles de la procédure applicable à la saisie-arrêt des salaires ou petits traitements. Si importantes que soient les réformes du titre I^{er}, on peut dire qu'elles ont trouvé, du moins en partie, leur origine dans les pratiques usuelles de la jurisprudence. Le titre II, au contraire, contient un ensemble de dispositions absolument nouvelles, toutes dérogatoires à l'ancien état de choses, particulièrement aux articles du Code de Procédure civile réglant les saisies-arrêts et la distribution par contribution.

D'après la loi de 1895, le juge de paix est désormais compétent, à l'exclusion de toute autre juridiction, pour connaître des saisies-arrêts pratiquées sur les salaires des ouvriers et sur les traitements inférieurs à 2,000 fr. Les demandes, formées afin de saisir-arrêter dans les conditions spécifiées par l'article 1^{er}, et celles en validité ou en main-levée,

devront donc être portées devant ce magistrat, qui aura qualité pour procéder à la distribution des deniers saisis.

Toutes les propositions de loi relatives à l'organisation de la procédure de la saisie-arrêt des salaires étaient tombées d'accord, pour substituer, en cette matière, la compétence du juge de paix à celle du Tribunal civil. Depuis longtemps déjà le législateur songeait à étendre la compétence des juges de paix, et l'innovation consacrée par la loi de 1895 avait pour la première fois fait son apparition en 1881, dans un projet de loi déposé par M. le garde des sceaux Cazot. L'article 14 de ce projet confiait aux juges de paix, dans les limites de leur compétence, le droit d'autoriser les saisies-arrêts formées sans titre et de connaître des demandes en validité, en nullité ou en main-levée des saisies-arrêts, lorsque les causes n'excédaient pas le taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux d'arrondissement. Les nombreux projets, qui, depuis 1881, se sont succédé sur ce sujet sans jamais pouvoir aboutir, contiennent des dispositions à peu près analogues (1). Dernièrement encore, deux propositions de loi, déposées l'une, le 17 mars 1894, par M. Vallé, l'autre le

(1) Projet Martin-Feuillée, art 14. — Projet de la Commission de 1884 (Rapport Dreyfus), art. 11. — Projet Brisson, art. 11. — Projet de la Commission de 1888 (Rapport de M. Labussière), art. 11 et 12. — Projet de la Commission de 1890, art. 11 et 12. — Projet Antonin Dubost, art. 19 et 20.

5 mai de la même année par M. Antonin Dubost, consacrent les mêmes règles en donnant aux juges de paix la mission d'accorder l'autorisation de saisir, lorsqu'il n'existe pas de titre, et de statuer sur les demandes en validité, en nullité et en main-levée des saisies-arrêts ainsi que sur les demandes en déclaration affirmative, lorsque les causes des saisies n'excéderont pas les limites de leur compétence fixée à 300 fr. en dernier ressort et à 1,500 fr. à charge d'appel.

La réforme de l'ancien état de choses étant depuis longtemps reconnue nécessaire, la disposition de la loi nouvelle, qui attribuait compétence aux juges de paix en matière de saisies-arrêts des salaires, devait être admise sans difficulté. Mais d'assez vives contestations s'élevèrent lors de la discussion de la loi, lorsqu'il fallut déterminer le juge compétent et les limites de sa compétence.

Tandis que la proposition de M. Thellier de Poncheville indiquait celui du débiteur saisi, celle de M. Jacquemart désignait celui du domicile du tiers-saisi. « Le juge de paix compétent, disait M. Jacquemart, est celui du tiers-saisi. (Par le juge de paix du tiers-saisi, il faut entendre le juge de paix du canton où se produit le salaire frappé de saisie-arrêt). Presque toujours du reste, le juge de paix du tiers-saisi sera, en fait, celui de toutes les parties intéressées (1). »

(1) *Journal officiel*, année 1889, Documents parlementaires, annexes n° 167, p. 334.

Lors de la première délibération de la loi devant la Chambre des Députés, le 10 juin 1891, ce texte fut modifié, sur l'observation faite qu'il fallait éviter des déplacements à l'ouvrier, et qu'en principe le juge compétent était celui du domicile du débiteur. La modification ainsi votée fut reproduite d'abord dans le projet déposé par le Gouvernement, puis dans le projet de loi soumis aux Chambres, sans qu'aucune discussion ait été soulevée sur cette question de compétence. Il n'est donc pas douteux que c'est bien, comme le dit expressément la loi (art. 6), le juge de paix du domicile du débiteur saisi qui est compétent (1).

La loi de 1895 déroge ainsi à l'article 558 du Code de Procédure civile, qui donne compétence, pour autoriser la saisie-arrêt, au juge du domicile du saisi et à celui du domicile du tiers-saisi.

Cette innovation ne sera certes pas exempte d'inconvénients. L'ouvrier pouvant fréquemment changer de domicile, le créancier qui voudra former opposition découvrira difficilement le magistrat compétent.

Un industriel occupant de nombreux ouvriers habitant dans différents cantons, et par suite exposé à comparaître devant plusieurs juges de paix, sera bien souvent disposé à congédier ces ouvriers.

Malgré ces inconvénients, cette attribution de

(2) *Contra* : STRAUSS, *op. cit.*, p. 14.

compétence au juge de paix du domicile du débiteur, nous paraît être le seul moyen pratique d'assurer l'exécution de la loi, qui, nous le verrons bientôt, n'autorise qu'une seule saisie-arrêt.

Quelles seront les limites de la compétence du juge de paix ?

M. Thellier de Poncheville lui attribuait compétence en premier ressort à quelque chiffre que la créance s'élevât, et, en dernier ressort, lorsque la créance ne dépassait pas 200 fr. en capital. L'article 13 du projet du Gouvernement reproduisait cette disposition. La Commission de la Chambre n'accepta pas ce système et proposa la solution suivante : « Le juge, dans la limite de sa compétence, validera ou lèvera cette saisie. » Le Code de Procédure et la loi de 1838 continuaient donc à recevoir leur application, et, en présence d'une demande supérieure à 200 fr., le juge de paix devait se déclarer incompétent. Cette solution peu pratique et en contradiction manifeste avec l'ensemble des dispositions du projet, qui supposait une intervention continue du juge de paix, ne triompha pas devant la Commission du Sénat qui estima « qu'il ne serait ni juste, ni sage, ni utile d'enlever juridiction à ce magistrat, alors qu'il avait exclusivement connu jusque-là de la procédure, alors qu'il avait tenté la conciliation et qu'il connaissait l'affaire. »

Restaient deux solutions possibles : soit accorder compétence pleine et entière au juge de paix pour

connaître de la demande en paiement jointe à la demande en validité toutes les fois qu'il s'agirait de l'application de la loi sur les salaires et petits traitements; soit accorder, comme le faisait le projet du Gouvernement, compétence entière au juge de paix, mais pour statuer seulement sur la demande en validité de saisie-arrêt.

Le premier système fut écarté par la Commission du Sénat à laquelle il parut offrir quelque danger. Elle craignit, en effet, qu'en demandant à la fois la validité de sa saisie-arrêt et le paiement de sa créance, le créancier ne pût arriver trop facilement à échapper à la juridiction ordinaire des tribunaux, et à se procurer à peu de frais un titre exécutoire contre le débiteur.

Revenant à la proposition du Gouvernement, la Commission proposa au Sénat de décider que le juge de paix serait toujours compétent pour statuer sur la validité de la saisie-arrêt et sur la déclaration affirmative, quand il s'agirait d'oppositions portant sur des salaires ou petits traitements; à charge d'appel, quel que soit le chiffre de la demande, et sans appel pour les demandes n'excédant pas le taux de la compétence ordinaire.

Cette disposition votée sans discussion par le Sénat, puis ratifiée par la Chambre, est contenue dans l'article 9 :

« Tout créancier saisissant, le débiteur et le tiers-saisi pourront requérir la convocation des intéressés

devant le juge de paix du débiteur saisi, par une déclaration consignée sur le registre spécial prévu en l'article 14.

« Dans les quarante-huit heures de cette réquisition, le greffier adressera : 1° au saisi ; 2° au tiers-saisi ; 3° à tous autres créanciers opposants, un avertissement recommandé à comparaître devant le juge de paix à l'audience que celui-ci aura fixée.

« A cette audience ou à toute autre fixée par lui, le juge de paix, prononçant sans appel dans la limite de sa compétence et à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse s'élever, statuera sur la validité, la nullité ou la main-levée de la saisie, ainsi que sur la déclaration affirmative que le tiers-saisi sera tenu de faire audience tenante.... »

Contrairement aux principes généraux du droit, d'après lesquels la compétence s'apprécie au moment de l'exploit introductif d'instance, ce texte nous montre qu'en matière de saisies-arrêts des salaires ou traitements, il faudra se placer à la date de la convocation des parties devant le juge de paix, pour déterminer si ce magistrat est ou n'est pas compétent. Si, à ce moment, le chiffre du traitement n'est pas supérieur à 2,000 fr., la loi de 1895 recevra son application ; on demeurera, au contraire, sous l'empire du droit antérieur si les appointements excèdent 2,000 fr. Aussi n'admettons-nous pas le système de la plupart des auteurs, qui décident, que la compétence du juge de paix sera déterminée

d'après la valeur du traitement à la date de l'opposition et qui sont alors obligés de reconnaître que si le traitement, inférieur à 2,000 fr. au moment de la saisie-arrêt, vient au cours de l'instance à dépasser cette somme, le juge de paix restera toujours compétent. Sans doute, les événements qui peuvent se produire après que le juge de paix a été régulièrement saisi, n'ont pas d'influence sur sa compétence; mais il n'est régulièrement saisi qu'au moment de la réquisition aux fins de convocation des parties, qui constitue la demande en validité ou en main-levée dans la procédure de la nouvelle loi. Si, à cette époque, le juge de paix est compétent, il restera compétent jusqu'à la fin de l'instance et répartira le dixième saisi sans se préoccuper de l'augmentation du traitement. — Un créancier qui voudrait saisir cette augmentation devrait procéder à une nouvelle saisie-arrêt suivant les formes ordinaires et en poursuivre la validité devant le Tribunal civil.

La loi nouvelle confère donc au juge de paix des pouvoirs d'un ordre tout nouveau en ce qui concerne les questions relatives à la saisie-arrêt et à ses diverses conséquences. Ce magistrat sera désormais investi d'une triple mission : d'abord, de concilier ou tenter de concilier le créancier et le débiteur; en second lieu, de statuer sur la procédure même de saisie-arrêt, et enfin de procéder, avec le moins de frais possible, à la distribution des deniers saisis-arrêtés.

CHAPITRE VI

PROCÉDURE ORGANISÉE PAR LA LOI DE 1895

Avant la promulgation du Code de Procédure civile, une saisie-arrêt pouvait être pratiquée, non seulement en vertu d'un jugement ou d'un titre exécutoire, mais encore en vertu d'une simple promesse non reconnue, et même sans qu'il fût nécessaire de justifier d'aucune créance. Cette liberté, qui n'avait pour limite que des usages mal définis et des traditions incertaines, devint bientôt l'une des sources les plus abondantes des abus et des vexations de l'ancien régime. La nécessité de réagir contre cet état de choses amena le législateur de 1806 à compliquer, en la réglementant minutieusement, la procédure de saisie-arrêt.

Pour bien comprendre l'étendue des dérogations apportées à la procédure ordinaire de saisie-arrêt par la loi de 1895, il n'est pas inutile de rappeler brièvement les formes de cette procédure.

Elle se divise en trois parties principales : 1° signification de l'exploit de saisie-arrêt (art. 559 à

562); 2° dénonciation de cet exploit au débiteur saisi, demande en validité de la saisie et jugement de cette demande (art. 563, 566 et 567); 3° contre-dénonciation de cette demande au tiers-saisi, assignation en déclaration affirmative et jugement de cette demande (art. 564, 568 à 574, 577, 578 et 579).

1^{re} Partie. — Le créancier, possesseur d'un titre authentique ou privé, ou muni d'une autorisation du juge (art. 557 et 558), doit d'abord signifier au tiers débiteur de son débiteur qu'il saisit-arrête entre ses mains les sommes qui peuvent être dues à ce débiteur. A cet effet, il lui fera signifier par ministère d'huissier l'exploit de saisie-arrêt qui, outre les énonciations communes à tous les exploits, devra contenir : les noms et qualité du saisi, l'indication du titre en vertu duquel la saisie est faite, et, s'il y a lieu, la copie de l'ordonnance portant permission du juge, le montant des causes de la saisie, l'élection de domicile faite par le saisissant au lieu du domicile du tiers-saisi (art. 559) (1).

2^{me} Partie. — Dénonciation de l'exploit de saisie-arrêt au saisi — demande en validité de la saisie — jugement de cette demande.

Il ne faut pas qu'une saisie-arrêt irrégulière ou mal fondée reste inconnue du saisi, qui se trouve-

(1) L'exploit peut être signifié par un porteur de contrainte, si la saisie est pratiquée par le Trésor public pour le paiement des contributions directes (Arrêté du 16 thermidor an VIII, art. 48 et suivants).

rait ainsi dans l'impossibilité de la contester ; il ne faut pas non plus qu'une saisie abandonnée conserve son effet pendant trente ans et ne se révèle au saisi qu'après qu'il aura perdu les moyens d'en prouver l'inanité. Pour éviter ces abus, l'article 563 impose au saisissant l'obligation de dénoncer au saisi l'exploit de saisie-arrêt et de l'assigner en validité de la saisie.

Dans la huitaine de la saisie, le saisissant est tenu, à cet effet, de dénoncer la saisie au débiteur saisi. Cette dénonciation se fait par exploit signifié comme d'ordinaire à personne ou à domicile, et contenant, outre les indications d'usage, la copie de l'exploit de saisie-arrêt, ou les renseignements nécessaires pour que le saisi sache en vertu de quel titre et pour quelle somme la saisie a été faite.

Il ne suffit pas de dénoncer la saisie-arrêt au débiteur, il faut encore faire juger contre lui qu'elle est valable. Une saisie-arrêt, qui peut n'être faite qu'en vertu d'un titre sous seing privé, ou même d'une simple autorisation accordée par le président du tribunal, ne doit pas être poussée plus avant, sans que sa validité soit prouvée au fond et en la forme. Le saisissant qui la dénonce au saisi doit donc, par le même exploit ou par un exploit séparé, mais dans le même délai et sans préliminaire de conciliation, l'assigner en validité devant le Tribunal de première instance de son domicile (art. 565). La demande ainsi formée s'instruit

suivant le droit commun, en la forme ordinaire ou sommairement, suivant les distinctions contenues en l'article 404 (art. 566).

3^me Partie. — Contre-dénonciation de la demande en validité au tiers-saisi — assignation en déclaration affirmative — jugement de cette demande.

Par l'exploit de saisie-arrêt, le saisissant a fait défense au tiers-saisi de vider ses mains entre celles du saisi; par la demande en validité, il a pris des conclusions contre le saisi tendant à faire juger que la saisie-arrêt est régulière. Il faut maintenant : 1^o avertir le tiers-saisi que le saisissant a régularisé la saisie en demandant sa validité au tribunal, et que, par suite, les sommes saisies-arrêtées demeurent indisponibles; 2^o obtenir de lui l'aveu de l'existence et du montant de sa dette, contester au besoin ses dires et faire juger cette contestation. C'est à ce double objet que correspondent la contre-dénonciation de la demande en validité et la demande en déclaration affirmative.

Si la contre-dénonciation n'a pas eu lieu en même temps que la demande en validité et par le même exploit, elle se réduit dans le silence de la loi à une simple notification par ministère d'huissier, devant être faite dans le délai de huitaine à compter de la demande en validité (art. 564). La contre-dénonciation est exigée dans l'intérêt du saisi, pour que les fonds redeviennent libres aux mains du tiers-saisi, dans le cas où la saisie ne lui serait

pas contre-dénoncée en temps utile. Si le saisissant ne poursuivait pas la saisie qu'il a formée, et, sans se faire payer lui-même, empêchait ainsi le saisi d'être payé, la saisie pourrait tomber en péremption et le saisi aurait le droit d'en demander la main-levée.

S'il y a titre authentique, la demande en déclaration affirmative peut accompagner la contre-dénonciation ou même l'exploit de saisie-arrêt. S'il n'y a pas titre authentique, elle ne peut avoir lieu qu'après le jugement de validité, car le saisissant ne peut s'immiscer dans les affaires du tiers-saisi en vertu d'une créance dont la légitimité n'est pas encore établie, et il doit attendre pour l'assigner en déclaration affirmative que sa propre saisie ait été déclarée valable (art. 568).

Cette demande s'introduit, sans préliminaire de conciliation, par un exploit libellé et signifié dans la forme ordinaire des ajournements avec constitution d'avoué ; elle est portée devant le tribunal du domicile du saisi.

Le tiers-saisi peut être domicilié au siège du tribunal qui doit connaître de la validité de la saisie, ou avoir son domicile en tout autre lieu. Dans le premier cas, il fait sa déclaration et en affirme la sincérité au greffe du tribunal, en personne ou par mandataire, mais avec l'assistance d'un avoué et dans le délai ordinaire des ajournements, c'est-à-dire dans le délai de huitaine. Dans

le second cas, il peut, dans le même délai, augmenté d'un jour par 5 myriamètres de distance entre le lieu de son domicile et le siège du tribunal, faire sa déclaration devant le juge de paix de son domicile ou envoyer sa déclaration au greffe par mandataire, sans qu'il soit besoin de réitérer l'affirmation au greffe (art. 571 et 572).

La déclaration affirmative du tiers-saisi est la révélation exacte faite par lui des sommes ou objets dont il est débiteur envers le saisissant.

Se reconnaît-il débiteur, il doit déclarer : 1° le montant de sa dette ; 2° si elle est liquide ; 3° quelle en est la cause ; 4° les circonstances de nature à la modifier ; 5° les à-compte déjà payés ; 6° les autres saisies-arrêts qui sont déjà formées entre ses mains et les cessions de créances qui lui ont été notifiées. S'il nie la dette, il doit préciser l'acte ou le fait de la libération qu'il allègue (art. 573).

Les pièces justificatives de sa déclaration doivent y être annexées et déposées au greffe. Il est délivré expédition de cette déclaration et de l'acte de dépôt au tiers-saisi, qui doit en signifier copie, avec constitution d'avoué, au saisissant et au saisissant (art. 574).

La déclaration du tiers-saisi peut être contestée. Une nouvelle instance s'engage alors entre le saisissant et le tiers-saisi. Dans ce cas, le tiers-saisi, qui n'était jusqu'alors qu'un simple témoin venant déposer devant le tribunal compétent pour prononcer sur la validité de la saisie, devient défendeur. Il

peut donc, par acte d'avoué à avoué, demander son renvoi devant ses juges naturels, c'est-à-dire devant le tribunal civil ou de commerce ou devant le juge de paix de son domicile (art. 570). Le tribunal du domicile du saisi n'en reste pas moins, malgré ce renvoi, juge de la demande en validité portée devant lui. Il doit seulement surseoir au jugement de cette demande, jusqu'à ce que le tribunal compétent ait statué sur les contestations élevées contre la déclaration du tiers-saisi.

Le jugement de validité, qui déclare la saisie valable, met les droits du saisissant à l'abri de toute contestation ultérieure ; il condamne le tiers-saisi à le payer. Ce jugement, qui, suivant l'opinion généralement admise en doctrine et en jurisprudence, attribue au saisissant la propriété des deniers saisis-arrêtés, suppose en effet que la déclaration affirmative n'a pas été contestée, ou que les contestations qu'elle a soulevées sont déjà résolues par un jugement passé en force de chose jugée (art. 579).

Lorsqu'il y a plusieurs créanciers saisissants et que les deniers arrêtés ne suffisent pas pour désintéresser les créanciers opposants, les parties doivent, dans le mois de la signification au tiers-saisi du jugement fixant le montant de sa dette, s'entendre pour procéder à une distribution amiable (art. 656).

Faute par les créanciers et le saisi de s'accorder dans ledit délai, le tiers-saisi devra consigner dans

la huitaine suivante les sommes dont il est débiteur, à moins que les créanciers ne l'aient autorisé à les conserver par devers lui (art. 657 et 2, § 8, de l'Ordonnance du 3 juillet 1816).

Un juge est alors commis par le président du tribunal, sur la réquisition de la partie la plus diligente, pour procéder à la contribution (art. 658). Dès que ce juge est désigné, le créancier poursuivant lui présente requête à l'effet d'obtenir son ordonnance pour sommer les opposants de produire, et, la partie saisie de prendre communication des pièces produites et de contredire s'il y échet (art. 659). Les créanciers doivent produire dans le mois de la signification qui leur en est faite, et constituer avoué (art. 660). A l'expiration de ce délai et même avant, si tous les créanciers sommés ont produit, le juge-commissaire ouvre immédiatement son procès-verbal de distribution et procède à la confection d'un état de collocation provisoire. Les créanciers et le saisi ont alors quinze jours pour contredire à cet état, à compter de la sommation qui leur en est faite par le poursuivant (art. 663).

En cas de contestation, le juge-commissaire renvoie les parties devant le tribunal, le jugement est rendu sur le rapport du juge-commissaire et sur les conclusions du ministère public. La voie de recours est l'appel dans les dix jours de la signification du jugement à avoué (art. 666 à 669).

A l'expiration du délai pour contester, s'il n'y a

pas eu de contestation, et, dans le cas contraire, après l'expiration du délai d'appel ou la signification de l'arrêt d'appel à l'avoué, le juge-commissaire clôt son procès-verbal, arrête la distribution des deniers et ordonne que le greffier délivrera les mandements ou bordereaux de collocation. Huit jours après cette ordonnance, le greffier délivre à chacun des créanciers colloqués un mandement de collocation payable par la Caisse des Dépôts et Consignations et exécutoire contre elle (art. 665, 670 et 671). -

Telles sont les grandes lignes de la procédure de saisie-arrêt dépourvue d'incidents.

Comme on le voit, le législateur de 1806 a, pour remédier aux abus de l'ancien régime, compliqué la procédure de formalités nombreuses, toujours lentes et onéreuses, et la plupart du temps en dehors de toute proportion avec les intérêts qu'il s'agit de sauvegarder.

Dans les cas visés par la loi de 1895 où la créance est souvent minime et où la somme saisie-arrêtée l'est toujours, il était indispensable de simplifier les anciennes formalités de la saisie, qui entraînaient des frais en disproportion manifeste avec le chiffre de la créance à recouvrer, et qui auraient presque toujours épuisé les ressources du débiteur sans permettre l'acquittement du principal de la dette. M. Jacquemart, dans son exposé de motifs du 10 décembre 1889, montre en effet que, pour

saisir-arrêter une somme de 1,000 fr., il faut faire environ 276 fr. de frais et que, s'il y a en outre une distribution par contribution, le total des frais s'élève alors à 500 fr., le débiteur perdant ainsi 50 0/0 de la somme saisie. M. Thellier de Poncheville disait également qu'il n'est pas rare de voir « telle petite dette de 20 fr. ayant donné lieu à 40 ou 60 fr. de frais. »

Simplifier les formes de l'ancienne procédure afin de les rendre plus rapides et moins onéreuses, tel est le but que la loi nouvelle s'est proposé d'atteindre.

A cet effet :

1° On a supprimé le ministère obligatoire des avoués, en attribuant compétence au juge de paix en matière de saisie-arrêt des salaires et traitements au lieu et place du Tribunal de première instance.

2° Il n'y aura plus désormais qu'un seul exploit d'huissier, et toutes les formalités qui s'accomplissaient par le ministère des avoués ou des huissiers sont supprimées ou remplacées par des lettres recommandées à la poste par le greffier du juge de paix.

3° Les formalités de la dénonciation et de la contre-dénonciation sont supprimées. Peut-être la loi nouvelle est-elle allée à cet égard un peu loin, en ne remplaçant pas la dénonciation par une autre formalité, telle qu'une lettre recommandée. Le débi-

teur saisi ne connaîtra, en effet, l'opposition faite sur ses salaires ou sur son traitement que par la somme qu'il se verra retenir le jour de la paye. C'est là certainement une lacune, qui a passé inaperçue lors du vote de la loi et qui est d'autant plus anormale que, dans le cas d'oppositions subséquentes, le greffier est obligé d'en informer le débiteur par lettre recommandée (art. 7, § 3).

De plus, l'absence d'une disposition légale, analogue à celle de l'art. 563 du Code de Procédure civile qui, à peine de nullité, oblige le créancier, dans la huitaine de la saisie-arrêt à dénoncer la saisie au débiteur saisi et à assigner ce dernier en validité, aura quelquefois cette conséquence, que, le créancier par calcul, le tiers-saisi par manque d'intérêt et le débiteur lui-même par ignorance, pourront s'abs tenir pendant un temps plus ou moins long de requérir la convocation des parties. La loi nouvelle ne fixe, en effet, aucun délai pour formuler la réquisition de convocation des parties qui remplace l'assignation en validité de l'ancienne procédure. Elle est en cela moins prévoyante que le Code de Procédure.

Aucune assignation, soit en validité, soit en mainlevée, soit en déclaration affirmative ne doit être notifiée; une simple réquisition reçue par le greffier et des avertissements adressés par lui aux divers intéressés suffisent pour engager et poursuivre l'instance. Toutes les formalités, prévues par les articles 563, 564 et 570 du Code de Procédure qui entraî-

nent des frais assez élevés, sont supprimées pour les saisies-arrests prévues par la loi de 1895 et remplacées par une simple réquisition suivie d'avertissements envoyés aux intéressés. Ces avertissements, bien que n'étant pas notifiés par huissier, sont néanmoins de véritables citations en justice (1).

4° La complication et la multiplicité des saisies sont évitées par l'interdiction qui est faite au juge de paix d'autoriser plus d'une saisie-arrest.

5° La procédure de distribution, qui sera désormais réglée par le juge de paix, est beaucoup plus simple, plus expéditive et moins coûteuse que la contribution judiciaire, telle qu'elle est organisée par le Code de Procédure civile. Il suffira, en effet, lorsque les retenues opérées permettront de répartir entre les créanciers saisissants au moins $\frac{1}{5}$ de leur créance, et que les parties ne se seront pas amiablement entendues, qu'un état, indiquant pour chaque créancier la somme lui revenant proportionnellement au montant de sa créance, soit dressé par le juge de paix; et la simple signature du créancier, mise à côté du chiffre indiquant sa collocation, vaudra quittance et décharge pour le tiers-saisi. N'est-ce pas là, la procédure la plus simplifiée et la moins onéreuse qu'il était possible d'imaginer!

La procédure des contredits organisée par les ar-

(1) Tribunal de paix de Lille, 6 novembre 1895, D. 96, 2, 506; S. 96, 2, 51.

articles 663 et 666 à 670 du Code de Procédure civile est supprimée dans la loi de 1895. Cette procédure est, en effet, basée sur l'existence d'un règlement provisoire et d'un règlement définitif que la loi nouvelle ne prévoit pas, et sur des renvois devant le tribunal, qui ne peuvent pas être ordonnés en justice de paix, puisque le juge de paix qui établit l'état de répartition est en même temps juge du fond.

En outre, les contredits nécessitent des sommations et des interventions d'avoué incompatibles avec la procédure en justice de paix. Nous verrons bientôt comment les créanciers omis peuvent attaquer l'état de répartition.

6° Tous les exploits, autorisations, jugements, décisions, procès-verbaux et états de répartition, qui pourront intervenir en exécution de la loi nouvelle, seront rédigés sur papier non timbré et enregistrés gratis.

Ce rapide aperçu des principales réformes apportées à la procédure de la saisie-arrêt, dans le détail desquelles nous allons maintenant entrer, nous montre combien la loi de 1895 est favorable aux ouvriers, et pour la rapidité de la saisie dont elle supprime ou abrège les nombreux délais, et pour l'atténuation des frais qui sont presque entièrement supprimés. Ces frais de procédure qui dépassaient avec l'ancienne législation plusieurs centaines de francs, doublant souvent la somme due, ont été

évalués approximativement au cours de la discussion de la loi à 30 ou 35 fr. Aussi peut-on répéter avec M. Laroche-Joubert que « ce sont là des étrennes utiles que pour l'année 1895 le Parlement a faites aux travailleurs modestes. »

SECTION I

Procédure de saisie-arrêt

§ I. — *Formalités préalables.*

Les formalités préalables de la saisie-arrêt sont indiquées dans les deux premiers paragraphes de l'article 6 et par le paragraphe 1 de l'article 7.

Aux termes de l'article 6 :

« La saisie-arrêt sur les salaires ou appointements ne dépassant pas annuellement 2,000 fr., dont il s'agit à l'article 1^{er} de la présente loi, ne pourra être pratiquée, s'il y a titre, que sur le visa du greffier de la justice de paix du domicile du débiteur saisi.

« S'il n'y a point de titre, la saisie-arrêt ne pourra être pratiquée qu'en vertu de l'autorisation du juge de paix du domicile du débiteur saisi. Toutefois, avant d'accorder l'autorisation, le juge de paix pourra, si les parties n'ont déjà été appelées en conciliation, convoquer devant lui, par simple aver-

tissement, le créancier et le débiteur ; s'il intervient un arrangement, il en sera tenu note par le greffier sur un registre spécial exigé par l'article 14. »

Cet article prévoit deux hypothèses absolument distinctes ; ou le créancier a un titre, et dans ce cas la saisie-arrêt ne pourra être pratiquée que sur le visa du greffier de la justice de paix du domicile du débiteur saisi ; ou bien le créancier n'a pas de titre, et alors la saisie-arrêt ne pourra être pratiquée qu'en vertu de l'autorisation du juge de paix. La loi nouvelle maintient la distinction établie par les articles 557 et 558 du Code de Procédure civile entre le cas où le créancier est muni d'un titre et celui où il en est dépourvu ; mais elle comporte une innovation, en subordonnant la saisie-arrêt à la formalité du visa par le greffier, même lorsque le créancier se présente nanti d'un titre, exigence que l'on ne rencontre pas dans l'article 557.

Quel est le but de cette innovation ?

Dans le texte primitivement adopté par la Chambre des Députés, l'opposition, qu'il y eût titre ou non, ne pouvait être régularisée qu'après avoir été autorisée par le juge de paix du domicile du débiteur.

« Il importe avant tout, disait M. Jacquemart, d'éviter les frais ; il faut donc, même dans le cas où il y a titre, que le juge de paix soit libre de convoquer, selon les circonstances, s'il le juge à propos, le créancier et le débiteur ; il peut se faire que ce ma-

gistrat parvienne à les arranger (1). » On avait ainsi voulu, afin d'économiser les frais, laisser au juge de paix toute facilité pour essayer au préalable de concilier les parties. De justes observations furent formulées contre cette disposition, qui subordonnait à l'autorisation du juge de paix l'exécution d'un titre, exécutoire par lui-même, et elle fut modifiée dans le rapport de la Commission du Sénat, qui décida que, dans le cas où il y aurait un titre, le juge de paix apposerait son visa sur l'exploit qui lui serait présenté. Aussi, l'article 6, tel qu'il fut proposé par la Commission, était-il ainsi conçu : « La saisie-arrêt ne pourra être pratiquée, s'il y a titre, que sur le visa du juge de paix du domicile du débiteur saisi. Toutefois, avant de donner le visa, le juge de paix pourra convoquer devant lui, par avertissement, le créancier et le débiteur ; s'il intervient un arrangement, il en sera tenu note par le greffier. » L'intention de la Commission du Sénat était donc bien de soumettre la saisie à l'autorisation du juge de paix, en toute hypothèse, qu'il y eût titre ou non, dans le but de la faire précéder le plus souvent possible du préliminaire de conciliation. Cependant, sans que rien ne justifie ce changement, le texte soumis au Sénat et accepté par lui sans discussion a été tout différent. Les mots « Sur le

(1). Exposé des motifs, proposition Jacquemart, année 1889, documents parlementaires, annexes n° 167, p. 334.

visa du greffier de la justice de paix du domicile du débiteur saisi » furent substitués à ceux que proposait la Commission. Cette modification, dont on chercherait vainement le motif, fut approuvée par la Commission de la Chambre. « Ce visa, disait le rapporteur, a été exigé, même lorsqu'il y a titre, pour assurer l'exécution de l'article 7, en vertu duquel une seule saisie-arrêt doit être autorisée par le juge. » Telle est, en effet, la seule utilité de ce visa, la faculté d'appeler les parties en conciliation, qui semblait être le principal intérêt de l'innovation, étant désormais restreinte au cas où, à défaut de titre, l'autorisation du juge de paix est nécessaire pour saisir.

Aux termes de l'article 6, § 1, de la loi nouvelle, le greffier de la justice de paix se trouve investi d'attributions directes et personnelles qui engagent sa responsabilité, sans qu'il puisse être considéré comme agissant sous la dépendance du juge de paix, que l'on ne pourrait rendre responsable des erreurs de son subordonné.

Le greffier est tenu de donner son visa au créancier qui le lui demande, toutes les fois que celui-ci se présente muni d'un document, *constituant réellement un titre*, en vertu duquel une saisie-arrêt pourrait être formée par application de l'article 557 du Code de Procédure civile. Le visa ne saurait donc être refusé au porteur d'un titre authentique ou d'un titre privé, lorsque la créance est certaine,

liquide et exigible, et le greffier qui, dans ce cas, refuserait son visa, serait passible de dommages-intérêts, si, par son refus, il causait préjudice au requérant. Aussi, devra-t-il s'assurer, sans toutefois se faire juge de la validité du titre, que l'acte qui lui est présenté a les apparences d'un titre de créance, c'est-à-dire d'un titre constatant une obligation mobilière à la charge du débiteur que l'on veut saisir.

S'il n'y a point de titre (art. 6, § 2), la saisie-arrêt ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation donnée par le juge de paix du domicile du débiteur. Ce magistrat devra, dans ce cas, s'entourer de tous renseignements utiles sur la sincérité et l'importance de la créance. Il pourra, avant d'accorder cette autorisation, appeler, par simple avertissement, les parties devant lui, afin de les concilier. Mais ce n'est là qu'une simple faculté laissée à l'appréciation du juge, qui ne devra y recourir que lorsqu'il lui paraîtra que cette mesure peut être utile au débiteur sans compromettre les intérêts du créancier.

Lorsque le juge de paix n'a pas cru devoir recourir à la tentative de conciliation préalable, ou lorsque cette épreuve n'a pas abouti, il appartient alors à ce magistrat d'apprécier s'il accordera ou refusera l'autorisation qui lui est demandée, et comme il s'agit d'un acte de juridiction gracieuse, sa décision ne sera susceptible d'aucun recours. Le créan-

cier, dont la requête sera rejetée, n'aura donc d'autre ressource que d'assigner son débiteur en paiement, afin d'obtenir un titre en vertu duquel il pourra ensuite faire pratiquer opposition.

Le juge de paix, étant investi par la loi nouvelle des pouvoirs conférés au président du Tribunal civil par l'article 558 du Code de Procédure civile, devra, comme ce magistrat, indiquer dans son ordonnance d'autorisation la somme pour laquelle il permet de former saisie-arrêt.

« Le juge, dit l'article 7, § 1, évaluera ou énoncera la somme pour laquelle la saisie-arrêt sera formée. »

Cet article reproduit la disposition de l'article 559 du Code de Procédure, qui impose au juge l'obligation d'évaluer le montant de la créance. Si donc cette créance n'est pas liquide, le juge de paix devra l'évaluer provisoirement dans son autorisation. Bien que l'article 7 ait seulement prévu le cas où la saisie-arrêt est faite sans titre, il nous paraît certain que si le titre ne porte pas évaluation de la créance, le créancier pourra et devra même en demander l'évaluation provisoire au juge de paix, l'article 559, § 2, devant être appliqué au juge de paix comme au président du tribunal.

§ 2. — *Forme de la saisie-arrêt.*

L'opposition pratiquée, soit en vertu d'un titre,

soit en vertu de l'autorisation du juge de paix, doit être formée par exploit.

C'est le seul acte de cette nature que l'on rencontre dans la nouvelle procédure.

La proposition de M. Thellier de Poncheville (art. 6) et le projet du Gouvernement (art. 9) remplaçaient l'acte d'huissier par une lettre recommandée, qui devait être adressée au tiers-saisi, soit par un huissier, soit par le greffier de la justice de paix. Cette disposition n'a pas été insérée dans la loi; car il a paru nécessaire, le coût de l'exploit n'étant pas sensiblement supérieur à celui d'une lettre recommandée (1), de faire remettre au débiteur, au début de la procédure, la copie d'un acte suffisamment explicite pour le renseigner sur le créancier, sur la nature et sur la quotité de la créance.

L'article 6, § 3, énumère les mentions spéciales que devra contenir cet exploit :

« L'exploit contiendra en tête, l'extrait du titre, s'il y en a un, ainsi que la copie du visa, et, à défaut de titre, copie de l'autorisation du juge. L'exploit sera signifié au tiers-saisi ou à son représentant préposé au paiement des salaires ou traitements, dans le lieu où travaille le débiteur saisi. »

La loi n'indiquant que les mentions spéciales que

(1) Le droit d'enregistrement de l'exploit déjà réduit à 1 fr. par l'article 6 de la loi du 26 janvier 1892 est supprimé par l'article 15 de la nouvelle loi.

devra renfermer l'exploit, il faut dans son silence appliquer les règles auxquelles sont soumis les exploits en matière de saisie-arrêt ordinaire.

L'acte devra donc contenir les énonciations communes à tous les exploits, telles que les indique l'article 61 du Code de Procédure civile ; à savoir : la date des jour, mois et an ; les noms, profession et domicile du créancier ; les noms, demeure et immatricule de l'huissier ; les noms, profession et demeure du débiteur saisi ; les noms, profession et domicile du tiers-saisi ; la mention de la personne à laquelle copie de l'exploit sera laissée ; l'objet de l'exploit, c'est-à-dire la désignation de la quotité du traitement ou salaire saisi. Il faut également décider que l'exploit de saisie-arrêt devra contenir, conformément aux prescriptions de l'article 559 du Code de Procédure civile, l'évaluation de la créance et l'élection de domicile faite par le saisissant dans le lieu où demeure le tiers-saisi. Enfin, s'il s'agit d'une saisie-arrêt sur le traitement d'un fonctionnaire, l'exploit de saisie-arrêt devra porter, aux termes de l'article 5 du décret du 18 août 1807, le visa de la personne entre les mains de laquelle a été pratiquée la saisie-arrêt et, en cas de refus, le visa du Procureur de la République de l'arrondissement de cette personne.

Cet exploit signifié au tiers-saisi ne rend indisponible entre ses mains que la portion déclarée saisissable par la loi, c'est-à-dire un dixième du trai-

tement ou du salaire. « Le débiteur, dit l'article 7, § 2, pourra toucher du tiers-saisi la portion non saisissable de ses salaires, gages ou appointements. » Aucune autorisation de justice ne sera nécessaire à cet effet, et le saisi est affranchi des difficultés et des lenteurs qui retardaient pour lui, sous la législation antérieure, le paiement de la partie de son gain jugée nécessaire à son existence.

La limite impérativement fixée par la loi ne permettant aucune dérogation, l'article 7 devrait recevoir son application, même si l'exploit d'opposition prétendait saisir une quotité supérieure au dixième, et le tiers-saisi ne devrait y avoir égard que jusqu'à concurrence d'un dixième. Le débiteur lui-même n'aurait pas le droit de consentir à une retenue plus forte. Mais si, au mépris de l'exploit qui lui a été signifié, le tiers-saisi continuait à payer au saisi l'intégralité du salaire ou traitement, il resterait responsable vis-à-vis du saisissant du dixième de ce traitement ou salaire. L'article 1242 du Code civil, qui déclare non valable, à l'égard des créanciers saisissants, le paiement fait par le débiteur à son créancier au préjudice d'une saisie ou opposition, est pleinement applicable à la saisie-arrêt des salaires, et le patron serait dans ce cas contraint à payer deux fois. Le tiers-saisi ne peut donc se libérer du dixième saisi, ni entre les mains du saisissant avant le jugement qui valide la saisie-arrêt, ni entre celles du débiteur saisi ; il doit se borner à

retenir le dixième saisi et à en conserver le montant par devers lui.

La loi interdisant au juge d'autoriser plus d'une saisie-arrêt, il était nécessaire, pour se conformer à cette prohibition, que le juge de paix pût savoir si une opposition avait déjà été autorisée. Aussi l'article 8 ordonne-t-il à l'huissier, qui a signifié un exploit de saisie-arrêt, de le faire parvenir au juge de paix dans le délai de huit jours.

« L'huissier saisissant, dit cet article, sera tenu de faire parvenir au juge de paix dans le délai de huit jours, à dater de la saisie, l'original de l'exploit, sous peine d'une amende de 10 fr. qui sera prononcée par le juge de paix en audience publique. »

Le dépôt de l'original doit être effectué au greffe de la justice de paix, et mention en est faite sur le registre des saisies-arrêts (art. 14-2°).

Il était de toute nécessité que cet acte fût déposé à la Justice de paix dans un bref délai ; car il constitue le point de départ de toute la procédure, les autres créanciers ne pouvant, après cet exploit, que faire des réclamations qui sont consignées au registre. En effet, aux termes de l'article 7, § 3 : « Une seule saisie-arrêt doit être autorisée par le juge. S'il survient d'autres créanciers, leur réclamation, signée et déclarée sincère par eux et contenant toutes les pièces de nature à mettre le juge à même de faire l'évaluation de la créance, sera ins-

écrite par le greffier sur le registre exigé par l'article 14. Le greffier se bornera à en donner avis dans les quarante-huit heures au débiteur saisi et au tiers-saisi, par lettre recommandée qui vaudra opposition. »

En édictant cette disposition, qui modifie profondément les règles du droit commun en matière de signification des saisies-arrêts, le législateur a surtout voulu éviter, dans un but de célérité et d'économie, que plusieurs oppositions pussent être faites par voie d'huissier.

La pratique démontre, en effet, que lorsqu'un créancier agit contre son débiteur, un autre créancier vient presque aussitôt réclamer son dû, et le débiteur qui ne peut satisfaire à toutes ces réclamations voit alors sa dette s'augmenter par des frais faits souvent d'une façon inconsidérée. Les créanciers des ouvriers ou employés étant presque toujours des fournisseurs du ménage à chacun desquels il n'est dû que de petites sommes, il était indispensable d'éviter des formalités de procédure qui, tout en ne désintéressant pas le créancier, avaient de plus l'inconvénient de décourager l'ouvrier et de lui faire abandonner l'atelier. Par l'interdiction des saisies multiples, qui est, à notre avis, une des meilleures dispositions de la nouvelle loi, ce danger a été conjuré.

Aussi n'est-il pas sans intérêt de rechercher quelles sont exactement la portée et la signification

de ces mots : « Une seule saisie-arrêt doit être autorisée par le juge », restriction qu'il faut renfermer dans les limites que comportent l'esprit de la loi et les intentions formelles du législateur, mais qui donne cependant lieu à de sérieuses difficultés d'interprétation.

Ce texte paraît, en effet, devoir s'appliquer seulement au cas où la saisie-arrêt ne peut être pratiquée qu'en vertu d'une autorisation du juge de paix, et il semble, tout d'abord, inadmissible qu'un simple visa, qui n'est qu'une formalité inconnue du débiteur comme du futur tiers-saisi, n'ayant aucun effet par elle-même et ne constituant pas un acte de procédure proprement dit, puisse avoir pour effet d'entraver ou de paralyser l'action d'un créancier sérieux.

Telle n'a pas été l'intention du législateur. Voulant éviter des frais inutiles et simplifier la procédure, aussi bien dans le cas où la saisie-arrêt est pratiquée en vertu d'un titre que lorsqu'elle est faite sur autorisation du juge, il a maintenu la nécessité de l'autorisation et institué la formalité du visa afin d'empêcher la pluralité des saisies-arrêts.

L'obligation du visa, imposée par l'article 6 au créancier porteur d'un titre, a uniquement pour but d'assurer l'unité de la saisie-arrêt et l'article 7 doit s'appliquer par identité de motifs à une opposition formée en vertu d'un titre.

Par suite, lorsqu'une autorisation aura déjà été

accordée ou qu'un visa aura été donné, le greffier refusera de viser le titre qui lui sera présenté par un créancier postérieur (1). Ce dernier devra alors recourir à la procédure que la loi qualifie *d'intervention* et faire au greffier une réclamation, que celui-ci inscrira sur le registre prévu par l'article 14, et dans laquelle le créancier indiquera le montant de sa créance, ou, si elle n'est pas liquide, son évaluation approximative. Dans les quarante-huit heures, à partir de cette réclamation, le greffier en donnera avis au débiteur saisi et au tiers-saisi par lettre recommandée qui vaudra opposition.

L'inscription sur le registre des saisies permettra à ce nouveau créancier de venir exercer ses droits sur le montant de la somme saisie-arrêtée, lors de la distribution qui en sera faite ultérieurement par le juge de paix.

Si une saisie-arrêt a été autorisée par le juge ou si un créancier a requis le visa du greffier pour pratiquer une saisie-arrêt, et que, pour un motif quelconque, ce créancier n'ait pas cru devoir user de la faculté de signifier l'exploit, quelle sera la situation d'un second créancier qui voudra faire opposition?

Il est évident que le droit de ce dernier ne saurait être tenu en échec par la négligence ou le caprice du premier; aussi écartons-nous immédiatement

(1) *Tribunal de paix de Saint-Etienne* (canton sud-ouest), 15 novembre 1895 : SCHAFFAUSER et CHEVRESSON, *Lois nouvelles*, 1896, 2, 27; *Bulletin des décisions des juges de paix* 1896, p. 30.

cette solution qui a été proposée et qui oblige un second créancier à obtenir, avant de faire viser son titre, le désistement de celui qui, le premier, a fait viser le sien. Ce serait, en effet, subordonner la poursuite au caprice d'un créancier et permettre une fraude qui ne manquerait pas d'être pratiquée; le débiteur, menacé de poursuites, n'aurait qu'à s'entendre avec son créancier pour que celui-ci, après avoir obtenu un visa ou une autorisation, mit par son inaction les salaires du débiteur à l'abri de toute saisie-arrêt.

Suivant M. Lancien, tant que le créancier qui a fait viser son titre n'a pas réellement pris position de saisissant en déposant au greffe l'exploit de saisie-arrêt, tout autre créancier peut demander visa et pratiquer une saisie à ses risques et périls (1).

M. Pabon, reconnaissant que le juge de paix et le greffier doivent refuser une seconde autorisation ou un autre visa, soutient au contraire que le créancier pourra agir par la voie de la réclamation. « La loi, dit-il, en autorisant le premier créancier à agir par voie d'exploit et les autres créanciers par voie de réclamation, ne fait aucune distinction entre le cas où un exploit a été signifié et celui où il n'y a pas eu d'exploit; il suffit qu'une première saisie-arrêt ait été autorisée ou qu'un titre ait été visé pour que les nouveaux créanciers puissent agir par

(1) *Revue des justices de paix*, 1895, p. 202 et suiv.

la voie de la réclamation. Lors de la convocation des créanciers, s'il n'y a pas eu d'exploit, le créancier qui aurait dû le signifier sera considéré comme s'étant purement et simplement désisté, à moins que sur la convocation qui a dû lui être adressée en même temps qu'aux autres créanciers, il ne se porte régulièrement opposant par une réclamation inscrite au registre (1). »

Aucune de ces opinions ne nous semble acceptable. M. Lancien viole, en effet, d'une façon manifeste l'article 7; car il faut avec son système reconnaître au greffier et au juge de paix la faculté d'accorder plusieurs visas et plusieurs autorisations.

Admettre la théorie de M. Pabon, ce serait donner à une lettre recommandée le même effet qu'à un exploit d'huissier, acte qui est indispensable pour ouvrir la procédure et pour arrêter les sommes dans les mains du tiers-saisi. L'examen attentif de la discussion de la loi permet de dire, que l'obligation pour le maître ou le patron de retenir le dixième des salaires ou traitements ne commence que du jour où il est touché par un exploit d'huissier. Cette obligation ne saurait donc naître de l'avis d'une opposition contenu dans une lettre recommandée, qui peut ne point parvenir au destinataire et que celui-ci est libre de refuser. Les oppositions postérieures seules peuvent être faites par cette voie, parce qu'elles n'ont pas pour objet d'arrêter des sommes, mais

(1) PABON, *op. cit.*, n° 231.

seulement d'assurer une part dans la distribution de celles qui sont déjà saisies-arrêtées.

Il nous semble préférable de décider que, tout créancier se voyant refuser, soit une autorisation, soit un visa, devra mettre le créancier autorisé à pratiquer une saisie, en demeure d'agir ou de se désister. A cet effet, il assignera devant le juge de paix ce créancier, qui, s'il persiste dans son abstention, sera déclaré avoir renoncé à toute exécution et avoir par là-même cédé son droit à un autre créancier plus diligent.

La loi, statuant sur le cas le plus fréquent, suppose évidemment dans son article 7 que l'exploit de saisie-arrêt a été régulièrement signifié, mais elle garde un silence absolu sur l'hypothèse où le créancier, autorisé à former la saisie-arrêt, est resté dans l'inaction.

Cette lacune eût été facilement comblée par la faculté accordée au juge de paix de mettre le premier créancier en demeure d'avoir à prendre parti dans un délai déterminé, à l'expiration duquel, le second créancier aurait été de plein droit subrogé aux lieu et place de celui qui aurait négligé d'agir. Il eût même été préférable que la loi imposât au créancier autorisé l'obligation d'agir dans un délai déterminé, passé lequel une autorisation pourrait être donnée à un autre créancier, la première étant devenue sans effet.

Dans le silence du législateur, il appartient au

juge de choisir la solution se conciliant le mieux avec l'esprit de la loi et avec les principes généraux du droit ; or, le système que nous proposons respecte l'unité de la saisie tout en étant conforme à ce principe que l'inaction d'un créancier ne doit pas nuire aux autres.

Le paragraphe 3 de l'article 7 est conçu en termes restrictifs. On ne doit donc pas en étendre les limites, mais il ne faut pas non plus les restreindre arbitrairement. Quand la loi déclare qu'*une seule saisie-arrêt doit être autorisée par le juge*, elle entend dire qu'une seule saisie-arrêt doit être formée si les parties en cause dans l'exploit restent les mêmes, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit du même débiteur saisi et du même tiers-saisi. Si l'une ou l'autre de ces parties change, il est évident qu'une nouvelle procédure prend naissance et que, par suite, celle-ci doit débiter par un nouvel exploit de saisie-arrêt.

L'article 7, § 3, ne fait donc point obstacle à ce qu'un créancier, non désintéressé par les retenues faites sur les salaires de son débiteur en vertu d'une saisie-arrêt, en pratique une autre aux mains d'un autre tiers-saisi, lorsque le débiteur change de patron (1)

(1) *Tribunal de paix*, Lille (4^e arr.) 8 juillet 1896 (Lois nouvelles, 1897, 4, 48).

Sic : FOIGNET, op. cit., n° 69 bis. — *Moniteur des huissiers*, 1895, 2, 258. — *Moniteur des juges de paix*, 1895, 2, 216.

Contra : EMON, op. cit., n° 91.

Ni l'article 6, ni l'article 7 ne s'expliquent au sujet de la dénonciation et de la contre-dénonciation de l'opposition. Il ne saurait être question de ces actes sous l'empire de la loi nouvelle. C'est ce qui résulte, en effet, aussi bien de l'économie même de cette loi que de l'ensemble de ses prescriptions, notamment des derniers paragraphes de chacun des articles 6 et 7, dont les dispositions finales ont évidemment eu pour but de remplacer par les règles qu'ils édictent les formalités des articles 563 et 564 du Code de Procédure civile.

§ III. — *Validité de la saisie*

Après la signification de la saisie-arrêt et le dépôt de l'exploit au greffe de la justice de paix, le créancier saisissant doit actionner le saisi devant le juge de paix afin d'obtenir un jugement, qui consacre la légitimité de sa créance et qui ordonne le paiement entre ses mains de tout ou partie du dixième saisi. C'est le jugement de validité.

En matière de saisie-arrêt ordinaire, on actionne au moyen d'exploits le saisi et le tiers-saisi devant le tribunal de première instance. Dans la saisie-arrêt spéciale de la loi de 1895, les formalités pour obtenir le jugement de validité ont été réduites à leur plus simple expression. Comme il importe que la procédure ne subisse aucun retard, la loi accorde

indistinctement à toutes les parties intéressées le droit de la mettre en mouvement. A cet effet, tout créancier saisissant, le débiteur et le tiers-saisi, pourront (art. 9, § 1) requérir la convocation des intéressés devant le juge de paix du débiteur saisi, par une déclaration consignée sur le registre prévu en l'article 14. Bien que l'article 9 ne paraisse conférer le droit de requérir la convocation qu'au créancier saisissant, ce droit appartient également à tout créancier ayant fait inscrire au greffe sa réclamation, comme le prescrit l'article 7. La qualité de saisissant ne confère, en effet, au créancier qui la possède aucun privilège à l'encontre des autres, et l'on ne saurait admettre que son inaction pût paralyser les droits de ses coïntéressés.

Dans les quarante-huit heures qui suivent cette réquisition, le greffier convoque par lettre recommandée toutes les parties en cause à comparaître à l'audience que le juge de paix aura fixée (art. 9, § 2).

A cette audience, lorsque les parties sont ainsi présentes devant lui, le juge de paix est appelé à statuer sur la validité, la nullité ou la mainlevée de la saisie qu'il apprécie au fond et en la forme. S'il s'élève des contestations entre l'un quelconque des créanciers et le saisi, elles seront jugées préalablement par ce magistrat, mais si elles dépassent les limites de sa compétence, il devra surseoir à statuer jusqu'à ce que la contestation soit vidée par le tribunal qui doit en connaître. Il se peut aussi que,

dans le cours de l'instance en validité, quelques-unes des oppositions soient reconnues mal fondées ; dans ce cas, le juge de paix annulera ces oppositions, validera celles qui seront reconnues valables et allouera, s'il y a lieu, les dommages-intérêts qui pourraient être encourus (1).

Le juge de paix se prononce en même temps sur la déclaration affirmative que le tiers-saisi est tenu de faire audience tenante (art. 9, § 3).

Cette déclaration doit énoncer :

1° Le montant du salaire ou des appointements quotidiens ou mensuels, alloués à l'ouvrier ou à l'employé, car la connaissance du montant annuel du traitement est nécessaire, au moins en ce qui concerne les employés, commis et fonctionnaires pour savoir si la législation spéciale est applicable, et si le juge de paix est compétent ;

2° Ce qui reste dû au moment de la saisie-arrêt, indication qui servira de base à la distribution.

Elle devra, en outre, comprendre toutes les énonciations de nature à permettre au juge, aux créanciers et au débiteur de se renseigner exactement sur la situation de ce dernier. Le tiers-saisi devra donc indiquer les transports qui lui auraient été

(1) La saisie-arrêt, annulée en totalité ou en partie, peut donner lieu à des dommages-intérêts au profit du saisi par application de l'article 1382 du Code civil ; mais, d'après les principes de cet article, le saisi devra, pour obtenir réparation, établir que la saisie lui a causé un préjudice (atteintes portées à son crédit, perte de son emploi etc...).

signifiés en vertu de l'article 2, les compensations qui peuvent être opérées en vertu des articles 4 et 5, et, le cas échéant, les oppositions qui auraient pu lui être notifiées dans les termes des articles 577 et suivants du Code de Procédure, par exemple, à la requête d'un créancier qui avait cru le traitement de son débiteur supérieur à 2,000 fr.

Si le tiers-saisi ne comparait pas ou ne fait pas sa déclaration, le paragraphe 4 de l'article 9 décide qu'il devra être déclaré débiteur pur et simple des retenues non opérées et condamné aux frais par lui occasionnés. En matière de saisie-arrêt ordinaire, le tiers-saisi qui ne fait pas sa déclaration est, aux termes de l'article 577 précité, déclaré débiteur pur et simple des causes de la saisie, c'est-à-dire qu'il est condamné à payer au saisissant le montant de la somme pour laquelle la saisie a été formée, sauf son recours contre le débiteur saisi. La loi nouvelle ne pouvait pas permettre au juge de déclarer le tiers-saisi débiteur pur et simple des causes de la saisie, sans violer dans certains cas l'article 1^{er} de la loi, le montant de ces causes pouvant être parfois supérieur au dixième du traitement ou du salaire du débiteur saisi. Le juge de paix devra donc déclarer le tiers-saisi débiteur pur et simple des retenues qu'il aurait dû opérer depuis la signification de l'exploit, et ordonner qu'il retiendra à son employé ou ouvrier le dixième de son traitement ou salaire, jusqu'à concurrence seulement de la somme néces-

saire pour désintéresser les créanciers (saisissants et opposants), et qu'à défaut par lui d'opérer ces retenues, il en sera débiteur pur et simple.

L'application de cette nouvelle règle ne sera pas toujours facile ; car, comment connaîtra-t-on l'importance des retenues qui auraient dû être effectuées, quand il n'y aura pas de déclaration affirmative ?

On en sera réduit à accepter le chiffre indiqué par le saisi, et si celui-ci a fait défaut ou refuse de fournir les indications nécessaires, nous croyons que, dans ce cas, le saisissant devra indiquer au juge de paix le chiffre du traitement.

Si le défaut de déclaration a pour effet de faire déclarer le tiers-saisi débiteur pur et simple des retenues non opérées, la déclaration inexacte ou incomplète n'a pas la même conséquence. Il appartiendra au saisissant de faire la preuve de cette inexactitude, et si la déclaration du tiers-saisi est reconnue fausse, celui-ci pourra être condamné à des dommages-intérêts envers le saisissant (1). Il eût peut-être été juste que la sanction de l'article 9, § 4, pût atteindre le tiers-saisi de mauvaise foi faisant une fausse déclaration ; mais il nous paraît impossible d'étendre à cette hypothèse la disposition de cet article qui édicte une pénalité pour des cas qu'il a spécialement et limitativement prévus :

(1) Contra : FORTIER, *op. cit.*, n° 83.

le défaut de comparution et le défaut de déclaration.

On a soutenu, et il a même été jugé, que la déclaration affirmative doit nécessairement être faite à l'audience à peine par le tiers-saisi d'être déclaré débiteur pur et simple des retenues non opérées et d'être condamné aux frais du défaut (1). Nous croyons que cette exigence est aussi contraire à l'esprit de la loi qu'à son texte. Si le tiers-saisi était obligé de se déplacer pour venir faire sa déclaration à l'audience, les frais de ce déplacement pouvant parfois être hors de proportion avec la créance du saisissant et devant toujours rester à la charge du saisissant, la nouvelle loi se montrerait plus dure pour ce dernier que le Code de Procédure civile. L'article 571 du Code de Procédure évite, en effet, au saisissant, les frais de voyage et de séjour du tiers-saisi en permettant à celui-ci de faire sa déclaration en dehors de l'audience. Il n'est pas possible d'admettre que le législateur se soit montré si inconséquent avec lui-même et que, sous prétexte de réduire les frais à la charge du débiteur saisissant, il les ait au contraire augmentés. L'article 9 *in fine* ne dit pas d'ailleurs que le tiers-saisi sera déclaré débiteur pur et simple des retenues non opérées *s'il ne comparait pas*, mais bien, que cette sorte de peine ne lui sera appliquée

(1) EMION, op. cit., n° 402. — Tribunal de paix de Châteaudun, 31 juillet 1893, *Moniteur des justices de paix*, 1893, p. 434.

que s'il ne comparait pas ou *s'il ne fait pas sa déclaration*, ce qui implique évidemment le droit pour le tiers-saisi de faire sa déclaration ailleurs qu'à l'audience fixée pour la comparution. Il pourra donc, conformément à l'article 571 du Code de Procédure, faire cette déclaration devant le juge de paix de son domicile (1).

Lorsque le tiers-saisi aura fait sa déclaration régulière et que toutes les contestations entre les créanciers et le saisissant auront été vidées, il ne restera plus au juge de paix qu'à valider ou annuler, suivant les circonstances, la saisie-arrêt.

Si le juge de paix annule la saisie-arrêt, il indiquera les motifs de sa décision, donnera mainlevée de la saisie et condamnera le saisissant à tous les dépens.

Si, au contraire, il valide la saisie, il fixera le montant de la créance du saisissant et enjoindra au tiers-saisi de retenir à chaque paiement le dixième du traitement ou salaire pouvant être dû au saisissant. Il ordonnera que ce dixième, ainsi que le dixième qui a pu être retenu depuis la signification de l'exploit de saisie-arrêt, seront versés entre les mains du saisissant jusqu'à parfait paiement de sa créance et des dépens de l'instance.

La loi nouvelle gardant le silence sur les effets de

(1) En ce sens : PABON, op. cit., n° 257. — Circulaire du Garde des Sceaux aux Procureurs généraux du 15 mars 1896.

ce jugement, il faut sur ce point s'en référer aux principes de droit admis en matière de saisie-arrêt ordinaire.

Il est généralement reconnu en doctrine et en jurisprudence que les jugements de validité rendus en dernier ressort *attribuent* définitivement aux créanciers saisissants, qui y ont été parties, les sommes saisies entre les mains du tiers-saisi, à condition toutefois que le jugement ait été signifié au tiers-saisi (1). Le jugement de validité constitue, en effet, un véritable transport judiciaire au profit des créanciers qui l'ont obtenu, et ce transport devient opposable aux tiers, c'est-à-dire aux nouveaux créanciers saisissants, dès qu'il a été signifié au tiers-saisi. Donc, pour savoir si une saisie-arrêt ou si la réclamation d'un nouveau créancier, faite après le jugement de validité rendu en dernier ressort, pourra ou non produire un effet utile sur les sommes attribuées, il faudra se reporter à la date de cette réclamation. Si cette date est postérieure à celle de la signification du jugement de validité, le créancier réclamant ne pourra pas concourir avec ceux qui ont été parties à ce jugement et qui ont obtenu attribution des sommes saisies ; de sorte

(1) GARSONNET, *Traité de Procédure civile*, t. III, n° 697, note 21. — Cassation, 1^{er} avril 1849, D. 49, 1, 287 ; 15 avril 1856, D. 56, 1, 252. — Dijon, 8 février 1858, D. 60, 2, 38. — Nîmes, 28 février 1876, D. 76, 2, 217. — Cassation, 23 mars 1881, D. 82, 1, 420. — Cassation, 2 juillet 1890, S. 90, 1, 433. — Cassation, 27 juin 1892, D. 93, 1, 25 ; S. 92, 1, 519.

que si les créances de ceux-ci ont épuisé le dixième saisissable, la saisie-arrêt ou la réclamation du nouveau créancier n'aura pas d'aliment et devra, dès lors, être écartée.

Pour que le jugement de validité puisse produire ces effets, encore faut-il qu'il ait acquis l'autorité de la chose jugée, c'est-à-dire qu'il soit devenu définitif par l'expiration des délais d'appel ou d'opposition.

Opposition. — Si l'une des parties convoquées par avertissement recommandé ne comparait pas, le jugement de validité ou de mainlevée qui intervient est rendu contre elle par défaut. L'article 10 de la loi de 1895 organise une procédure spéciale pour faire vider ce défaut. Il n'est pas nécessaire, comme en matière ordinaire, de commettre un huissier pour signifier le jugement à la partie défaillante. Dans les cinq jours de ce jugement, une lettre du greffier, recommandée à la poste, en fera connaître les dispositions à celles des parties qui, convoquées en vertu de l'article 9, n'auraient pas comparu (art. 10, § 1).

La déclaration d'opposition doit être faite dans les huit jours à compter de la date de la lettre, et par date de la lettre il faut entendre évidemment le jour où elle a été recommandée à la poste. La forme de l'opposition consiste dans une déclaration faite au greffe de la justice de paix et inscrite sur le registre spécial (art. 10, § 2).

Le greffier convoque alors, par lettre recommandée, pour la plus prochaine audience utile toutes les parties qui peuvent être intéressées au débat sur l'opposition.

Que les parties comparaissent ou non à cette nouvelle audience, le jugement qui interviendra sera réputé contradictoire (art. 10, § 3). Il sera donc définitif pour les affaires ne dépassant pas le taux de la compétence en dernier ressort du juge de paix. Pour les autres, la voie de l'appel sera ouverte à tous les intéressés.

Appel. — L'appel devra être interjeté et suivi dans la forme ordinaire.

Le délai pour le former est de dix jours. Il court pour les jugements définitifs, qui sont affranchis de la signification, à compter de leur prononcé, et, pour les jugements par défaut, du jour de l'expiration des délais d'opposition (art. 10, § 3).

Le texte ne s'expliquant pas sur la forme de l'appel, elle reste soumise au droit commun : il sera interjeté par ministère d'huissier et jugé suivant la procédure ordinaire avec le ministère des avoués. Bien que le jugement ne doive en aucun cas être signifié, ce jugement devra néanmoins être levé, pour être produit devant la juridiction d'appel.

Lorsque le jugement de validité n'est plus susceptible d'opposition ou d'appel, il a alors acquis l'autorité de la chose jugée et, en vertu de son caractère attributif, il rend le tiers-saisi débiteur direct

des créanciers saisissants. Il en résulte que ceux-ci ont sur les biens du tiers-saisi une hypothèque judiciaire; mais cette hypothèque ne produira effet que pour les sommes déjà dues par le patron, celles qu'il pourra devoir n'étant garanties par l'hypothèque qu'au fur et à mesure de leur échéance.

Le jugement de validité attribue, en effet, aux créanciers saisissants non seulement les sommes retenues par le patron depuis la signification de l'exploit de saisie-arrêt, mais aussi les retenues futures que le patron est tenu d'opérer sur les traitements ou salaires. Il a cependant été soutenu que le jugement de validité ne peut pas attribuer des sommes qui ne se trouvent pas encore dans le patrimoine du saisi (1); mais aucun texte de loi n'interdit une attribution de ce genre et nous ne voyons pas pourquoi un jugement ne pourrait pas constituer un transport judiciaire des sommes échues et des sommes à échoir, lorsqu'il porte attribution de ces sommes (2). Cette interprétation est d'ailleurs conforme à l'esprit de la loi aux termes de laquelle « les effets de la saisie-arrêt et les oppositions consignées par le greffier sur le registre spécial subsisteront jusqu'à complète libération du débiteur (art. 12) ».

(1) PATRON, *Code manuel de la distribution par contribution*, t. I, p. 228, n° 431.

(2) En ce sens : Toulouse, 6 mars 1832, *Journal des avoués*, t. LXXVII, art. 1354. — Cassation, 27 novembre 1894, D. 95, 1, 278.

Le juge de paix devra donc attribuer le dixième échu et à échoir au créancier saisissant et aux créanciers opposants, et, jusqu'à ce que ceux-ci soient entièrement désintéressés, aucun autre créancier ne pourra concourir à la répartition de ce dixième, après que le jugement de validité sera devenu définitif et opposable aux tiers.

SECTION II

Procédure de distribution

Lorsque toutes les parties intéressées ont été appelées conformément à l'article 9 à débattre leurs prétentions, lorsque toutes les contestations ont été tranchées et les droits de chacun fixés, lorsqu'enfin les délais de recours sont expirés ou les recours jugés, la procédure de distribution peut alors s'ouvrir, s'il y a plusieurs créanciers saisissants et si les sommes dues par le tiers-saisi, au moment du jugement de validité, ne sont pas suffisantes pour désintéresser les créanciers qui y ont été parties.

En matière de saisie-arrêt ordinaire, la distribution des deniers saisis est réglementée par une procédure spéciale (art. 656 à 672 du Code de Procédure civile) que l'on désigne sous le nom de *Contribution*, parce que les deniers qui en sont l'objet, généralement insuffisants pour satisfaire intégralement les créanciers, sont répartis entre eux au

marc le franc, c'est-à-dire en proportion du montant de leurs créances respectives, de sorte que chacun d'eux contribue, s'il n'est privilégié, à la perte subie par la masse.

Bien que le Code de Procédure civile ait amélioré le régime de notre ancien droit, sous lequel les contributions absorbaient le plus souvent les deniers à distribuer (1), la lenteur et les frais énormes de la législation de 1806 la rendaient encore inapplicable aux petits employés et aux ouvriers, pour lesquels il était nécessaire, en raison de la modicité des sommes saisies-arrêtées, d'organiser une procédure de distribution simple, rapide et économique. Tel est le but que s'est proposé la loi de 1895 en écartant les règles savantes et compliquées du Code de Procédure et en supprimant : la consignation des sommes à distribuer, la nomination d'un juge-commissaire, les productions, les forclusions, les contredits, formalités qui étaient d'ailleurs incompatibles avec la procédure en justice de paix.

Les règles nouvelles de la répartition sont contenues dans l'article 11 lequel est ainsi conçu :

« Après l'expiration des délais de recours, le juge de paix pourra surseoir à la convocation des parties intéressées tant que la somme à distribuer n'atteindra pas, d'après la déclaration du tiers-saisi, et déduction faite des frais à prélever et des créances

(1) PATRON, *op. cit.*, t. II, p. 214.

privilégiées, un chiffre suffisant pour distribuer aux créanciers connus un dividende de 20 0/0 au moins. S'il y a somme suffisante, et si les parties ne se sont pas amiablement entendues pour la répartition, le juge procédera à la distribution entre les ayants droit. Il établira son état de répartition sur le registre prescrit par l'article 14. Une copie de cet état, signée du juge et du greffier, indiquant le montant des créances privilégiées, s'il en existe, et le montant des sommes attribuées dans la répartition à chaque ayant droit, sera transmise par le greffier, par lettre recommandée, au débiteur saisi et au tiers-saisi, et à chaque créancier colloqué.

« Ces derniers auront une action directe contre le tiers-saisi en paiement de leur collocation. Les ayants droit aux frais et aux collocations utiles donneront quittance en marge de l'état de répartition remis au tiers-saisi, qui se trouvera libéré d'autant. »

Cet article permet au juge de paix de surseoir à la distribution tant que la somme à distribuer n'atteindra pas un chiffre suffisant pour répartir entre les créanciers connus un dividende d'au moins 20 0/0.

Cette règle a l'avantage d'éviter au débiteur les frais de distributions successives et multipliées ; mais l'attente qu'elle impose aux créanciers n'aura-t-elle pas souvent pour effet, de leur faire substituer à une procédure dont les résultats leur sembleront

si longs à attendre, les rigueurs plus expéditives d'une exécution mobilière chaque fois qu'elle sera possible; et sous prétexte de protéger le débiteur n'est-on pas allé un peu loin en négligeant par trop le créancier ?

Lorsqu'il y aura somme suffisante, le juge de paix convoquera les parties devant lui afin de procéder à une tentative de répartition amiable, qui ne pourra avoir lieu que du consentement de tous les intéressés (créanciers, saisi, tiers-saisi) qui devront, à peine de nullité, apposer leur signature à côté de celles du juge de paix et du greffier sur le procès-verbal de distribution. Cet état de répartition amiable donne au créancier qui y est colloqué une action directe contre le tiers-saisi, mais il n'est pas un titre exécutoire. Par suite, si le tiers-saisi se refusait à payer l'un des créanciers colloqués, celui-ci se verrait obligé d'actionner le tiers-saisi devant le tribunal compétent, afin d'obtenir contre lui un jugement de condamnation lui permettant de pratiquer une saisie-exécution ou une saisie immobilière (1).

A défaut de règlement amiable, le juge de paix procédera seul de la façon la plus simple et la plus expéditive à la répartition, sans appeler les créanciers et le saisi. Cette convocation serait, en effet,

(1) Si le montant de la collocation ne dépasse pas 200 fr., le juge de paix sera compétent; dans le cas contraire, le tiers-saisi devra être actionné devant le Tribunal civil.

inutile, puisque le juge trouvera tous les éléments d'appréciation dans la procédure antérieure, c'est-à-dire dans les inscriptions faites au greffe aux termes de l'article 7, et dans les solutions données aux contestations qui ont pu être formulées devant lui aux termes de l'article 9. Les réclamations inscrites sur le registre des saisies-arrêts jouent ici le même rôle que les productions des créanciers en matière de distribution par contribution ordinaire.

A l'aide de ces renseignements, le juge de paix établira l'état de répartition sur le registre spécial, et, conformément à la règle générale rappelée par l'article 11, les créances privilégiées seront colloquées les premières et classées d'après le rang que leur assigne la loi.

Avant tout privilège, le juge de paix devra colloquer, par voie de prélèvement ou de rétention, la créance du patron : pour le coût des outils ou instruments nécessaires au travail de l'ouvrier, pour celui des matières ou matériaux dont l'ouvrier a la charge ou l'usage, pour les sommes avancées pour l'acquisition de ces mêmes objets (art. 4-1^o-2^o et 3^o). La loi permet, en effet, au patron de compenser les sommes à lui dues pour ces diverses causes avec le salaire dont il est débiteur envers son ouvrier ; par conséquent, la créance du patron passe avant toutes les autres, même avant les frais de saisie-arrêt et de distribution.

Le juge de paix colloquera au deuxième rang les

frais de distribution et ceux de la saisie-arrêt, car ils ont servi à la liquidation du gage commun et sont des frais de justice qui doivent venir au premier rang des privilèges aux termes de l'article 2101 du Code civil. Il n'en est cependant pas ainsi en matière de contribution ordinaire où les frais de la saisie-arrêt pratiquée par un second créancier ainsi que ceux faits dans son intérêt pour obtenir une collocation, ne sont pas spécialement privilégiés mais sont colloqués au même titre que la créance pour laquelle ils ont été exposés (1). Aussi, la loi nouvelle déroge-t-elle au régime antérieur en décidant, dans son article 13, que tous les frais de saisie-arrêt et de distribution seront *prélevés* sur la somme à distribuer.

Viendra ensuite au troisième rang le privilège du Trésor pour le recouvrement de la contribution directe, personnelle et mobilière, celle des portes et fenêtres ainsi que de la patente pour l'année échue et l'année courante (art. 1, loi du 12 novembre 1808).

Le quatrième rang appartient aux frais funéraires (2101-2°). Pour que ce privilège puisse s'exercer, il faut supposer que le fonctionnaire, l'employé ou l'ouvrier dont le traitement a été saisi, est décédé et que ces frais ont été avancés, soit par l'adminis-

(1) Les seuls frais de justice qui soient colloqués avant les autres créances sont ceux faits dans l'intérêt de la masse des créanciers.

tration des pompes funèbres, soit par d'autres personnes.

Au cinquième rang devront être placés les frais de dernière maladie quelle qu'en ait été la terminaison (art. 2101-3°; loi du 30 novembre 1892, art. 12), c'est-à-dire les frais de la maladie qui a précédé l'événement qui donne lieu à la distribution. Ce privilège appartient à tous ceux qui ont donné des soins ou fourni des médicaments au malade : médecin, pharmacien, sage-femme, garde-malade.

Au sixième rang, le juge de paix colloquera les salaires des gens de service pour l'année échue et ce qui est dû sur l'année courante (art. 2101-4°).

Enfin, viendront au septième rang les créances pour fournitures de subsistances faites au débiteur et à sa famille, savoir : pendant les six derniers mois, par les marchands en détail, tels que boulangers, bouchers et autres, et, pendant la dernière année, pour les maîtres de pension et marchands en gros (art. 2101-5°). Les fournitures de subsistances sont les fournitures de denrées nécessaires au débiteur ou à sa famille pour se nourrir, ou les fournitures d'éclairage, de chauffage et autres propres à la consommation du débiteur et de sa famille ; celle-ci comprend non seulement les parents ou alliés du débiteur qui vivent avec lui, mais encore les domestiques qui sont attachés à sa personne.

Après les créances privilégiées, les créances chirographaires viendront toutes au même rang, et s'il n'y a pas de fonds suffisants pour désintéresser complètement tous les créanciers chirographaires, ceux-ci n'auront droit qu'à un dividende de leur créance, calculé sur les bases d'une répartition proportionnelle et au marc le franc.

Lorsque le juge de paix aura ainsi établi l'état de répartition, son greffier enverra, par lettre recommandée, à chaque partie intéressée une copie de cet état, indiquant : 1° le montant des frais à prélever; 2° le montant des créances privilégiées, s'il en existe; 3° le montant des sommes attribuées à chaque ayant droit.

Les créanciers, aux termes du paragraphe 2 de l'article 11, ont, nous l'avons vu, une action directe contre le tiers-saisi pour le paiement de leur collocation.

Ils peuvent donc lui demander leur paiement; mais s'il refuse, pourront-ils l'y contraindre?

On a soutenu que la copie de l'état de répartition n'a, au regard du tiers-saisi, d'autre valeur que celle d'une simple indication de paiement et qu'on ne peut, par suite, lui reconnaître le caractère de titre exécutoire que la loi ne lui a point conféré (1).

S'il en était ainsi, le créancier colloqué n'aurait d'autre ressource que de s'adresser à la justice pour

(1) FORTIER, *op. cit.*, n° 93.

obtenir un nouveau jugement de condamnation contre le tiers-saisi. Ce serait un procès à recommencer, peut-être devant un autre juge, car le magistrat compétent serait alors le juge de paix du domicile du *tiers-saisi* défendeur.

Il nous semble plus conforme à l'esprit de la loi, de reconnaître à la copie de l'état, établi par le juge et délivré par le greffier, les caractères et les effets, d'un bordereau de collocation, qui est, en droit commun, un titre exécutoire (1). Cet état, à la différence du règlement définitif établi par le juge-commissaire en matière de contribution ordinaire, constitue d'ailleurs un véritable jugement. Dans la contribution ordinaire, le règlement est établi non par une juridiction spéciale, mais par un juge délégué du tribunal dont il fait partie, et c'est le Tribunal civil tout entier, qui seul a qualité et compétence pour statuer en premier ou en dernier ressort, suivant les circonstances, sur les contestations auxquelles le règlement du juge peut donner lieu. Le juge de paix, qui établit la répartition d'office, procède, au contraire, non seulement en qualité de répartiteur, comme le juge en matière de distribution par contribution ordinaire, mais encore en qualité de juge des difficultés pouvant s'élever au sujet de cette répartition. Son état de répartition doit donc avoir le même caractère que celui qui

(1) PABON, op. cit., t. I, n^{os} 337 et suiv.

aurait été établi en matière ordinaire par le Tribunal civil tout entier, c'est-à-dire le caractère d'un jugement rendu en première instance.

Il en résulte que cet état emportera hypothèque judiciaire et que, s'il fait grief à quelque partie intéressée, soit parce qu'il contient des erreurs de calcul, soit parce que des créanciers ont été omis ou n'ont pas été colloqués à leur rang, les voies de recours particulières aux jugements seront ouvertes à la partie lésée, pour attaquer l'état de répartition lui causant préjudice. La loi de 1895 reste absolument muette à cet égard.

Si on assimile l'état de répartition du juge de paix au procès-verbal dressé par le juge-commissaire en matière de contribution ordinaire, cet état sera seulement susceptible d'être attaqué par voie d'opposition, de tierce opposition ou par voie d'action principale comme tout acte juridique.

Si on admet, au contraire, comme nous croyons l'avoir démontré, que cet état constitue un véritable jugement, il pourra être attaqué par les moyens ordinaires; et le silence de la loi à cet égard se comprend à merveille, car les voies de recours contre les jugements sont bien connues, et il était inutile que le législateur vint rappeler des règles, qui se trouvent inscrites au Code de Procédure.

L'état de répartition pourra donc être attaqué par voie d'opposition et d'appel, par la tierce opposition et par le recours en cassation.

Opposition. — Les parties vis-à-vis desquelles l'état de répartition n'aura pas été établi contradictoirement, c'est-à-dire les parties convoquées par le juge de paix et qui n'auront pas comparu, peuvent user de la voie de l'opposition contre l'état de répartition, porté à leur connaissance par la copie qui leur en aura été adressée par lettre recommandée (art. 11).

Quant au point de départ et aux délais d'opposition, il faut appliquer, à cet égard, la règle du § 2 de l'article 10, qui fixe les délais d'opposition et leur point de départ dans la procédure de saisie-arrest, dont celle de répartition n'est en somme qu'un incident. Ces délais sont d'ailleurs les mêmes que ceux établis par l'article 767 du Code de Procédure civile pour l'opposition à l'ordonnance de clôture du procès-verbal d'ordre, et qu'en l'absence de texte et d'indication quelconque, la doctrine et la jurisprudence s'accordent pour appliquer à l'opposition en matière de contribution ordinaire. Ce sera donc à partir de la date de la lettre recommandée, adressée à chaque partie par le greffier et contenant copie de l'état de répartition, que commencera à courir le délai d'opposition, qui sera de huit jours à compter de cette date.

L'opposition ayant pour effet de remettre en question vis-à-vis de toutes les parties l'état de répartition, chacune d'elles doit être prévenue, afin de pouvoir combattre les prétentions de la partie qui a formé opposition et au besoin exposer ses propres

griefs. A cet effet on devra suivre la procédure établie par l'article 10, § 3, et adresser à chacune des parties une lettre recommandée, lui enjoignant d'avoir à comparaître à la plus prochaine audience de la justice de paix (1). Le jour de la comparution devra toutefois être fixé à une date postérieure à l'expiration des délais d'opposition, afin qu'aucune autre opposition ne soit recevable (comp. art. 767 du Code de Procédure). A l'audience fixée, le juge de paix confirmera ou modifiera, suivant les circonstances, l'état de répartition attaqué. Ce nouvel état de répartition ne sera pas encore définitif, car il pourra être frappé d'appel ou de tierce opposition.

Le droit d'opposition n'appartient qu'aux parties, convoquées par le juge de paix conformément aux dispositions de l'article 11 et qui n'ont pas comparu. Les créanciers, qui auraient été omis ou qui n'auraient pas reçu de convocation, ne pourraient par suite former opposition; car ils ne sont pas parties à l'état de répartition, il y a, par rapport à eux, *res inter alios acta*, et la voie de la tierce opposition seule leur est ouverte.

(1) En matière de distribution par contribution ordinaire, les oppositions au règlement définitif du juge-commissaire sont portées devant le tribunal auquel appartient ce juge; car ce dernier n'a aucun pouvoir personnel pour juger les contestations auxquelles peuvent donner lieu les collocations qu'il a faites dans son procès-verbal. Mais dans la procédure de distribution de la loi nouvelle, le juge de paix qui établit l'état de répartition étant en même temps jugé du fond, c'est devant ce magistrat que devront être portées les contestations formées contre cet état.

Appel. — Lorsque l'une quelconque des créances, sur lesquelles le juge de paix a statué dans son état de répartition, dépasse la somme de 100 fr., taux du dernier ressort des jugements des juges de paix, cet état de répartition est susceptible d'appel (1).

Les raisons, qui nous ont fait appliquer l'article 10 pour fixer les délais, d'opposition, nous portent à affirmer que les délais, indiqués par cet article pour appeler du jugement de validité, doivent être appliqués à l'appel de la décision du juge de paix établissant l'état de répartition. L'appel devra donc être formé dans les dix jours de la date d'envoi de la lettre recommandée contenant copie de l'état de répartition, si cet état est contradictoire, et dans les dix jours qui suivront l'expiration des délais d'opposition, si cet état est par défaut vis-à-vis de l'une des parties.

L'appel ne pouvant être interjeté par ceux qui n'ont pas été parties à l'instance, les seules personnes capables de frapper d'appel l'état de répartition du juge de paix sont celles qui auront été convoquées conformément aux dispositions de l'article 11. Les autres pourront seulement recourir à la tierce opposition.

(1) Si, contrairement à notre opinion, on assimilait l'état de répartition du juge de paix à celui du juge-commissaire en matière de distribution par contribution ordinaire, cet état ne pourrait pas être attaqué par la voie de l'appel; car l'appel ne peut être interjeté contre une décision qui n'a pas les caractères d'un jugement. Dans ce cas, il ne pourrait être attaqué que par une action principale en nullité portée devant le Tribunal civil.

... L'état de répartition, une fois confirmé ou infirmé par les juges d'appel, sera absolument définitif, sauf toutefois le recours en cassation.

Tierce Opposition. — De même qu'en matière de contribution ordinaire, les créanciers qui n'ont pas figuré dans l'instance, et les parties qui n'ont pas été appelées au jugement des contredits ou de l'opposition à l'ordonnance de clôture, peuvent attaquer cette ordonnance par une tierce opposition recevable pendant trente ans; de même les parties qui, sous l'empire de la loi de 1895, n'auront pas été convoquées à l'état de répartition et qui, restant étrangères à cet acte, ne pourront l'attaquer ni par la voie de l'opposition ni par celle de l'appel, pourront toujours recourir à la tierce opposition si l'état de répartition préjudiciait à leurs droits (art. 474 du Code de Procédure).

Conformément à l'article 475 du Code de Procédure, la tierce opposition devra être portée devant le juge de paix qui aura dressé l'état de répartition attaqué.

Elle se formera, comme une action ordinaire, par voie de citation à toutes les personnes en cause dans l'état de répartition, et suivant les règles ordinaires de la procédure.

Si le créancier, ayant formé tierce opposition, succombait dans sa demande, il serait passible de l'amende prévue par l'article 479 du Code de Procédure.

Recours en Cassation. — Aux termes de l'article 15 de la loi du 25 mai 1838, les jugements en dernier ressort, rendus par les juges de paix, ne sont susceptibles de pourvoi en cassation que si le juge a excédé ses pouvoirs. Ce sera seulement dans ce cas, que l'état de répartition, établi par le juge de paix, pourra être attaqué par la voie du recours en cassation. Mais les jugements d'appel qui pourraient être rendus par les tribunaux civils sur des états de répartition dressés par les juges de paix, seraient susceptibles de pourvoi en cassation, suivant les règles ordinaires.

SECTION III

Dispositions diverses. — Effet rétroactif de la loi de 1895

Les derniers articles de la loi n'appellent aucune observation importante.

L'article 13 n'est qu'une application des principes généraux sur les dépens.

L'article 14 règle les détails relatifs à la tenue du registre spécial qui doit résumer tous les actes de la nouvelle procédure. Ce registre, établi sur papier non timbré, coté et paraphé par le juge de paix, contiendra les actes suivants : visas et ordonnances autorisant une saisie-arrêt, le dépôt de l'exploit, la réquisition de la convocation des par-

ties, les arrangements intervenus, les interventions des autres créanciers, la déclaration faite par le tiers-saisi, la mention des avertissements ou lettres recommandées transmises aux parties, les décisions du juge de paix, la répartition entre les ayants droit des sommes saisies-arrêtées.

L'article 15 dispose, afin de rendre la procédure plus économique, que tous les actes de procédure tels que, exploits, autorisations, jugements, décisions, procès-verbaux et états de répartition, qui pourront intervenir, seront rédigés sur papier non timbré et enregistrés gratis.

L'article 16 délègue à un règlement d'administration publique le soin de fixer les émoluments des greffiers. Un décret, rendu le 8 février 1895 en exécution de cet article, fixe les émoluments des greffiers pour l'envoi des lettres recommandées à 0 fr. 50, et à 1 fr. 75 s'il s'agit de la notification d'un jugement par défaut. Ce même décret tarife l'émolument relatif à la copie de l'état de répartition à 2 fr. et l'extrait à 1 fr. Enfin, pour éviter les inconvénients d'une détérioration trop facile et l'usage d'un format trop exigü, les greffiers doivent se servir d'un papier de mêmes qualité et dimension que celui de la demi-feuille de timbre à 0 fr. 60.

L'article 17 abroge les lois et décrets antérieurs en ce qu'ils ont de contraire à la loi ; mais, en réalité, cet article n'abroge aucune loi. Il est seulement vrai de dire que la loi du 21 ventôse an IX cesse

d'être applicable aux employés civils dont le traitement ne dépasse pas 2,000 fr., et que les articles 557 à 580 et 656 à 673 du Code de Procédure civile cessent de régir les saisies-arêts et les distributions visées par la loi nouvelle.

Enfin, l'article 18 déclare la loi applicable à l'Algérie et aux colonies.

Il a été décidé, que les règles de compétence et de procédure, édictées par le titre II de la loi du 12 janvier 1895, doivent être seules observées en Tunisie par la juridiction française, pour les saisies-arêts sur les salaires et petits traitements opérées dans toute l'étendue de la Régence, l'établissement de la justice française en Tunisie ayant eu pour effet de soumettre la Régence à la souveraineté française en ce qui concerne les litiges où des Européens ou protégés sont intéressés (1).

Mais il a été jugé aussi, que les dispositions de la loi nouvelle sur la quotité saisissable ne sont pas applicables aux traitements des fonctionnaires du gouvernement tunisien, cette matière étant régie par un décret beylical du 16 septembre 1892, lequel émanant de la souveraineté beylicale n'a pu être abrogé par une loi française. Ce décret porte, que les traitements des fonctionnaires inférieurs à 600 fr. sont insaisissables, que ceux excédant 600 fr.

(1) Tribunal de paix de Tunis, 20 avril 1895. *Lois nouvelles*, 1895, 2, 124.

ne peuvent être saisis que jusqu'à concurrence du cinquième sur les premiers 1,000 fr., du quart sur les 5,000 fr. suivants et du tiers sur l'excédent (1).

La loi nouvelle ne contenant aucune espèce de dispositions transitoires, la question se pose de savoir comment devront être régies les saisies-arêts commencées, antérieurement à la promulgation de la loi, sur les salaires ou les appointements inférieurs à 2,000 fr. par an.

Ces saisies-arêts seront-elles de plein droit sans effet ? Ou bien devront-elles être suivies dans les formes de l'ancienne procédure ?

En un mot, la loi de 1895 a-t-elle un *effet rétroactif* ?

Cette question a été tranchée dans le sens de l'affirmative par plusieurs jugements, qui se sont fondés, soit sur le caractère d'ordre public de la loi, soit sur ce motif qu'une saisie-arêt, même suivie d'assignation en validité, ne constitue pas au profit du saisissant, tant que n'est pas intervenu un jugement de validité, un droit acquis auquel une loi nouvelle ne puisse porter atteinte sans violer le principe de non rétroactivité des lois (2).

D'autres décisions ont, au contraire, admis que

(1) *Lois nouvelles*, 1896, 2, 125.

(2) Tribunal d'Auxerre, 12 juin 1895, S. 95, 2, 220 ; D. 96, 2, 185. — Tribunal de Lyon, 20 décembre 1895, S. 96, 2, 52 ; D. 96, 2, 289. — Tribunal d'Auxerre, 4 mars 1896, S. 96, 2, 314.

le saisissant, ayant du jour où il a pratiqué une saisie-arrêt un droit à l'attribution des deniers saisis, la saisie-arrêt par lui pratiquée constitue à son profit un droit acquis, auquel une loi nouvelle, restreignant la quotité saisissable ne peut porter atteinte, à moins d'une dérogation formelle au principe de la non rétroactivité des lois qui n'existe pas dans la loi de 1895 (1).

Cette loi étant une loi de compétence et de procédure, c'est à l'aide des principes généraux, admis en doctrine et en jurisprudence sur la rétroactivité de ces lois, que nous allons essayer de résoudre cette délicate question.

Dans un premier système on soutient que, pour que la loi ancienne reste applicable, il suffit que les faits sur lesquels se fonde l'action soient antérieurs à la loi nouvelle. C'est le système de la non rétroactivité des lois de compétence admis dans toute sa rigueur (2). Cette doctrine est aujourd'hui généralement repoussée.

Suivant une autre opinion, les actions déjà engagées au moment de la promulgation de la loi nouvelle sont soumises aux règles anciennes; les autres restent sous l'empire de la loi nouvelle. Dans ce cas, le tribunal qui a été saisi reste compétent en

(1) Tribunal de Perpignan, 20 février 1895, D. 96, 2, 187. — Tribunal de la Seine, 2 mars 1895, S. 95, 2, 220. — Tribunal de la Seine, 9 juin 1896, S. 97, 2, 119.

(2) CHAUVÉAU et FAUSTIN HÉLIE, *Théorie du Code pénal*, p. 42.

vertu du principe traditionnel : *ubi acceptum est semel judicium, ibi et finem recipere debet* (1).

Enfin un troisième système, qui nous semble de beaucoup le plus juridique, soutient que la loi nouvelle régit les procès déjà intentés lors de sa promulgation; à moins qu'avant cette date, il ne soit intervenu un jugement sur le fond du procès (2).

L'article 2 du Code civil déclare, en effet, que la loi dispose seulement pour l'avenir et n'a pas d'effet rétroactif. Ce texte signifie qu'une loi nouvelle ne

(1) L. 30 D., de *Judiciis*, 3, 1. — BAZOT, *Revue critique de législation*, 1872-1873, p. 513 et suiv. — BERTAULD, *Cours de droit pénal*, pages 179 et suiv. — AUBRY et RAU, op. cit., t. I, § 30, p. 62 — GARSONNET, *Traité de Procédure*, t. I, § 148, p. 634 et 635.

(2) MORIN, *Répertoire de droit criminel*, V. Effet rétroactif, n° 14. — VILLEY, *Précis de droit criminel*, p. 65. — GARRAUD, *Précis de droit criminel*, p. 121. — Cassation, 7 mars 1882, D. 83, 1, 141. — Lyon, 24 août 1881, D. 82, 2, 13. — Cassation, 18 février 1882, D. 82, 1, 135.

Certains auteurs exigent que, pour faire échec à la loi nouvelle, le jugement intervenu sous l'empire de la loi ancienne soit passé en force de chose jugée, au moment de la promulgation de la nouvelle loi. (BLANCHE, *Etudes pratiques sur le Code pénal*, n° 38, p. 61. — LE SELLYER, *Compétence et organisation des tribunaux*, t. I, n° 605, p. 673.)

Cette solution ne nous semble pas juridique. Il est vrai qu'un jugement en premier ressort peut être déféré au tribunal d'appel et être réformé par ce tribunal, ce qui fait que la décision des premiers juges n'est pas irrévocable. Mais les lois de compétence sont présumées, dans le silence du législateur, avoir laissé hors de leur action les procès à l'occasion desquels le juge du premier degré a prononcé sur le fond. En effet, dans ce cas, les choses ne sont plus entières puisque le tribunal a usé de ses pouvoirs et les a épuisés. Dépouiller la juridiction déjà saisie des affaires précédemment jugées au fond, ce serait rendre possible des contrariétés de décisions, léser les intérêts engagés et ne pas tenir compte des faits accomplis et des éventualités nées d'un jugement, dont l'effet n'est que suspendu par l'appel.

Le trouble qui résulterait de l'intervention de la loi nouvelle dépasserait de beaucoup les avantages de cette intervention.

peut pas porter atteinte à des droits antérieurement acquis, et c'est seulement dans cette mesure que la loi n'est pas rétroactive.

En général, les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure ne portent pas atteinte à des droits acquis. Elles ont, avant tout, pour objet une meilleure administration de la justice ; et si le législateur fait une loi nouvelle, c'est qu'il reconnaît que la loi ancienne ne donnait pas toutes les garanties nécessaires. Ces lois doivent donc avoir un effet rétroactif ; car il serait étrange de dire que celui qui plaidera plus tard, à raison d'un fait antérieur à la loi avait le droit acquis d'être jugé d'après la loi ancienne reconnue insuffisante.

En votant la loi de 1893, le législateur a proclamé, que la loi, attribuant compétence aux tribunaux d'arrondissement pour juger les saisies-arrêts des salaires des ouvriers et des petits traitements des employés, était défectueuse, que sa procédure était trop lente et trop coûteuse. La loi nouvelle doit donc rétroagir ; car il ne saurait être question d'un droit acquis de plaider d'après l'ancienne loi reconnue mauvaise.

Aussi faut-il décider que, par la mise en vigueur de la loi sur la saisie-arrêt des salaires des ouvriers et des petits traitements, les procédures des saisies-arrêts de cette nature, pendantes devant les tribunaux d'arrondissement au moment de la promulgation de cette loi, ont dû être interrompues et

transportées à la connaissance des juges de paix. Cette solution ne sera pas sans produire parfois des résultats fâcheux ; elle fera tomber des procédures déjà commencées et obligera à recommencer des instances peut-être fort avancées. Mais c'est au législateur à prévoir ces dangers et à déclarer non rétroactives les lois, dont la rétroactivité lui paraîtrait occasionner aux plaideurs des pertes de temps et d'argent.

S'il est certain que la loi de 1893 ne porte atteinte à aucun droit acquis, en tant qu'elle établit de nouvelles règles de compétence et de procédure, il n'en est pas moins vrai, qu'en tant qu'elle limite dans son étendue le droit de gage des créanciers, elle paraît cesser d'avoir ce caractère. Aussi a-t-on pu soutenir, non sans une certaine apparence de raison, qu'un droit acquis serait violé, si l'on donnait un effet rétroactif au principe de cette loi, en vertu duquel les salaires et petits traitements ne sont plus saisissables que pour un dixième (1).

Cette manière de voir ne nous semble pas exacte, et nous croyons que la loi nouvelle devra s'appliquer, même en ce qui concerne la quotité saisissable, à tous les procès qui n'ont pas été l'objet d'un jugement sur le fond avant sa promulgation.

En effet, la saisie-arrêt, tant qu'elle n'est pas validée, ne constitue qu'une mesure conservatoire, qui

(1) GLASSON, note sous jugement du Tribunal d'Auxerre, D. 96, 2, 183.

ne donne pas au créancier saisissant un droit acquis sur les valeurs saisies-arrêtées. Les autres créanciers du saisi peuvent former entre les mains du tiers-saisi de nouvelles oppositions qui diminueront le gage du saisissant (1); car « la saisie-arrêt qui n'a point été validée par un jugement n'opère point en faveur de celui qui l'a formée, un transport judiciaire et une attribution spéciale de la somme saisie, sur laquelle il ne peut invoquer aucune cause de préférence exclusive et personnelle (2). » Les avantages pécuniaires qui résultent pour les créanciers de leur droit de gage général doivent, pour constituer en leur faveur un véritable droit acquis, être affirmés, précisés et limités par une attribution judiciaire (3). Or, le criterium auquel on doit se rattacher, pour savoir si une loi nouvelle s'applique ou non à une situation quelconque, consiste à rechercher, si cette application violerait ou non un droit acquis. « Tout problème de non rétroactivité, dit à ce propos M. Labbé, se ramène à la détermination des droits acquis (4). »

Aucun droit n'étant violé par la restriction légale des effets de la saisie-arrêt, tant que le jugement qui la valide n'a pas attribué au créancier la propriété des deniers saisis-arrêtés, nous en concluons

(1) GARSONNET, *op. cit.*, t. III, § 627.

(2) Tribunal de Rennes, 14 août 1891, D. 93, 2, 246.

(3) Bourges, 13 mai 1895, D. 96, 2, 155.

(4) Note sous Dijon, 24 avril 1885, S. 86, 2, 4.

que la loi nouvelle sera applicable ; mais il est regrettable que le législateur ne se soit pas expliqué à ce sujet ainsi qu'il l'avait fait souvent dans des cas analogues, ce qui eût évité toute difficulté.

CRITIQUE DE LA LOI

DU 12 JANVIER 1895

Dans cette étude sommaire de la loi de 1895, nous n'avons certes pas eu la prétention d'examiner, et encore moins de donner, la solution des nombreuses difficultés que cette loi suscitera, soit pour l'interprétation de son texte, soit pour certaines mesures d'exécution qu'elle peut comporter et que le législateur n'a pas réglées.

Notre seule intention a été de montrer la nécessité de cette loi et le but qu'elle s'est proposé d'atteindre, tout en donnant notre opinion sur les quelques hypothèses qui, suivant nous, se présenteront le plus fréquemment.

Maintenant que nous en connaissons les dispositions, il nous est permis d'affirmer que la loi nouvelle, bien que contenant encore quelques imperfections de détail, constitue dans son ensemble une œuvre louable et utile, que les travailleurs réclamaient depuis longtemps et qui ne saurait mériter

les vives critiques dont elle a tout d'abord été l'objet.

Nous ne pouvons cependant passer sous silence deux *lacunes importantes* auxquelles il serait urgent de remédier :

1° La loi nouvelle n'est pas allée, suivant nous, assez loin dans la réforme, en s'occupant exclusivement des traitements qui ne dépassent pas 2,000 fr. par an, et en laissant à la jurisprudence le soin de fixer la quotité saisissable des traitements supérieurs à ce chiffre touchés par les employés et commis des particuliers. Or, c'est précisément pour ces employés et commis gagnant des appointements élevés (10,000 ou 15,000 fr.) qu'il est difficile au juge d'apprécier quelle doit être la portion vraiment nécessaire aux besoins du saisi et de sa famille; c'est dans ce cas, surtout, que pour fixer la quotité saisissable, les tribunaux doivent se baser sur les dépenses annuelles du saisi, dépenses qui ne sont bien souvent que la conséquence d'habitudes de luxe et de vie large. Nous avons précédemment signalé l'arbitraire de cette jurisprudence et le danger de cette immixtion du juge dans le compte des dépenses des particuliers.

Aussi le législateur de 1895 eût peut-être été mieux inspiré en fixant la portion saisissable de tous les traitements, quelque élevés qu'ils fussent, et en établissant une quotité saisissable, variable avec le chiffre de ces appointements, à l'aide d'un système,

sinon identique, du moins analogue à celui de la loi de ventôse an IX.

Nous disons analogue, parce que le législateur n'aurait pas pu faire une aussi large part à l'insaisissabilité pour les traitements des employés et commis des particuliers que pour les traitements des fonctionnaires et employés attachés à un service public. En effet, l'insaisissabilité des traitements des fonctionnaires publics a surtout pour but, de permettre à ceux-ci de vivre d'une façon convenable, et d'éviter que les difficultés de leur existence ne puissent nuire aux services publics dont ils sont chargés. L'insaisissabilité des appointements des employés des particuliers aurait eu, au contraire, un simple but d'humanité, celui de réserver au titulaire une portion de ses appointements, pour lui permettre de subvenir aux besoins indispensables de son existence.

Il est vrai que le législateur de 1895 avait surtout en vue la protection des humbles, et il faut convenir qu'à ce point de vue ses dispositions sont fort sages. Peut-être eût-il fait œuvre plus complète en s'occupant, en même temps, des salariés de condition supérieure, non plus pour les protéger, mais pour fixer d'une manière certaine les droits de leurs créanciers.

2° En second lieu, la loi du 21 ventôse an IX permet de saisir seulement le cinquième du traitement des fonctionnaires publics, quelle que soit la nature

de la créance du saisissant, tandis que la loi nouvelle autorise la saisie de tout le traitement, lorsqu'elle est faite pour recouvrer une des dettes alimentaires prévues par l'article 3. La loi de 1895 crée ainsi une inégalité choquante entre les fonctionnaires qui ne gagnent pas plus de 2,000 fr. et ceux qui touchent davantage. Les traitements des premiers pourront être saisis pour le tout, lorsqu'il s'agira de certaines dettes alimentaires, alors que, même pour ces dettes, les traitements des fonctionnaires qui gagnent plus de 2,000 fr. ne pourront être saisis qu'en partie. Le législateur n'a, sans doute, pas songé à cette anomalie, sans quoi il eût, certainement, édicté dans l'article 3 une disposition exceptionnelle pour les fonctionnaires.

Ces quelques reproches que l'on peut adresser à la loi de 1895, ne sauraient l'empêcher d'atteindre le but de protection qu'elle s'est proposé, et sont insuffisants pour justifier les vives récriminations qui se sont élevées contre elle lors de sa promulgation.

Ses détracteurs prétendent, il est vrai, que cette loi qui crée des inégalités sociales est nuisible à l'ouvrier dont elle diminue le crédit, mais ces critiques nous semblent exagérées :

1° A raison de la modicité des frais et de la simplification de la procédure, elle suscitera, dit-on, un grand nombre de saisies-arrêts, et ces saisies devenant de plus en plus fréquentes, le patron, pour ne

pas s'astreindre à remplir les formalités qui lui sont prescrites par la loi, congédiera ceux de ses employés dont les salaires seront frappés d'oppositions. Il paraîtrait même que cette manière de procéder serait déjà entrée dans les habitudes de certaines grandes administrations.

Est-ce la loi ou ces administrations que nous devons critiquer ?

Le législateur est entré résolument dans la voie du progrès humanitaire ; il y a lieu de regretter que quelques-uns, parmi ceux que la fortune rend puissants, ne suivent pas son élan et continuent à se renfermer dans un égoïsme étroit, qui n'est plus en rapport avec les tendances actuelles.

2° La diminution de crédit que la loi fait subir à ceux qu'elle régit est la critique la plus sérieuse qui se soit élevée contre cette loi.

Remarquons tout d'abord que le crédit de l'ouvrier ne sera pas anéanti, mais seulement limité ; en effet, l'ouvrier peut toujours disposer des 3/10 de son salaire et, de plus, son crédit lui est conservé chez son patron, dans les cas où précisément il lui est le plus indispensable, car, nous l'avons vu, il pourra toujours se procurer à crédit les outils ou les matériaux indispensables pour son travail.

Au sujet de cette situation faite à l'ouvrier par la loi nouvelle et des conséquences résultant de

l'insaisissabilité et de l'incessibilité de ses salaires, M. Jules Simon s'exprimait en ces termes à la Commission du Travail :

« Nous envisageons ces conséquences sans aucun effroi, nous croyons le procédé du comptant préférable au crédit, nous pensons que l'habitude de payer ses dépenses en même temps qu'on les fait est d'ordre moral, et qu'à tous les points de vue, il est du plus grand intérêt pour l'ouvrier qu'il en soit ainsi. »

Les dépenses journalières doivent, en effet, être réglées au comptant, non seulement parce que cette manière de procéder est d'ordre moral, mais encore parce qu'elle est d'ordre économique. Si le crédit est indispensable pour certaines entreprises qui ne pourraient commencer à moins d'avoir des capitaux considérables, il n'en est plus de même lorsqu'il s'agit des dépenses journalières de consommation nécessitées par les besoins de la vie matérielle, et l'intérêt de chacun exige que ces dépenses soient réglées immédiatement.

L'ouvrier surtout qui gagne son pain au jour le jour, a tout intérêt à payer au comptant les dépenses qu'il fait pour son entretien et celui de sa famille. Pour lui, le gain d'un jour doit suffire, et même au-delà, à la vie d'un jour, sans cela la gêne ne tarderait pas à apparaître.

D'ailleurs l'ouvrier profite-t-il toujours de ce crédit illimité que les adversaires de la loi nouvelle

auraient voulu lui conserver, et n'en est-il pas, au contraire, le plus souvent la victime?

« Le crédit, disait M. Chovet, lors de la discussion de la loi au Sénat, le 27 novembre 1894, n'est pas toujours favorable à l'ouvrier. A ce sujet, je citais à mes collègues de la Commission un charmant petit livre de Benjamin Franklin, intitulé : « L'art de s'enrichir. »

« Pour s'enrichir, dit Franklin, il faut être travailleur, économe et surtout ne pas acheter à crédit. Souviens-toi, mon ami, que tes pires ennemis, disait-il à un ouvrier, ce sont ceux qui te vendent à crédit, ce sont d'abominables usuriers ! »

« Il semblerait, en vérité, que Franklin, à plus de cent ans de distance, ait eu comme l'intuition de ces lamentables désastres que sèment après elles, parmi la classe ouvrière, toutes ces grandes maisons de crédit à outrance, qui vont chercher l'ouvrier depuis la mine jusqu'à la mansarde, l'obligeant souvent à acheter des choses dont il n'a pas besoin ; puis, le jour de l'échéance venu, on sait ce qui se passe ! Les prévisions de Benjamin Franklin se trouvent aujourd'hui dépassées. »

Ces maisons d'abonnement, qui tendent à prendre un développement considérable, constituent, en effet, un réel danger pour l'ouvrier, car elles mettent à la portée du modeste travailleur des objets dont il n'a souvent pas besoin, et lui donnent ainsi des goûts de luxe et de dépense, que ses

humbles ressources ne lui permettent point de satisfaire.

3° On reproche enfin à la loi nouvelle de créer des inégalités sociales.

Les petits propriétaires ruraux peuvent, en effet, se voir enlever par la saisie jusqu'à la dernière parcelle de leurs terres et le législateur fait, à cette catégorie de travailleurs, une situation plus mauvaise que celle qu'il a créée pour les ouvriers et employés.

Ils sont cependant tous dignes du même intérêt; car les uns et les autres vivent uniquement du produit de leur travail, et les mêmes raisons d'humanité, qui ne veulent pas qu'un ouvrier soit privé de tous ses salaires, s'opposent également à ce qu'un paysan se voie enlever intégralement par la saisie les quelques lopins de terre qu'il possède et qui lui permettent de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille.

Il est regrettable que la loi de 1895 crée ces inégalités de condition; mais cette loi mérite-t-elle pour cela d'être critiquée et faut-il en conclure qu'elle soit mauvaise?

C'est au législateur, qui a entrepris de protéger les petits travailleurs, d'achever son œuvre et de poursuivre son acheminement vers cet idéal d'équité et d'humanité qui doit être le but suprême de ses efforts. Le Parlement est actuellement saisi de plusieurs projets de loi, qui, à l'exemple du *Homestead*

américain, déclarent insaisissable le domaine familial du paysan, c'est-à-dire sa maison d'habitation avec la quantité de terre nécessaire à son alimentation et à celle de sa famille. Il est à souhaiter que ce projet aboutisse le plus vite possible et vienne, en faisant aux petits propriétaires ruraux une situation analogue à celle des ouvriers et employés, combler une lacune qui n'existe que depuis trop longtemps déjà.

En résumé, le législateur a sagement agi en limitant dans de justes proportions le crédit de l'ouvrier.

« Il existe, disent MM. Schaffhauser et Chevresson, une corrélation nécessaire entre les sûretés fournies par un débiteur et la quotité du crédit qui lui est accordé. L'idéal consiste dans une juste pondération des deux éléments en présence (1). »

Le législateur a, nous le croyons, atteint cet idéal, et si, par suite de circonstances malheureuses, telles que maladies, chômages, etc..., l'ouvrier venant à être dénué de ressources ne pouvait plus vivre momentanément faute de crédit, il trouverait alors un auxiliaire précieux dans les sociétés de crédit mutuel, d'assurances ou de secours mutuels, institutions qui répondent à un véritable besoin social et qu'on ne saurait trop encourager.

La loi du 12 janvier 1895, quoi qu'en disent ses

(1) *Lois nouvelles*, 16 janvier 1895, p. 3.

détracteurs, est donc une loi excellente et franchement démocratique, qui « honore à la fois et les ministres qui l'ont proposée et les Chambres qui l'ont votée » (1).

Cette loi a, en effet, donné satisfaction à tous; tout en sauvegardant à la fois l'intérêt du créancier et du débiteur, l'intérêt de l'industrie et celui de la société.

Elle réalise, en outre, un progrès vers l'idéal depuis longtemps à l'étude, à savoir : l'extension de la compétence des juges de paix, la simplification des formes et la diminution des frais de la procédure.

Elle fait enfin partie d'un ensemble de dispositions législatives, malheureusement encore, pour la plupart à l'état de projets (loi sur la responsabilité du patron dans les accidents du travail, loi sur les assurances obligatoires, sur les règlements d'ateliers, sur les syndicats professionnels, etc...), qui toutes ont pour but, d'améliorer la situation matérielle du travailleur, et de rendre plus douces les conditions d'existence de l'ouvrier, dont la loi sur l'instruction gratuite et obligatoire a déjà rehaussé le niveau intellectuel.

On peut donc espérer que, mieux instruit de ses droits, mais aussi de ses devoirs, jouissant d'une vie matérielle plus facile et plus heureuse, l'ouvrier

(1) EMION, *op. cit.*, p. 55.

sera moins disposé à adopter sans les discuter, sinon sans les comprendre, les doctrines excessives et malsaines que des exaltés voudraient mettre en pratique par tous les moyens, même par la violence.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,

EDMOND VILLEY.

Vu :

Le Professeur, Président de la Thèse,

J. MARIE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Caen,

E. ZEVORT.



TABLE DES MATIÈRES

DROITS DES CRÉANCIERS

SUR LES SALAIRES ET PETITS TRAITEMENTS

DE LEURS DÉBITEURS

	Pages
BIBLIOGRAPHIE	9
INTRODUCTION	13
PREMIÈRE PARTIE. — De la saisie des salaires et traitements à l'étranger et en France antérieurement à la loi du 12 Janvier 1893	29
CHAPITRE I. — Ancien Droit	29
CHAPITRE II. — Législations étrangères.....	36
CHAPITRE III. — Pratique antérieure à la loi de 1893. — Nécessité de cette loi.....	59
DEUXIÈME PARTIE. — Loi du 12 Janvier 1893	73
CHAPITRE I. — Historique de cette loi	73
CHAPITRE II. — Insaisissabilité partielle des salaires et traitements	82
Section I. — Personnes auxquelles s'applique la loi.....	86
§ I. — Créancier saisissant.....	87
§ II. — Débiteur saisi.....	88
§ III. — Tiers-saisi.....	145
Section II. — Quotité saisissable	128

	Pages
CHAPITRE III. — Incessibilité des salaires et traitements	148
CHAPITRE IV. — Restrictions apportées au principe de l'insaisissabilité et de l'incessibilité des traitements ou salaires.....	159
Section I. — Dettes alimentaires.....	159
Section II. — Avances faites par le patron aux ouvriers	170
CHAPITRE V. — Compétence des juges de paix en matière de saisie-arrêt des salaires et traitements.	183
CHAPITRE VI. — Procédure organisée par la loi de 1893	193
Section I. — Procédure de saisie-arrêt	206
§ I. — Formalités préalables	206
§ II. — Forme de la saisie-arrêt ...	211
§ III. — Validité de la saisie-arrêt.	223
Section II. — Procédure de distribution	234
Section III. — Dispositions diverses. — Effet rétroactif de la loi de 1893.....	248
CRITIQUE DE LA LOI DU 12 JANVIER 1895	259



